

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Infos sociales et politiques.

- Loire-Atlantique: Blocage d'un site Faurecia qui doit fermer en juin 2011. (29.06)
- Le nabot, le rabot et le ripou. (28.06)
- La bourgeoisie parisienne défend son pré carré. (28.06)
- Bilan de la visite de Sarkozy dans le 93 : une claque et une insulte. (27.06)
- Les ingénieurs frappés par la crise économique. (27.06)
- Les journalistes de NRJ appelés à la grève. (26.06)
- Retraites, suite (25.06)
- Moscovici-Mélénchon: pour ou contre DSK? Bonnet blanc et blanc bonnet (Titre de LdC) (25.06)
- Portrait. Dominique Strauss-Kahn est-il de droite ? (25.06)
- Des centaines de milliers de personnes défilent contre la réforme des retraites. (25.06)
- Quelque 45.000 emplois menacés en 2010 dans les travaux publics. (23.06)
- Retraites, suite (23.06)
- Retraites, suite (22.06)
- Très forte augmentation du nombre de coupures de gaz pour impayés. (21.06)
- Régularisation des travailleurs sans-papiers: le gouvernement reconnaît la nécessité d'"ajustements". (20.06)
- Retraites, suite (19.06)
- Fin de la séquestration à l'usine Bobcat de Pontchâteau. (19.06)
- Affaire Bettencourt : Plenel et Kahn veulent la tête de Woerth. (19.06)
- Retraites. Réactions syndicales et politiques au projet du gouvernement. (18.06)
- Grève pour les salaires à la plate-forme téléphonique de Carrefour. (18.06)
- Grève à l'Opéra-Comique pour obtenir des moyens supplémentaires. (16.06)
- Réforme des retraites : les principales mesures. (16.06)
- A Châteauroux, l'amertume des salariés de Meadwestvaco. (15.06)
- Roissy : grève des aviateurs. (titre de LdC) (14.06)
- SeaFrance supprime la moitié de ses effectifs. (12.06)
- Braouezec (PCF) répond à des question sur le blog du Monde.fr. (10.06)
- Ces communistes qui quittent le PCF. (10.06)
- Polynésie: préavis de grève générale à compter de jeudi. (10.06)
- Montpellier: 10e jour de grève dans une dizaine de cliniques privées. (10.06)
- Le service France de l'agence AP en grève. (10.06)
- Clemessy paralysé par une grève nationale suite à un changement de président. (10.06)
- Grève maintenue sur les autoroutes du Nord et de l'Est. (10.06)
- Le banquier du PS préconise à Sarkozy de nous saigner à blanc. (09.06)
- Retraite : les fonctionnaires pourraient cotiser plus. (09.06)
- L'UMP veut reconquérir les classes moyennes. (09.06)
- Le sens de notre départ du Parti communiste. (09.06)
- Grève et manifestation des agents du Pôle emploi le 8. (titre de LdC) (09.06)
- Manifestation houleuse des infirmiers anesthésistes à Paris. (09.06)
- Schivardi à l'Elysée: ça le tente toujours ! (08.06)
- Faire payer les retraités pas les banquiers. (titre de LdC). (08.06)
- Les élèves français changeront de rythme scolaire en 2014. (08.06)
- Alain Finkielkraut et Bernard-Henri Lévy au chevet de l'Etat israélien (titre de LdC) (08.06)
- Mouvement de grève chez Conforama. (08.06)
- Plusieurs manifestations pro-palestiniennes en France. (06.06)
- Ils sont des nôtres, foi de révolutionnaires. (06.06)
- La méthode Sarkozy vue par Chérèque, Parisot et Woerth. (06.06)

- Micmac au Sénat sur le Défenseur des enfants. (05.06)
- Des universitaires s'élèvent contre un "contrôle de moralité" des futurs enseignants. (04.06)
- Le malaise s'amplifie à Pôle emploi. (04.06)
- Retraites. (03.06)
- Karachi: Sarkozy cité dans un rapport de police luxembourgeois. (03.06)
- Six "Conti" condamné à verser 1 280 euros à l'Etat. (03.06)
- Elle gagne plus qu'un dealer en moins de temps ! (01.06)
- Instituts de sondage : la machine à propagande du gouvernement. (01.06)
- Que signifie le possible changement de statut de la SNCF. (01.06)
- Les policiers municipaux en colère manifestent mardi dans toute la France. (01.06)

Les policiers municipaux en colère manifestent mardi dans toute la France. (01.06)

AP - 31.05

A l'appel de leurs six principaux syndicats, les 18.000 policiers municipaux français sont invités à manifester mardi après-midi dans plusieurs grandes villes afin de faire valoir leurs revendications sociales.

Après la mort d'Aurélié Fouquet, une policière municipale de 26 ans abattue par des malfaiteurs en fuite il y a dix jours à Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne), certaines organisations profitent aussi de cette journée d'action prévue de longue date pour demander l'armement obligatoire de l'ensemble des polices municipales.

Une minute de silence à la mémoire de la policière disparue sera observée par les manifestants qui se réuniront vers 14h dans une quinzaine de villes dont Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, etc. Des délégations se rendront ensuite dans chacune des préfectures afin d'exposer les revendications portées par l'intersyndicale (CGT, SNPM CFTC, FO, FAFPT, UNSA, INTERCO CFDT).

Celle-ci demande au ministère de l'Intérieur et à l'Association des maires de France (AMF) la prise en compte de la dangerosité du métier de policier municipal, une revalorisation des salaires et l'intégration de la prime spéciale de fonction dans le calcul des droits à la retraite. "Aujourd'hui, certains collègues se retrouvent avec des retraites qui ne dépassent pas 1.000 euros", dénonce Patrice Masante, membre du bureau national du SNPM CFTC.

Toutes ces revendications ont été exposées le 28 mai dernier lors d'une réunion à Paris avec le secrétariat d'Etat chargé des collectivités locales et Jacques Péliissard, président de l'AMF. "Des propos scandaleux ont été tenus par M. Péliissard qui nous a dit que nous n'étions qu'une police du stationnement et qu'il était contre nos revendications sociales", accuse Patrice Masante dont le syndicat a claqué la porte. "Nous sommes vraiment mécontents alors que trois jours plus tôt, le président Nicolas Sarkozy avait dit que nous étions un maillon essentiel de la chaîne de sécurité". Dans un communiqué, l'intersyndicale a estimé qu'elle avait reçu "une fin de non recevoir de l'Association des maires de France, avec une posture digne du passé et sans aucune considération pour la profession".

De son côté, le secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, Alain Marleix, a souligné au contraire des "échanges de vue sur les demandes des policiers municipaux en ce qui concerne la fixation d'un régime indemnitaire obligatoire comme reconnaissance de la spécificité de la filière, sa prise en compte dans le calcul des droits à retraite et une revalorisation des carrières". Il a annoncé la création de deux groupes de travail, l'un consacré à la prise en compte des missions particulières dans le régime indemnitaire des policiers municipaux, l'autre portant sur la formation des policiers municipaux, avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

La semaine dernière, Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, avait en outre promis aux organisations syndicales qu'une "réflexion" portant sur la place et le rôle des polices municipales dans la société serait menée par l'Inspection générale de l'administration. "Nous avons déjà une loi et des règlements qui établissent le cadre d'emploi des polices municipales et fixent nos missions", assure Patrice Masante. "Nous avons déjà eu en 2009 le rapport Ambroggiani dont les conclusions sont restées lettre morte. Une nouvelle étude ne servirait pas à grand-chose".

A l'issue de ces manifestations, les syndicats de policiers municipaux dont beaucoup observent depuis plusieurs semaines une grève de la verbalisation des véhicules dans plusieurs villes, pourraient appeler à de nouveaux rassemblements dans les prochaines semaines.

Que signifie le possible changement de statut de la SNCF. (01.06)

20minutes.fr et Reuters - 31.05

La SNCF suivra-t-elle le chemin de La Poste? C'est en tout cas ce que souhaite la Commission européenne. Après avoir obtenu gain de

cause pour l'entreprise postale, elle exige que la compagnie ferroviaire devienne elle aussi une Société anonyme (SA). Ce que la SNCF refuse. Mais pourquoi une telle demande de la part de Bruxelles? Explications.

Quel est le statut de la SNCF?

L'entreprise de transports bénéficie du statut d'Epic (Etablissement public à caractère industriel et commercial). Et cela ne plaît pas du tout à la Commission européenne... Selon Bruxelles, quand on est un Epic, on bénéficie «implicitement» d'une garantie financière «illimitée» de la part de l'Etat. Cette garantie, «sans limite de temps et de durée», la rend incompatible avec le droit européen de la concurrence. Bien sûr, ce soutien sans conditions de la part de l'Etat rend la SNCF très sûre aux yeux des banques. La compagnie est donc très bien notée par les agences financières, ce qui lui permet d'emprunter à des taux préférentiels. Pas du goût de la commission qui a demandé dans un courrier à la France «la suppression des garanties de l'Etat sur les engagements de la SNCF.»

Qu'est-ce qui changerait si la SNCF devenait une société anonyme?

Sans doute pas grand-chose. L'Etat français pourrait rester seul actionnaire du groupe. Mais le passage en SA ferait disparaître la notion de soutien «illimité» à l'entreprise. Il n'y aurait donc plus «distorsion de la concurrence» européenne, que condamne Bruxelles. La requête de la commission a donc d'abord une haute valeur symbolique. Mais la SNCF n'en a cure. Elle a fait valoir son point de vue, lundi matin, dans Les Echos: «la propriété d'une entreprise par l'Etat n'est pas interdite par le traité de Rome. Le fait que nous soyons une SA ou un Epic n'y change rien.» Façon de dire: «la question du statut de l'entreprise n'a pas de sens, il n'est donc pas question d'en changer.»

La SNCF pourrait-elle être privatisée?

C'est théoriquement possible. Voilà pourquoi les craintes sont fortes lorsqu'une entreprise publique devient une SA. C'est ce qu'a montré le changement de statut de La Poste. Mais si elle se transforme en SA, la SNCF restera détenue à 100% par l'Etat. Qui, a priori, n'est pas vendeur. Sauf que les finances vont mal.

Qui va gagner le bras-de-fer?

A Bruxelles, «rien n'a été décidé» sur une procédure formelle ouverte contre la France. Une bataille juridique pourrait s'engager au tribunal de l'Union européenne. Comme la Commission dénonce des garanties «implicites» de l'Etat, il est juridiquement possible de contester son interprétation du statut de l'Epic. Ce que la France compte faire. Qui l'emportera en cas d'affrontement? Lors de la dernière affaire similaire (La Poste), l'Etat français avait fini par s'incliner.

Le secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, a annoncé que Paris allait saisir la Cour de justice de l'Union européenne, en réponse à une demande de la Commission visant à obtenir la suppression de la garantie que l'Etat français apporte à l'opérateur ferroviaire.

"Il est hors de question de modifier le statut d'Epic de la SNCF, qui ne confère pas à son titulaire un avantage concurrentiel", a déclaré Dominique Bussereau dans un communiqué.

Dans le contexte d'une politique de libéralisation du secteur du transport ferroviaire, l'exécutif européen a énoncé en 2008 des principes concernant les aides d'Etat.

"Ce texte rappelait également qu'en ce qui concerne les garanties d'Etat illimitées, elles ne sont pas compatibles avec les traités et doivent être démantelées dans les deux ans", a souligné lundi Amelia Torres, porte-parole du commissaire à la Concurrence Joaquin Almunia.

"Nous sommes dans ce contexte et c'est dans ce cadre que nous avons écrit aux Etats membres encore concernés par cette situation", a-t-elle dit lors du point de presse quotidien de la Commission.

La porte-parole a rappelé que la date-butoir était fixée à juillet 2010.

"Si les garanties n'ont pas été aménagées à cette date, nous verrons quelle sera notre réaction et les suites que nous donnons au vu des explications fournies par les autorités françaises", a ajouté Amelia Torres.

Les syndicats de la SNCF se disent inquiets, en dépit des assurances du gouvernement.

"Pour accélérer le mouvement vers la privatisation totale, l'Europe demande à la SNCF de se transformer en société anonyme", a déploré Sud Rail, dans un communiqué. "On nous dira qu'il ne s'agit pas d'aller vers la privatisation malgré les exemples d'EDF et de La Poste."

Bernard Aubin, de la CFTC-Cheminots, a souligné que l'UE avait déjà amené le changement de statut de la caisse de retraite de la SNCF.

"La Commission Européenne, ses technocrates, l'Europe en général, cassent tous les services publics qu'elle touche. Une vraie entreprise de démolition qui va à l'encontre des fondements même de l'Europe", estime-t-il.

Selon Les Échos, Bruxelles aurait également demandé à l'Etat d'avancer de 2039 à 2030 la fin du monopole de la SNCF concernant les trains de banlieue, ainsi que la fin de celui de la RATP concernant le métro et le RER à Paris.

Instituts de sondage : la machine à propagande du gouvernement. (01.06)

Reuters et Lepost.fr - 30.05

Nicolas Sarkozy gagne deux points à 33% dans un sondage Ifop à paraître dans le Journal du Dimanche. (Reuters 30.05)

Vous penserez peut-être qu'on ne devrait pas consacrer du temps à éplucher les sondages, que c'est une perte de temps, parce que finalement personne n'y prêterait attention, car tout le monde saurait qu'ils sont truqués, etc. Certes, mais détrompez-vous, car s'ils ne remplissaient pas une fonction politique précise, le gouvernement n'en commanderait pas à tour de bras. S'y intéresser ne signifie pas forcément en tenir compte dans nos analyses, ne confondons pas.

C'est notre devoir d'expliquer aux travailleurs, preuves à l'appui, de quelle manière les sondages s'insèrent dans le mécanisme de formatage des esprits conçu par le gouvernement pour convaincre la majorité de la population de soutenir sa politique antisociale ou que la politique qu'il met en oeuvre serait la seule possible et la meilleure de surcroît face à la crise du capitalisme, à défaut d'obtenir son soutien, sa neutralité lui suffirait amplement, à ce titre, les sondages constituent un puissant outil au service de sa propagande.

Le plus marrant, car cela tourne à la farce grossière, c'est que l'hystérique du Palais était descendu à 28% dans le plus mauvais sondage pour remonter soudainement en quelques semaines à 38%. Et voilà qu'à peine deux semaines plus tard, si l'on tient compte de l'ensemble des sondages publiés, il passe de 38 à 33%, mais il gagne deux points nous dit-on, donc demain s'il perdrait à nouveau 5%, ce serait pour monter quelque temps plus tard à 40% cette fois, et ainsi de suite jusqu'à temps qu'il dépasse les 50% et le tour est joué !

Vous n'avez pas remarqué que sa cote de popularité montait ou descendait en fonction des résultats de la collaboration de classes. Elle demeure basse jusqu'à une journée de mobilisation, et dès que celle-ci est passée quand elle ne s'est pas traduite par une mobilisation de masse, les appareils ayant tout fait pour qu'il en soit ainsi, elle remonte, et Woerth d'expliquer de son côté que de plus en plus de travailleurs adhèrent à la politique du gouvernement et la boucle est bouclée.

Ainsi par ce tour de passe-passe minutieusement mis au point, ils s'emploient à faire croire que les sondages traduiraient l'état d'esprit réel de la population, alors qu'en réalité ils coïncident uniquement avec les déclarations et les objectifs que le gouvernement s'est fixé.

Dans la foulée ou quasiment au même moment, logiquement, le gouvernement en profite pour annoncer un nouveau train de mesures réactionnaires ou précise ses intentions, et c'est ce qui vient justement de se produire avec l'annonce du report probable au-delà de 65 ans pour percevoir automaquement une retraite à taux plein ou la réduction de 600 millions d'euros supplémentaires sur les dépenses d'assurance-maladie.

Et qui est vice-présidente et actionnaire à 75% de l'institut de sondages Ifop ? Laurence Parisot qui est présidente du Medef ! (Lepost.fr 30.05)

Elle gagne plus qu'un dealer en moins de temps ! (01.06)

Lepost.fr - 30.05

Selon Le Monde Magazine, qui lui consacre une longue enquête, Laurence Parisot, la présidente du Medef, vice-présidente et actionnaire à 75% de l'institut de sondages Ifop, travaille une demi-journée par semaine à l'Ifop. Elle est chargée de la veille stratégique.

Pour son travail, l'institut de sondage lui assure un revenu de... 22.000 euros par mois, selon la même source. Cependant, l'article ne dit rien des dividendes gagnés chaque année ou des parts variables. (Lepost.fr 30.05)

22.000 euros par mois pour deux jours de travail, normal quoi, augmenter le Smic, les salaires et les retraites : impensable, une ruine pour les patrons, pour leur nation !

Et ce sont les mêmes qui osent demander aux travailleurs et aux jeunes de faire des efforts, de faire preuve de "modération" dans leurs revendications salariales, de patience, de faire de nouveaux sacrifices, etc.

Six "Conti" condamné à verser 1 280 euros à l'Etat. (03.06)

Lemonde.fr et AFP - 02.06

Six anciens ouvriers de l'usine Continental de Clairoix (Oise) ont été condamnés au civil mercredi 2 juin à verser solidairement à l'Etat 1 280,53 euros de dommages et intérêts pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne en avril 2009. Les anciens salariés du manufacturier allemand de pneumatiques ont également été condamnés par le tribunal de grande instance de Compiègne à verser 1 000 euros à l'Etat au titre des frais de justice.

Une fois la décision connue, le leader des "Conti", Xavier Mathieu, le poing levé, a rejoint 200 à 300 ex-salariés qui l'ont acclamé, à proximité du tribunal. L'épilogue pour les "Conti" ? "Oui et non", a répondu le délégué CGT, qui le jour de l'audience au civil le 7 avril, avait refusé un prélèvement ADN à la suite de sa condamnation au pénal, et est par conséquent susceptible d'être poursuivi. Les cinq coprévenus avaient quant à eux accepté ce prélèvement. "On verra si l'Etat continue à s'acharner contre nous", a-t-il déclaré.

"C'était bien de la vengeance. On a été condamnés beaucoup plus pour le geste que pour ce que ça a coûté", a-t-il poursuivi. Marie-Laure Dufresne-Castets, avocate des ouvriers, a quant à elle estimé que la décision du tribunal pouvait être interprétée comme un "signe d'apaisement", tout en dénonçant une "condamnation de pur principe", même si le montant des dommages et intérêts, qui sera réglé par la "solidarité ouvrière", est "tout à fait modeste", si ce n'est "dérisoire".

L'avocate de l'Etat avait demandé près de 12 000 euros, car si les dégâts étaient estimés au total à 52 662 euros, l'Etat avait été indemnisé par les assurances à hauteur de plus de 40 000 euros, et ne réclamait que "le montant résiduel". Les six ouvriers avaient été condamnés au pénal en janvier à de simples amendes de 2 000 à 4 000 euros par la cour d'appel d'Amiens, échappant aux peines de prison avec sursis prononcées en première instance.

L'usine, qui employait 1 120 salariés, a été fermée début 2010. Après plusieurs mois de lutte, les ouvriers avaient décroché 50 000 euros d'indemnités extra-légales.

Karachi: Sarkozy cité dans un rapport de police luxembourgeois. (03.06)

AP - 02.06

Le nom du président Nicolas Sarkozy est cité dans un rapport de synthèse de la police judiciaire luxembourgeoise transmis récemment à deux juges français qui enquêtent sur des faits de corruption présumée au sein de la Direction des constructions navales (DCN). Selon le document, révélé mercredi par Mediapart, les enquêteurs locaux font part de leurs soupçons de financement politique de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995.

Les enquêteurs luxembourgeois, qui agissaient sur commission rogatoire de deux magistrats parisiens, Françoise Desset et Jean-Christophe Hullin, ont saisi de nombreux documents au sein de la société baptisée Heine SA., créée en 1994, par la DCN, pour verser des commissions dans le cadre de marchés, avec l'aval du gouvernement d'Edouard Balladur. Après l'entrée en vigueur en 2000 en France de la convention de l'OCDE sur la corruption, les commissions sont devenues illégales.

Heine SA., a été utilisée par la DCN pour rémunérer des intermédiaires, comme l'homme d'affaires d'origine libanaise Ziad Takieddine, soupçonné d'être impliqué dans la vente de sous-marins Agosta par la France au Pakistan en 1994, contrat qui aurait donné lieu au versement de commissions. M. Takieddine dément avec véhémence tout rôle d'intermédiaire dans le contrat Agosta.

Les juges d'instruction Marc Trévidic et Yves Jannier, en charge de l'enquête sur l'attentat de Karachi le 8 mai 2002 contre des membres de la DCN, étudient aujourd'hui la possibilité que cette attaque soit liée à l'arrêt, entre fin 1995 et début 1996, de certaines des commissions dans les contrats de vente des sous-marins.

Dans leur rapport, que l'AP a pu consulter, les enquêteurs notent qu'"un document (...) fait état de l'historique et du fonctionnement des sociétés Heine et Eurolux", société jumelle de Heine. Ils révèlent que "les accords sur la création des sociétés semblaient venir directement de M. le Premier ministre Balladur et de (...) Nicolas Sarkozy".

Dans ce document, les enquêteurs luxembourgeois indiquent qu'entre 1994 et 1999, plus de 60 millions d'euros ont transité entre DCN

International et la société Heine. "Il semble exclu, vu le montant, qu'il s'agissait uniquement de consultance". Mais, selon les enquêteurs, il semble "qu'il ne s'agissait de rien d'autre que de corruption par l'intermédiaire d'une société luxembourgeoise faisant écran, de la part d'une entreprise française (NDLR: DCNI) vers les pays où elle convoitait des marchés".

En outre, précise le rapport, "en 1995, des références font croire à une forme de rétrocommission pour payer des campagnes politiques en France. Nous soulignons qu'Edouard Balladur était candidat à l'élection présidentielle en 1995 face à Jacques Chirac et était soutenu par une partie du RPR dont M. Nicolas Sarkozy et Charles Pasqua".

Toutefois, les policiers luxembourgeois prennent soin de préciser qu'il "n'existe aucune preuve de corruption". Les documents saisis sont "tous entièrement vides de noms et les descriptifs des services ou prestations sont vagues". Ironiques, ils complimentent "celui qui a mis ce système en place, il s'agit d'un travail méticuleux et en avance sur son temps".

Me Olivier Morice, avocat des familles de victimes de l'attentat de Karachi, a estimé que ce rapport "met directement en cause Nicolas Sarkozy comme étant au coeur d'un système de corruption ayant servi, dans le cadre de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur, à faire revenir des fonds en France de façon parfaitement illicite".

"Les familles de victimes sollicitent la démission de Nicolas Sarkozy, parce que, lui qui se présente comme le chevalier blanc, a menti à l'opinion publique", a-t-il déclaré sur France-Info, ajoutant qu'"il ne s'agit pas d'une fable, comme le prétendait Nicolas Sarkozy, mais que nous sommes en présence d'un mensonge d'Etat au plus haut niveau de l'Etat français".

Sollicitée par l'AP, l'Elysée n'a pas souhaité réagir. Entendu par la mission parlementaire sur l'attentat de Karachi, l'ancien Premier ministre Edouard Balladur a démenti tout financement occulte de sa campagne de 1995.

Dans ce rapport, les enquêteurs luxembourgeois font état de deux courriers adressés en 2006 par l'administrateur de Heine au chef de l'Etat, Jacques Chirac, et à son ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy. Le premier, qui date du 26 avril 2006, met en garde le président de la République sur le risque d'une liquidation judiciaire de Heine, endettée, car selon lui, elle n'est qu'une "DCN International de fait au Luxembourg". En cas de liquidation judiciaire, DCNI et son actionnaire principal, l'Etat français, courent un "risque fiscal et pénal" qui pourrait être "très élevé".

Dans la deuxième lettre, adressée le 29 novembre 2006, les deux administrateurs de Heine font état d'un courrier que leur a adressé le ministre de l'Intérieur le 28 septembre, mais rappellent qu'ils n'ont "toujours pas reçu d'instruction de la part de l'Etat français" à propos de cette société.

Retraites. (03.06)

Reuters - 02.06

1- Le projet de texte sera remis aux partenaires sociaux "le 15 ou 16 juin et deux ou trois jours seront accordés aux organisations syndicales pour faire connaître leurs remarques sur le document avant une présentation publique", indique par ailleurs la CGT à la suite d'une rencontre au cabinet d'Eric Woerth lundi.

L'avant projet de loi sur la réforme des retraites devrait être présenté en Conseil des ministres le 13 juillet, a-t-on appris ce mercredi auprès de délégations syndicales qui participent à la concertation avec le cabinet du ministre du Travail Eric Woerth.

Georges Tron, le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, a espéré mercredi que le dossier sur la réforme des retraites soit bouclé, "si tout se passe normalement, vers fin octobre-mi novembre". (AP 02.06)

2- La présidente du Medef, Laurence Parisot, a souhaité mercredi que l'âge légal du départ à la retraite soit porté à 65 ans, contre 60 ans actuellement. (Reuters 02.06)

Le malaise s'amplifie à Pôle emploi. (04.06)

Lemonde.fr et AFP - 03.06

Charge de travail excessive, "perte de sens", quatre syndicats de Pôle emploi ont appelé mercredi soir à une grève le 8 juin contre la détérioration des conditions de travail. Le "mal-être grandit" alertent-ils, après la fusion et des perspectives de réductions d'effectifs. L'appel à

une grève reconductible a été lancée par le SNU-FSU (premier syndicat), la CGT, SUD et le SNAP pour "soutenir et amplifier les nombreuses actions locales des dernières semaines contre la dégradation des conditions de travail et la précarité".

Ils ont regretté que les autres syndicats de Pôle emploi, dont FO et la CFDT, ne se soient pas associés à cet appel national. "On voulait construire un mouvement plus large", a noté Sylvie Masson (SUD), tandis que Vincent Strobel (CGT) a déploré des "jeux d'appareil". Il y a "de nouvelles raisons de faire grève", a plaidé le SNU-FSU, pour des agents qui subissent une "perte de sens" avec des "métiers piétinés" par la fusion ANPE-Assedic, un travail accru par la hausse du chômage, et qui vont avoir "une charge de travail supplémentaire" avec les mesures pour les fins de droits.

"MISE EN CONCURRENCE TOTALE"

Evoquant une hausse des arrêts maladie et des agressions sur fond de "désorganisation totale et de pannes", Leila Saillière (SNU) a reproché à la direction de "refuser de discuter d'un changement de l'organisation du travail, qui provoque pourtant des souffrances et donne un moins bon service". "Le mal-être grandit avec la mise en place progressive de la fusion, les agents prennent conscience que leur ancien métier disparaît, on ne leur parle plus que d'indicateurs et d'objectifs, de délais limités", a souligné pour sa part Mme Masson (SUD).

La direction de Pôle emploi espère boucler la négociation sur la prévention des risques psychosociaux d'ici à fin juin, selon Philippe Sabater (SNU), aux yeux duquel le projet d'accord est "plein de bonnes intentions mais manque de concret". Les quatre syndicats, inquiets d'une précarisation du personnel, se sont aussi alarmés des réductions d'effectifs de huit cents postes par an à Pôle emploi dès 2011, annoncées par le gouvernement dans le cadre du plan d'économies budgétaires. Ils se sont également alarmés d'une "mise en concurrence totale" de Pôle emploi avec les sociétés privées de placement des chômeurs par une disposition introduite dans un projet de loi sur les chambres consulaires en cours d'examen au Parlement.

Des universitaires s'élèvent contre un "contrôle de moralité" des futurs enseignants . (04.06)

Lemond.fr - 03.06

C'est une des pommes de discorde issues de la réforme de la formation des enseignants du primaire et du secondaire : l'introduction dans les épreuves orales d'admission des prochains concours d'enseignement (session 2011), d'une évaluation de la compétence "Agir en fonctionnaire de l'Etat et de façon éthique et responsable". Mais, les concours d'enseignement étant de la responsabilité des universités, c'est surtout parmi les universitaires, souvent présidents des jurys de Capes ou d'agrégation, que cette mesure provoque une levée de boucliers. Les protestataires jugent cette épreuve abusive et disent "Non au contrôle de moralité des futurs enseignants". Ainsi s'intitule leur pétition, qui vient de dépasser les 4 500 signatures, parmi lesquelles celles d'universitaires très connus : Olivier Beaud, Marcel Gauchet, Claude Lefort, Philippe Raynaud, Vincent Descombes, Jean-Luc Nancy, Etienne Balibar, Christophe Charle, Suzanne Citron...

Cette "compétence" exigée des futurs enseignants figure au premier rang (sur dix) dans le " référentiel des compétences professionnelles des maîtres", issu en 2006 des travaux du Haut conseil de l'éducation. Mais l'introduction d'une épreuve (un entretien de vingt minutes) portant sur cette seule compétence est une nouveauté. "Nous ne pouvons admettre, dit le texte de la pétition, qu'un jury puisse éliminer des candidats, en supputant dans le cadre d'une épreuve orale aux contours opaques leur incompétence en matière d'éthique et de responsabilité ; nous ne pouvons comprendre comment pourrait être suspecté le désir d'être un enseignant compétent et dévoué, s'agissant de personnes qui, au terme de plusieurs années d'étude exigeantes, et d'une ou plusieurs années de préparation spécifique, se présentent aux concours de recrutement de l'enseignement."

Le ministère de l'éducation rétorque qu'il ne s'agit pas d'évaluer des opinions mais des connaissances et rappelle par ailleurs que les inscriptions pour les concours de la session 2011 sont déjà ouvertes depuis le 1er juin. "On ne demandera jamais à un candidat s'il est d'accord ou non avec telle réforme, mais s'il connaît les dispositions qui le concernent et s'il peut situer son action dans ce cadre légal", a déclaré Josette Théophile, directrice générale des ressources humaines. Jean-Louis Auduc, directeur adjoint de l'IUFM de Créteil, juge pour sa part "indispensable qu'un candidat connaisse l'organisation du système dans lequel il va enseigner et les droits et obligations du fonctionnaire qu'il sera s'il réussit le concours".

Micmac au Sénat sur le Défenseur des enfants. (05.06)

Lepost.fr - 04.06

Le gouvernement a demandé un deuxième vote sur le Défenseur des enfants. Le Sénat a pourtant voté hier un amendement sauvant le Défenseur des enfants, qui devait se fondre dans le Défenseur des droits. Mais après une réunion autour de Nicolas Sarkozy avec le patron des sénateurs centristes, il a été réintégré...

Surprise, le gouvernement a demandé jeudi une deuxième délibération sur le Défenseur des enfants dans le cadre du projet de loi sur le Défenseur des droits, qui a finalement été voté dans la soirée. Hier, le Sénat avait pourtant sorti le Défenseur des enfants du périmètre du Défenseur des droits...

L'opposition a vivement protesté. C'est "une manière de bafouer notre assemblée qui a délibéré longuement sur cette question, le Sénat s'est prononcé en connaissance de cause", s'est exclamé le socialiste Jean-Pierre Sueur (à écouter dans le sujet). "Pourquoi ne pouvez-vous pas accepter que le Parlement ait une position différente du gouvernement par rapport aux enfants?", s'est-il écrié faisant part de la "protestation solennelle de son groupe".

Après ces déclarations, les sénateurs ont approuvé par vote, par 184 voix contre 157, cette deuxième délibération.

La séance a alors été suspendue pour que la commission des Lois puisse réexaminer le texte et proposer ses modifications avant de les soumettre à un nouveau vote en séance plénière. Mais en raison d'absence de majorité en commission, le rapporteur a retiré les amendements, que le gouvernement va présenter lui-même.

"Si les règles de droits sont respectées d'un point de vue formel, d'un point de vue éthique, ce n'est pas très glorieux", dénonce le sénateur UMP Hugues Portelli, auteur d'un des amendements de la veille.

Nicolas About, patron des sénateurs centristes, a expliqué à Public Sénat qu'il avait défendu, lors d'un déjeuner de la majorité jeudi auprès de Nicolas Sarkozy, ses exigences, notamment que le Défenseur des enfants puisse garder son nom. "Sur la porte d'entrée il y a aura écrit défenseur des enfants", ironise Hugues Portelli.

La méthode Sarkozy vue par Chérèque, Parisot et Woerth. (06.06)

Lexpress.fr - 04.06

La méthode du président de la République vue par les acteurs du dialogue social.

Ils étaient tous là, à l'exception du leader de la CGT, Bernard Thibault, qui a décliné l'invitation en raison de l'actuel bras de fer sur les retraites. Réunis ce vendredi matin au Conseil Economique et Social, les personnalités du social - les N°1 des syndicats et du patronat, le ministre du Travail... - ont participé à la table ronde organisée par l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis). Au menu : Sarkozy face à la crise. Plus de six Français sur dix (63%) jugent négativement la politique sociale menée par le chef de l'Etat depuis 2007, selon le sondage CSA-Cap révélé en ouverture des débats. Négociations, dialogue social, inflation de réformes, y a-t-il une méthode Sarkozy ? Tour d'horizon.

François Chérèque, secrétaire national de la CFDT

« Il n'y a pas de méthode Sarkozy, et c'est peut être ça la méthode ! Le président de la République a des contraintes, la loi de 2007 sur le dialogue social (NDLR : qui impose au gouvernement de consulter les partenaires sociaux pour tout projet de loi), ce cadre là, il l'utilise. Il a mis en place l'agenda social, c'est une bonne chose. Mais il l'utilise en fonction de ses intérêts. Il a mis une pression très forte sur la loi de modernisation du marché du travail. Il y a eu transgression sur le travail du dimanche. Sur le partage de la valeur ajoutée dans les entreprises, le président nous dit à nous, syndicats et patronat : « Vous allez négocier, vous avez trois mois », parce que le gouvernement n'a pas la solution, parce qu'il ne veut pas reprendre la main. Nicolas Sarkozy agit en fonction des circonstances - il y a le congrès d'untel - ou de ses interlocuteurs... Au final, il décide comme le maître horloger, mais ça ne fait pas une méthode. »

(Cela donne quand même des résultats conformes aux attentes du patronat monsieur le jaune, avec votre complicité évidemment, c'est déjà pas mal ! - Lutte de classe)

Laurence Parisot, patronne du Medef

« Il est évident que l'ensemble des partenaires sociaux, depuis la première minute de la crise déclenchée aux Etats-Unis, ont su agir avec responsabilité. Le président de la République a installé quelque chose de tout à fait nouveau : des rencontres formelles, régulières, dans le cadre du sommet social, et des rencontres informelles, en bilatéral, avec les numéros un. Cela donne une qualité d'échange. Dans le sondage, les Français ne le voient pas, mais il y a un vrai progrès. »

(il y a un "vrai progrès" dans la collaboration de classes, disons qu'elle a lieu plus ouvertement qu'hier ou autrefois, crise du capitalisme et des institutions oblige - Lutte de classe)

Eric Woerth, ministre du Travail

« Nous avons autant parlé de la lutte contre la crise avec les partenaires sociaux qu'avec les partis politiques. Nous avons profondément renouvelé le dialogue depuis trois ans grâce à des rendez-vous réguliers. Il faut réformer et apaiser sans provoquer. Je ne pratique pas la politique du bras de fer, ni du bras d'honneur. Mais il y a des convictions différentes, des opinions politiques sur lesquelles il n'y a pas de compromis possible. C'est oui ou c'est non, vous le faites ou pas, mais il faut savoir réformer. »

(Cela tombe bien, c'est la seule chose que savent faire vos complices syndicaux depuis plus d'un demi-siècle, ils sont tellement réformistes qu'ils ont réussi à pourrir littéralement le mouvement ouvrier et à lui faire oublier sa vocation révolutionnaire - Lutte de classe)

Ils sont des nôtres, foi de révolutionnaires. (06.06)

Lepost.fr - 05.06

1- Par hasard je tombe sur une dépêche (Lepost 05.06) où j'apprends que Marie-Ségolène Royal et son compagnon André Hadjez venaient de quitté un appartement de cinq pièces qu'ils louaient boulevard Exelmans, dans le XVIème arrondissement de Paris, un des quartiers les plus chics de la capitale.

Un appart qui doit bien se louer combien, 3, 4, 5 milles euros par mois voire plus. Il y aurait eu une embrouille avec l'agent immobilier qui a porté plainte au commissariat du VIIIe, mais on s'en fout. Sachez braves gens que ceux qui prétendent parler en votre nom se vautrent dans le luxe, vous avez le droit d'en avoir la nausée.

2- Dans un entretien accordé ce samedi au quotidien Le Monde, Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts, a déclaré "Voter pour le directeur général du FMI comme alternative à Sarkozy serait quelque chose de singulier. Mais je n'ai pas d'avis définitif sur les personnes." (Lepost.fr 05.06)

La politique, pour celle qui avait déjà affirmé en mai qu'une candidature de Strauss-Kahn en 2012 lui "chiffonnerait un peu le nez", mais lui conviendrait parfaitement le cas échéant, ce serait finalement une question de "personnes", pas n'importe lesquelles, des personnes issues de son monde avec lequel se confond le régime et les institutions.

On est en présence de grands bourgeois avec lesquels on a une envie folle de réaliser un front unique... Et pour cause :

"La gauche doit gagner en 2012. Les gens n'en peuvent plus du chômage et des inégalités, des attitudes pyromanes sur la burqa et l'identité nationale, des atteintes aux libertés publiques. On sent une volonté très forte de stopper tout ça" a déclaré Cécile Duflot dans le même interview d'hier. (id)

Avec Mitterrand au Palais, le nombre de chômeurs avait dépassé deux millions, la Bourse avait flambé et les spéculateurs s'étaient remplis les poches, etc., alors avec le directeur général du FMI sur le trône 30 ans plus tard, on peut espérer qu'il stabilisera le chômage à 5 millions, effectivement, tous les espoirs sont permis !

Quant aux inégalités que la politique du FMI n'a cessé de favoriser à travers le monde avec les conséquences dramatiques que l'on sait pour des centaines de millions de travailleurs et leurs familles, nous pouvons compter sur Strauss-Kahn pour y remédier en France.

Quand on lit ce genre de déclarations populistes, spontanément on ne peut pas s'empêcher de penser que leur auteur n'a vraiment rien à faire de la signification de ses mots, on est en présence d'une sorte d'indifférence cynique par rapport aux questions qu'ils recouvrent, à la limite, sans même avoir besoin de comprendre ces propos, on sent instinctivement que la personne est totalement étrangère aux problèmes qu'elle aborde, cela pue l'opportunisme à plein nez. Au passage, voilà ce qui dégoûte aussi les travailleurs de la politique et les tient à l'écart des partis, raison de plus pour être très clair sur ces partis.

On peut tirer un jugement définitif sur ces partis et ces gens-là : ils sont étrangers au mouvement ouvrier.

Il faut les dénoncer et les combattre sans répit, sans chercher à leur accorder des circonstances atténuantes, surtout sans chercher à s'en faire des alliés, il y en a qui ont la fâcheuse tendance à oublier qu'ils sont les complices de nos bourreaux quand ils ne sont pas nos bourreaux eux-mêmes, car au point de subordination au capitalisme où en sont rendus le prolétariat et le mouvement ouvrier, si nous voulons vraiment les aider à parvenir à inverser le cours des choses, à se défaire de cette tendance suicidaire et à rompre avec le capitalisme et les institutions, il est plus qu'urgent de caractériser clairement ces partis sur le plan politique comme des ennemis du prolétariat.

Sachant que ce ne sont pas des ouvriers qui manqueraient de discernement qui adhèrent à ces partis ou qui présenteraient de graves lacunes intellectuelles (tant pis pour les égarés), mais bien plutôt des membres des classes moyennes, des intellectuels ou de la petite-bourgeoisie, partant de ce constat, ils savent pertinemment où ils mettent les pieds, il n'y a pas lieu de les épargner ou de laisser passer la

moindre collusion avec le régime, ils ont choisi délibérément le camp du capitalisme qu'ils soutiennent, en espérant qu'en retour ils pourront continuer de bénéficier d'un traitement de faveur au détriment du prolétariat.

C'est uniquement en combattant avec détermination pour le socialisme, que nous aiderons des membres de ces classes ou couches de la société à rejoindre le combat de la classe ouvrière.

Plusieurs manifestations pro-palestiniennes en France. (06.06)

Lefigaro.fr - 05.06

5.000 personnes à Paris, 2.000 à Nice, Mulhouse et Marseille : nombreux sont ceux qui ont répondu présents samedi à l'appel de dizaines d'organisations politiques, syndicales et religieuses pour dénoncer l'assaut meurtrier d'Israël sur la flottille humanitaire.

Des manifestations pro-palestiniennes pour dénoncer l'assaut meurtrier lundi de l'armée israélienne sur une flottille en route pour Gaza a rassemblé samedi des milliers de personnes dans plusieurs villes de France.

A Paris, quelque 5.000 personnes selon la police, avaient ainsi répondu à l'appel de dizaines d'organisations politiques, syndicales et religieuses. Le cortège - parti de la place de la Bastille - ne comprenait au départ qu'un demi-millier de personnes mais la foule a rapidement grossi dans l'après-midi.

Il y a toutefois eu des dissensions entre militants politiques et religieux. Le Parti de Gauche (PG), composé notamment de dissidents du parti socialiste, a ainsi annoncé dans l'après-midi avoir «quitté la manifestation pour Gaza en refusant le mélange entre politique et religion». «Contrairement aux accords pris, des organisations religieuses ont été autorisées à s'intercaler dans le cortège des organisations politiques», a expliqué le PG.

Youcef Benberdal dans le cortège

Cette manifestation parisienne était programmée depuis plusieurs jours à l'appel d'un Collectif national pour une «paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens» regroupant partis politiques de gauche, organisations syndicales et humanitaires et associations musulmanes ou juives.

Une maquette en carton-pâte d'un paquebot ouvrait la manifestation, tandis que des jeunes agitaient des drapeaux turcs et de l'Autorité palestinienne. Youcef Benberdal, un des dix militants français qui se trouvaient sur les bateaux arraisonnés par l'armée israélienne, et membre du Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens (CBSP), une ONG française de la mouvance islamiste, était présent dans le cortège.

2.000 personnes à Nice et Mulhouse

D'autres manifestations ont eu lieu un peu partout en France, notamment à Nice, où quelque 2.000 personnes selon la police, la plupart vêtues de blanc, se sont rassemblées dans le centre-ville. L'appel à venir participer à ce rassemblement avait été diffusé via le réseau religieux musulman des salles de prières et des mosquées. Une première manifestation d'environ 150 personnes, militants de partis de gauche, avait eu lieu dans la matinée. A Mulhouse, la police a également compté 2.000 manifestants, tout comme à Marseille, où les manifestants ont défilé vers la préfecture et le consulat d'Israël derrière une banderole «contre la colonisation et l'apartheid en Palestine».

La mobilisation était moindre à Toulouse (300 personnes) et à Montpellier, où les manifestants étaient au nombre de 500 selon la police. Ils ont réclamé des sanctions internationales contre Israël, la levée du blocus de Gaza et l'annulation d'un projet d'implantation de terminal fruitier sur le port voisin de Sète par l'Israélien Agrexco.

Entre un demi-millier et un millier de personnes ont par ailleurs manifesté à Bordeaux à l'appel de plusieurs organisations pro-palestinienne telles que le Comité Action Palestine, l'Association culturelle solidaire de Posof et Ici et Là Bas.

Mouvement de grève chez Conforama. (08.06)

La Voix du Nord - 06.06

Hier après-midi, les salariés des quatorze Conforama régionaux ont fait grève. Ambiance à Englos et Valenciennes, les deux plus gros

magasins dans la région. Sous le soleil, les clients automobilistes défilent au rond-point d'Englos que surplombe l'enseigne Conforama. Les syndicalistes leur distribuent des tracts. Conversations aimables, qu'un huissier, requis par la direction, interrompt parfois, afin d'éviter les bouchons. Même scène aux portes du magasin d'ameublement valenciennois : « On ne demande pas aux clients de faire leurs achats ailleurs mais de les différer par solidarité », explique Janine Houriez, déléguée CFTD - qui fait partie de l'intersyndicale avec la CGT, FO et la CFTC.

Salaires alignés

Jusqu'à présent, le statut des 700 salariés appartenant au réseau régional de franchisés Sodice Expansion racheté il y a trois ans par Conforama France, n'est pas le même que dans les 181 autres magasins de l'Hexagone. Avec la fusion annoncée, les salaires devraient être alignés. La direction nationale estime « le statut Confo » plus favorable, pas les syndicats. En outre, dans l'entreprise qui a annoncé il y a un an et demi 800 suppressions de postes, un séminaire de cadres à 660 000 euros a mis le feu aux poudres. Si à Valenciennes, « on était moins nombreux que prévu », une bonne trentaine de salariés ont débrayé à Englos. Ils étaient encouragés par des coups de klaxon, tandis que le magasin fonctionnait « normalement », selon la direction se refusant à chiffrer : 80 % de participation, comme l'affirme la CGT, dans ce magasin employant 80 personnes (dont des précaires) ? À Louvroil, la totalité des salariés en CDI a fait grève. En attendant la réunion prévue le 22 juin avec la direction, les syndicalistes préviennent : « D'autres débrayages pourraient avoir lieu cette semaine. » F. D., C. F. ET C. L.

Alain Finkielkraut et Bernard-Henri Lévy au chevet de l'Etat israélien (titre de LdC) (08.06)

Lemonde.fr - 07.06

Les intellectuels français Alain Finkielkraut et Bernard-Henri Lévy réagissent vivement aux accusations portées contre Israël après l'arraisonnement de la flottille pour Gaza, lundi 31 mai. "Je vois la haine, soudain, se donner libre cours", a réagi Alain Finkielkraut à propos des réactions de la communauté internationale face à l'intervention israélienne, vendredi 4 juin sur la chaîne télévisée Public Sénat. Bernard-Henri Lévy s'élève, lui, dans une tribune dans le quotidien Libération contre la "désinformation" à propos du blocus de Gaza.

Les deux hommes, signataires de "l'appel à la raison", rédigé par des juifs français et exhortant Israël à reconsidérer sa politique envers les Palestiniens, disent ne pas soutenir l'opération israélienne contre la flottille. "Je continue de juger 'stupide' (...) l'assaut contre le Mavi Marmara", écrit Bernard-Henri Lévy dans sa tribune intitulée Pourquoi je défends Israël. Mais ils disent voir dans les réactions internationales un déchaînement "délirant" contre l'Etat hébreu. "Je ne veux pas servir de caution juive à une haine, à une diabolisation d'Israël", explique Alain Finkielkraut.

Bernard-Henri Lévy tente tout d'abord de rectifier les explications du blocus données notamment par les médias français. "Le blocus, il ne faut cesser de le rappeler, ne concerne que les armes et les matériaux pour en fabriquer", avance-t-il. Il s'attaque ensuite à la politique du Hamas à Gaza, selon lui passée sous silence, "en France comme ailleurs". "Qui se risque à expliquer que s'il y a à Gaza, un preneur d'otage, (...) ce n'est pas Israël, mais le Hamas ?" demande-t-il.

Les deux hommes s'en prennent directement aux organisateurs de la flottille. Une "épopée misérable", selon Bernard-Henri Lévy, "caricature" des actions symboliques comme les "bateaux pour le Vietnam", qu'il rappelle avoir contribué à créer. Pour Alain Finkielkraut, ce sont les organisateurs eux-mêmes les responsables des débordements du 31 mai. "Les Israéliens ne voulaient pas de ce bain de sang. Ils sont tombés dans un piège. Ce bain de sang a été délibérément provoqué par les organisateurs", estime-t-il, accusant directement la Turquie, "où Mein Kampf est un best seller", dit-il, de jeter de l'huile sur le feu.

Les deux hommes dénoncent enfin "les bataillons de tartuffes regrettant qu'Israël se dérobe aux exigences d'une enquête internationale", comme l'écrit Bernard-Henri Lévy. "Il y a dans cette attitude un mélange de mauvaise foi et d'angélisme qui me fait très peur", explique Alain Finkielkraut, alors que Bernard-Henri Lévy défend la position israélienne : "Ce que refuse Israël c'est l'enquête demandée par un conseil des droits de l'homme des Nations unies où règnent ces grands démocrates que sont les Cubains, les Pakistanais et autres Iraniens."

Commentaire : plus réactionnaire, tu meurs !

Les élèves français changeront de rythme scolaire en 2014. (08.06)

Reuters - 07.06

Semaine de quatre jours, vacances d'été plus courtes ou mercredi travaillé : Luc Chatel a ouvert lundi le chantier des rythmes scolaires, une consultation qui doit durer au moins un an et ne s'appliquera pas avant 2014.

Deux ans après la suppression des cours le samedi matin par Xavier Darcos, que les syndicats ont vécue comme une décision unilatérale, le ministre de l'Education a insisté sur le "travail en profondeur, sans tabou et sans limitation des débats" qu'il a confié à un comité de pilotage.

La France cultive le paradoxe en matière de rythmes scolaires: les écoliers du primaire ont le plus d'heures de cours des pays développés (914) concentrées sur le moins de jours dans l'année (144), en raison de nombreuses vacances.

Cette organisation qui date du début du XXe "pour que les jeunes Français, enfants de paysans, rentrent au pays faire les moissons pendant tout l'été" n'a plus de sens un siècle plus tard, a fait valoir Luc Chatel lors d'une conférence de presse.

L'école "ne doit plus rythmer le fonctionnement de la société", a estimé le ministre qui veut "réconcilier le temps de l'école, le temps de la famille et le temps de la société".

"On peut trouver un système plus équilibré, mieux réparti sur l'année où, à la fin, on a de meilleurs résultats pour les élèves et une meilleure organisation de l'école.

Les chronobiologistes ont pointé de longue date les incohérences du système français, peu adapté aux facultés de concentration des enfants.

uc Chatel a demandé au comité de pilotage de réfléchir aussi bien à l'amplitude horaire des journées d'école, à l'organisation de la semaine ou à la durée des vacances.

Les calendriers scolaires étant établis pour trois ans, les décisions n'entreront pas en vigueur avant la rentrée 2014.

UNE REMISE À PLAT POUR LES ENFANTS OU LES ADULTES?

Actuellement, l'année scolaire comporte au moins 36 semaines de travail réparties en cinq périodes séparées par des "petites vacances". Les mois de juillet et d'août sont entièrement vagues, avec parfois un empiètement sur le mois de juin.

Selon un sondage de l'institut LH2 publié lundi par le quotidien gratuit Metro, 58% des Français sont favorables à une réduction de deux semaines des vacances d'été et 71% approuvent l'idée d'organiser les journées d'école avec cours le matin et sport l'après-midi.

Une centaine d'établissements scolaires doivent tester cette répartition à la rentrée 2011.

Pour certains syndicats, le débat qui s'ouvre est centré sur le monde des adultes - parents et entreprises - et non celui de l'enfant.

"Je rentre dans ce travail avec comme souci majeur l'intérêt des élèves", a assuré Christian Forestier, administrateur du Conservatoire national des Arts et métiers (CNAM), qui co-présidera le comité de pilotage.

Pour Philippe Meirieu, spécialiste des questions d'éducation et élu Europe Ecologie, il faut à la fois raccourcir la durée des vacances d'été et les journées de classe "surchargées" à cause de la suppression des cours du samedi matin.

Deux jours de coupure pendant le week-end, "ça déséquilibre (...) Très vite, les enfants fonctionnent sur un cycle un peu infernal, qui est le cycle des adultes", a-t-il dit sur France Info.

Le Parti socialiste a de son côté souligné les "contradictions" du gouvernement, qui lance une réflexion sur les rythmes scolaires peu après avoir supprimé l'école primaire le samedi matin ou qui veut plus de sport à l'école tout en supprimant des postes d'enseignants.

Le comité de pilotage est composée de personnalités - experts de l'Education, scientifiques, représentants du secteur touristique ou de la culture - mais ne comprend aucun représentant des enseignants ou des parents d'élèves.

Ils seront auditionnés, a assuré Luc Chatel, défendant un choix d'efficacité. "A 97 membres, il est difficile de piloter. J'ai préféré une structure concentrée", a-t-il déclaré.

Faire payer les retraités pas les banquiers. (titre de LdC). (08.06)

Reuters - 07.06

Génération gâtée, les "baby-boomers" ont tout eu hier mais ne veulent rien céder aujourd'hui : l'universitaire Bruno Palier ne comprend pas

l'égoïsme des 58-65 ans à l'heure de la réforme des retraites.

Pour le chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), le gouvernement a tort de préserver "la classe la plus riche de France" dans la réforme des retraites, dont le président Nicolas Sarkozy a fait sa priorité de 2010.

"Je pense qu'il y a une injustice profonde à ne rien leur demander", a dit à Reuters l'auteur d'un ouvrage sur la réforme des retraites dans la collection "Que sais-je ?".

Une étude de l'Insee publiée fin 2008 montre que la courbe du bonheur atteint un pic vers l'âge de 65-70 ans. "Le niveau de patrimoine des plus de 50 ans excède de plus de 50% le patrimoine moyen, leur revenu disponible net excède de plus de 15% le revenu moyen", soulignent les auteurs du document.

Le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (Cor) note pour sa part que le sort des retraités français est l'un des plus enviables des pays de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) en Europe.

"Aujourd'hui nous sommes confrontés à un égoïsme générationnel tout à fait choquant de la part 'baby boomers' qui ont eu la chance de naître au moment où ils sont nés", déplore Bruno Palier.

Née à la sortie de la Seconde guerre mondiale, cette classe d'âge a pleinement profité du boom économique des "Trente glorieuses".

"Leurs parents ont reconstruit la France, ils sont entrés sur un marché du travail en pleine croissance économique - les années 1960 - il n'ont pas eu de difficulté à trouver du boulot".

Dans un contexte de plein emploi, il était "facile pour eux de faire la révolution" en Mai 68, souligne-t-il.

Quarante ans plus tard, un jeune sur quatre est au chômage - 23,0% des 15-24 ans au premier trimestre 2010 - dans un contexte de crise et de précarité.

INDIVIDUALISME

Tout le contraire des années actives des "baby-boomers" qui ont bénéficié d'une "progression de salaires forte parce que la génération précédente disparaissait", sans oublier "un accès à un marché de l'immobilier extrêmement favorable dans un contexte d'inflation élevé".

"Aujourd'hui ces gens-là partent en retraite avec de bonnes pensions et un patrimoine", insiste Bruno Palier.

Sans remettre en cause une situation enviable, le chercheur dénonce un individualisme encouragé par un gouvernement peu enclin à fâcher une population électoralement essentielle - 65% des plus de 60 ans ont voté Nicolas Sarkozy en 2007.

"Ces gens-là refusent de participer à la solidarité collective qui nécessiterait aujourd'hui d'investir dans les jeunes qui sont trois fois plus pauvres qu'eux, et dans les enfants", dit-il.

"Or il serait dans l'intérêt de tous, y compris les retraités, de s'assurer que les jeunes puissent avoir un bon boulot demain pour financer les retraites".

Bruno Palier juge ainsi très paradoxal que le gouvernement refuse d'augmenter la cotisation sociale généralisée (CSG) des retraités tout en faisant des économies dans l'éducation - en baissant le nombre d'enseignants, par exemple.

Le chercheur reconnaît le rôle sociétal important joué par les jeunes retraités, très actifs dans les associations mais aussi auprès de leurs petits-enfants, qu'ils aident souvent financièrement, et de leurs parents âgés.

"Comme la société ne fait assez pour la dépendance ni pour la jeunesse, ce sont les jeunes retraités, les 'quinquas', qui prennent ces problèmes en charge de façon individuelle, dit-il.

Une situation, selon Bruno Palier, tout à fait anormale.

"Cela n'est pas mon sens de la solidarité collective que s'en remettre aux familles pour prendre soin des personnes plus en difficulté", dit-il.

Commentaire.

Prendre dans la poche de nos retraités au lieu de prendre dans celles des banquiers, un discours réactionnaire sur fond d'humanisme et de bonne conscience, à vomir.

Schivardi à l'Élysée: ça le tente toujours ! (08.06)

Ladépêche.fr - 03.06

L'Audois Gérard Schivardi ne nie pas son intention de repartir en campagne pour l'élection présidentielle, en 2012, à la tête du Parti Ouvrier Indépendant (POI).

Forcément ça le tente. Candidat sur un coup de tête aux dernières élections présidentielles, Gérard Schivardi a envie de remettre ça « par la volonté des citoyens » qui lui demandent de repartir à la conquête de l'Élysée. Entre 2007 et aujourd'hui l'artisan-maçon le plus célèbre de France, maire de Mailhac, s'est construit un parti politique à sa mesure. Le Parti ouvrier indépendant (POI) compte 10 000 adhérents. « Nous serons 15 000 d'ici 2 012 », prédit Gérard Schivardi, secrétaire national de ce mouvement dont il est l'incontestable figure médiatique.

Gérard Schivardi candidat une deuxième fois à la Présidence de la République, c'est de l'intox ou la réalité ?

« J'avais dit que je ne dirai pas « non » si on me le proposait. Des citoyens m'encouragent sans arrêt dans ce sens, ils m'écrivent, ils m'interpellent dans les rues. Encore ce week-end dans le train, au retour de notre meeting qui a réuni 18 000 personnes à la salle de la Mutualité à Paris pour débattre des retraites. Si j'en crois ces Français, pas mal de mes prédictions en 2007 se sont réalisées : la faillite générale de l'Europe, la crise financière. Les gens me disent que j'avais raison sur la SNCF, sur la santé, sur la retraite. L'Europe est en train de nous tuer. Les Français en prennent conscience. ça donne du poids aux idées que mon parti veut faire entendre ».

Et de la consistance à votre deuxième candidature ?

« En 2007, personne ne me connaissait, aujourd'hui, ce n'est plus pareil. Je dois en être à 100 000 autographes. La décision de ma candidature sera prise par les instances nationales du POI courant octobre 2010. Nous voulons avoir une année devant nous pour bâtir une vraie campagne. Être candidat à l'Élysée n'est pas une petite histoire. Cette fois-ci on ne boycottera pas ma participation aux débats politiques. Notre programme ne sera guère différent du premier tellement la défense des services publics, de la ruralité, d'une République laïque et de la rupture avec le traité de Maastricht sont d'actualité. Je veux expliquer qu'avec l'Europe la France n'est plus gouvernée par les politiques et je démontrerai la collusion des partis et des organisations syndicales dans la crise sociale et financière que nous vivons ».

Votre popularité découle aussi d'un portrait peu flatteur par la presse parisienne et par quelques humoristes de renom comme Nicolas Canteloup. Ces caricatures ont finalement contribué à imposer votre présence sur la scène politique...

« Avec le recul, je dois me rendre à l'évidence. Je n'en veux pas à ces professionnels de l'information et du rire de s'être emparés de mon personnage. Sauf à l'une d'entre eux. Claire Chazal a tenté de me faire passer pour un homme d'extrême gauche, un trotskiste, alors que je suis un vrai républicain. Même après ma mort je continuerai à avoir du ressentiment contre elle.

Et Nicolas Canteloup ?

« Nous nous sommes rencontrés trois fois. Son spectacle brosse de moi un personnage qui n'est pas la réalité. Je ne bois pas, je ne chasse pas. Avec mon parti nous avons mis les points sur les « i ». Nicolas Canteloup m'a encore téléphoné, il y a trois semaines, pour prendre de mes nouvelles. Lui et moi sommes des hommes honnêtes, capables de grandes choses. Canteloup est le meilleur supporter de Schivardi ».

Son parcours depuis 2007

À l'élection présidentielle de 2007, Gérard Schivardi, soutenu par le Parti des Travailleurs, avait recueilli 0,34 % des suffrages exprimés. En mars 2008, le maire de Mailhac avait été réélu conseiller général du canton de Ginestas avec 63 % des voix. Le 10 juin 2009, le Conseil d'État démettait Gérard Schivardi de cette fonction pour une dépense de 223,45 euros non inscrite sur son compte de campagne. Il a été remplacé à ce poste par son épouse. Gérard Schivardi est un des quatre secrétaires nationaux du Parti Ouvrier Indépendant auquel ont adhéré une centaine de grands dirigeants des principales organisations syndicales, et des personnalités politiques connues comme Georges Lemoine, ex-secrétaire d'État dans les gouvernements de François Mitterrand.

Manifestation houleuse des infirmiers anesthésistes à Paris. (09.06)

Les infirmiers anesthésistes ont à nouveau manifesté, mardi 8 juin à Paris, pour réclamer une reconnaissance de leur spécialité au niveau master, se rassemblant devant le ministère de la santé avant d'envahir brièvement en fin d'après-midi le Quai d'Orsay.

A l'appel de SUD, de la CGT et des collectifs organisés dans les hôpitaux, les infirmiers, rejoints par leurs collègues des blocs opératoires, ont débuté la manifestation dans une ambiance bonne enfant, en tournant autour de l'arc de Triomphe.

Mais l'ambiance s'est tendue lorsque les manifestants, venus de toute la France, se sont rendus devant le ministère de la santé, où les forces de l'ordre ont procédé à des tirs de gaz lacrymogène et interpellé plusieurs personnes. Lors de leur dernière journée d'action, le 18 mai, ils avaient déjà bloqué pendant cinq heures la gare Montparnasse.

Roselyne Bachelot, la ministre de la santé et des sports, a regretté "les violences inacceptables commises en marge de la manifestation", les jugeant "indignes de professionnels de santé qui sauvent des vies au quotidien". "Des projectiles ont notamment été lancés contre la façade du ministère, mettant en danger de manière avérée la sécurité des agents travaillant à l'intérieur des locaux", a-t-elle précisé.

Alors que le ministère de la santé devait être le lieu de dispersion de la manifestation, quelques centaines d'infirmiers se sont ensuite rendus devant le Quai d'Orsay, dont ils ont brièvement envahi l'enceinte. "Nous avons demandé à être reçus parce que cela fait trois mois qu'on attend en vain que Bachelot nous reçoive", a déclaré Jérôme Guy, infirmier anesthésiste de SUD venu de Bretagne.

Vers 19 h 30 la délégation est ressortie accompagnée de Pierre Lellouche et Bernard Kouchner, affirmant qu'elle allait maintenant être reçue à Matignon par le conseiller social de Fillon. "Nous ne sommes pas encore dans une série de négociations, nous attendons de voir ce qui nous sera proposé", a expliqué Damien Guillou, membre de la délégation,

Les 7 500 infirmiers anesthésistes en France suivent cinq ans d'études : trois en formation initiale pour le diplôme d'Etat puis après deux années d'exercice du métier, deux nouvelles années de formation.

Grève et manifestation des agents du Pôle emploi le 8. (titre de LdC) (09.06)

Lemonde.fr et AFP - 08.06

Près de 19 % des agents du Pôle emploi selon la direction, 25 % selon les syndicats, se sont mis en grève, mardi 8 juin, à l'appel de quatre syndicats en colère contre les conditions de travail. Le but : envoyer "un avertissement fort au gouvernement". Depuis la création du Pôle emploi, en janvier 2009, les agents se heurtent à une explosion de la charge de travail liée au nombre croissant de demandeurs d'emploi et aux dysfonctionnements générés par le regroupement de l'ANPE avec les Assedic.

Etat des lieux des principaux problèmes que rencontre le Pôle emploi.

- La grève du 8 juin Le "mal-être grandit" au Pôle emploi en raison d'une charge de travail excessive, d'une "perte de sens" due à la fusion et de perspectives de réductions d'effectifs, selon les quatre syndicats appelant à la grève. L'appel à une grève reconductible a été lancé par le SNU-FSU (premier syndicat), la CGT, SUD et le SNAP pour "soutenir et amplifier les nombreuses actions locales des dernières semaines contre la dégradation des conditions de travail et la précarité", ont indiqué ces quatre syndicats.

- Le système informatique

Dernier problème en date : le nouveau système informatique unifié, dont la direction a suspendu mercredi dernier le déploiement pour éviter un blocage, qualifié de "superbug" par les grévistes. L'objectif du nouveau système, baptisé "Neptune", est d'unifier le travail des ex-agents ANPE et Assedic. Il est testé depuis plusieurs mois mais "il y a des incidents" selon la direction : "Dans les quelques régions test, notamment Aquitaine et Poitou-Charentes, les utilisateurs sont susceptibles de buter sur une durée anormale de connexion au poste de travail et le chargement incomplet du profil utilisateur."

Commentaires des agents postés sur le forum de discussion interne non officiel : "Neptune, c'est l'horreur !! une galère au quotidien (...)", "C'est dingue de penser qu'on a pu se faire livrer un truc pareil (...)", "Toutes et tous en grève le 8 juin pour enfin se faire entendre et arrêter d'être méprisés".

- Le statut des salariés

Environ 30 % du personnel du Pôle emploi issu de l'ancienne ANPE a renoncé à son statut de droit public. Ces quelque 8 600 personnes sont devenus personnels de droit privé, comme leurs collègues issus des Assedic ou les nouveaux recrutés. Le rattachement des anciens personnels de l'ANPE au statut privé leur permet d'augmenter leur salaire brut annuel de près de 20 %. Mais ils renoncent ainsi à certaines garanties qui les mettaient notamment à l'abri d'une perte d'emploi ou de décisions arbitraires en matière de mutation, promotion et

déroulement de carrière.

- Plus de chômeurs, moins d'agents

Selon un bilan diffusé par le Pôle emploi mardi 1er juin, le nombre de chômeurs indemnisés a atteint 2,57 millions en avril, soit une hausse de 9,1 % par rapport à avril 2009. Si l'on ajoute les bénéficiaires d'allocations de formation et de préretraites publiques, l'augmentation dépasse les 10 %. Le nombre de personnes en formation ou en conversion indemnisées par le Pôle emploi a bondi de 32,8 % en un an. Les syndicats s'inquiètent donc des réductions d'effectifs – 800 par an dès 2011 – annoncées par le gouvernement dans le cadre du plan d'économies budgétaires.

- Un "nouveau France Telecom"

Travail trop intense, ordres contradictoires, doutes sur le management : les salariés du Pôle emploi sont stressés et l'ont exprimé dans le cadre d'une enquête interne remise début janvier au directeur général, Christian Charpy. Durant le seul mois de décembre 2009, cinq tentatives de suicide ont eu lieu sur le lieu de travail, trois en Ile-de-France et deux en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elles font suite à un premier suicide à Saint-Quentin (Aisne) en mars.

Les retours témoignent d'une situation de travail difficile. Plus de 70 % des agents se plaignent que "la quantité de travail est excessive", 61 % qu'ils "reçoivent des ordres contradictoires". La quasi-totalité, soit 90 % d'entre eux, indiquent qu'il faut travailler "vite", "intensément", que les "tâches sont souvent interrompues avant d'être achevées, nécessitant de les reprendre plus tard".

- La démission du médiateur

Le gouvernement souhaite que le Pôle emploi ait "dans les plus brefs délais" un nouveau médiateur national chargé de traiter les réclamations individuelles, après la démission surprise de Benoît Genuini. Ce dernier, un proche de l'ex-haut commissaire aux solidarités actives, Martin Hirsch, a démissionné le 15 avril parce que le Pôle emploi "n'accordait pas assez d'importance à ce qui, par son intermédiaire, remontait du terrain, c'est-à-dire des chômeurs".

Aucune des deux propositions faites à la direction pour améliorer le service rendu "n'ont reçu un début de réponse", selon lui. L'une portait sur la qualité des courriers envoyés aux demandeurs d'emploi. L'autre sur les conditions dans lesquelles l'allocation chômage peut être suspendue pour suspicion de fraude, parfois par erreur et sans préavis, avec des conséquences potentiellement très graves pour la personne.

Le sens de notre départ du Parti communiste. (09.06)

Le Monde - 08.06

François Asensi et Patrick Braouezec, députés de Seine-Saint-Denis et Jacqueline Fraysse, députée des Hauts-de-Seine.

Militants communistes depuis de nombreuses années, nous quittons aujourd'hui, après tant d'autres, le Parti communiste français. Nous ne rompons pas avec l'espoir et l'action pour transformer la société et pour une véritable alternative politique à gauche, ni avec les adhérents de ce parti. Simplement, un monde politique meurt, dont le PCF est l'un des héritiers, un autre tarde à naître, dont nous souhaitons favoriser l'éclosion.

Nous voyons de nombreux signes de cette décomposition-recomposition. Le fossé entre les citoyens, le système de représentation et les institutions est devenu un abîme, mais il ne signifie pas un désintérêt pour la politique. Les mouvements de résistance à la marchandisation de tout sont en même temps en difficulté et puissants : ils cherchent des issues nouvelles. Les syndicats savent qu'ils doivent repenser leurs rôles, sous peine de se contenter de peu. La pensée critique et le rejet du capitalisme ont pris de la force, rompant avec des années de toute-puissance idéologique des conservateurs.

Des modes de vie et des solidarités alternatives se frayent des chemins, redéfinissent le vivre ensemble dans une alchimie nouvelle entre la personne et le monde, entre communautés et classes sociales. Des expériences sont en cours, par exemple avec la jeune Fédération pour une alternative sociale et écologique. Certes, rien n'est simple et sans doute le chemin sera-t-il long, sinueux, tâtonnant, mais le pouvoir n'a pas réussi à annihiler les aspirations à l'épanouissement ni la quête d'émancipation.

Quels que soient nos parcours singuliers, nous avons longtemps plaidé pour une transformation du PCF, sans cesse promise et toujours ajournée. Nous avons espéré qu'il saurait un jour réinventer des formes de politisation populaire, en nous rappelant que ce sont elles qui ont fait sa force d'autrefois. Plombé par une conception dépassée de la politique et par une matrice d'organisation archaïque, cet espoir fut vain, et même pire lors de l'élection présidentielle de 2007, où sa direction a délibérément choisi l'isolement mortifère contre l'aspiration unitaire des

antilibéraux à donner une suite à la victoire du non lors du référendum sur le traité constitutionnel européen. A ce moment s'est imposé à nous le sentiment définitif d'un immense gâchis, amplifié par l'expérience de tant d'occasions manquées.

Nous voilà convaincus des carences des formes d'organisations politiques du XXe siècle. Toutes sont confrontées à une nécessaire refondation de leur projet politique. Toutes dépérissent d'une pratique de la politique qui consiste à considérer les citoyens comme autant de réceptacles à bonne parole.

LA RELANCE D'UNE POLITIQUE D'ÉMANCIPATION EST POSSIBLE

Un nouvel âge de la politique suppose de s'appuyer sur les aspirations des citoyens à décider de leur vie et de dynamiser les barrières funestes entre la politique, le mouvement social et le monde des idées. C'est d'ailleurs ce que nous demandons au Front de gauche et aux forces éparpillées de la gauche de transformation de considérer sérieusement : la dynamique ne peut naître que d'une novation tant sur la visée et les contenus d'une alternative que sur la nature et les formes de l'action politique.

Nous sommes interrogés sur l'avenir de notre engagement. Au moment où le capitalisme met en crise la société mondiale - du défi climatique à la crise financière, du démantèlement annoncé des droits sociaux au maintien de politiques étrangères impérialistes et guerrières -, nous sommes convaincus que la relance d'une politique d'émancipation est possible.

Au moment où les populations des villes populaires, où nous habitons et où nous sommes élus, sont stigmatisées et discriminées comme jamais, où l'on comprend que le pouvoir entend gouverner, s'il le faut, par la peur et par la force, nous pensons pour notre part que dans les banlieues s'invente, se construit le monde de demain.

Notre parti pris est de défricher de nouveaux chemins citoyens, et non d'accepter les dogmes de la démission sociale-libérale : par l'invention de nouveaux rapports entre les mouvements de la société - mouvement des idées, mouvements sociaux, pratiques émergentes dans les quartiers populaires et dans le monde rural... - et la politique. Il s'agit d'associer lutte pour l'égalité et révolution démocratique.

Voilà pourquoi nous allons indissociablement continuer autrement notre engagement communiste et travailler, sans esprit de boutique, dans les différents espaces-passerelles de la gauche d'alternative - que nous voulons ouverts, évolutifs, transitoires - au métissage des cultures communistes, socialistes, écologistes et libertaires. Cela suppose de dépasser le centrage exclusif de la vie politique sur la compétition électorale, tout en considérant que les moments électoraux peuvent contribuer à exprimer et faire vivre de nouveaux possibles. C'est ainsi que nous concevons notre contribution à la victoire d'une gauche transformée aux prochaines échéances.

Nous ne savons pas quelles seront demain les formes par lesquelles une alternative politique deviendra populaire et, parce que populaire, incontournable et victorieuse, ni comment naîtra la grande force politique de transformation sociale et écologique qui fait aujourd'hui défaut. Nous savons que nous en serons.

L'UMP veut reconquérir les classes moyennes . (09.06)

LeMonde.fr - 08.06

C'est la grande idée de Laurent Wauquiez, secrétaire d'Etat à l'emploi : "Les classes moyennes seront la clé de l'élection présidentielle de 2012". le benjamin du gouvernement, qui vient de lancer son club de réflexion, baptisé "Droite sociale", travaille à un rapport sur ce sujet, qu'il doit remettre mardi 8 juin au bureau politique de l'UMP.

Selon Laurent Wauquiez, interrogé le même jour par Les Echos, "depuis une vingtaine d'années, les plus riches ont profité de la mondialisation et les plus pauvres ont bénéficié très fortement du système social : les perdants, ce sont les classes moyennes".

Le secrétaire d'Etat à l'emploi souhaite revaloriser ces classes avec deux mesures phares : financer les études de leurs enfants à l'aide de prêts à coûts réduits et aménageables dans la durée ; et aider ces ménages à accéder à la propriété. Il propose en outre de remettre à plat le mode de calcul des aides sociales en ne se basant plus sur l'impôt sur le revenu, un critère qu'il juge non pertinent.

Le jeune membre du gouvernement Fillon a-t-il trouvé la clé d'une victoire de l'UMP en 2012 ? Pour Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département "Politique et opinion" de l'IFOP, c'est possible, à condition de s'entendre sur ce que sont ces "classes moyennes".

"L'IMPRESSION DE PAYER POUR TOUT ET DE NE RIEN TOUCHER"

Laurent Wauquiez les définit comme les ménages se situant entre 1 400 et 4 500 euros de revenus moyens."Ça fait beaucoup de monde", explique Jérôme Fourquet, pour qui cette notion a une pertinence essentiellement au niveau du vécu individuel. "Les gens qui se voient comme des 'français moyens'" se reconnaissent dans l'expression classe moyenne.

Pour le politologue, Laurent Wauquiez vise "ceux qui sont trop pauvres pour profiter du bouclier fiscal, mais trop riches pour bénéficier de prestations sociales". Selon lui, il est exact que ces catégories de Français "ont le sentiment d'être les éternels oubliés" : la droite a tendance à mener une politique de baisse d'impôts pour les riches, la gauche privilégiant les catégories les plus pauvres. "C'est une classe qui a l'impression de payer pour tout et de ne rien toucher", estime-t-il.

RENOUVEAU DU FN

La recherche d'adhésion des "classes moyennes" à une politique n'est pas nouvelle. Valéry Giscard d'Estaing en avait fait l'alpha et l'oméga de son positionnement, qui visait à convaincre "deux français sur trois", cette fameuse "majorité silencieuse". La campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy s'adressait également à eux, même si, en vantant dans ses discours la "France des usines", qui "se lève tôt et travaille dur", il cherchait aussi à convaincre les classes populaires.

Les ouvriers et employés ont, les premiers, pris leurs distances avec le chef de l'Etat, suivi par les classes moyennes les plus défavorisées. "Ils avaient voté pour le 'travailler plus pour gagner plus, pour une rupture dans le corpus idéologique, la dénonciation de mai 1968 ou de la repentance, ils ont été déçus". Ce qui explique en partie le renouveau électoral du Front national.

Reste qu'à droite, il paraît difficile d'articuler une politique d'aide aux classes moyennes avec la rigueur. C'est pourquoi, estime Jérôme Fourquet, cette politique doit être mise en place "maintenant et pas en 2012", sans quoi les critiques socialistes sur le bilan du quinquennat pourraient bien "obérer les propositions" de l'UMP.

Retraite : les fonctionnaires pourraient cotiser plus. (09.06)

Lefigaro.fr - 08.06

Le gouvernement refuse de confirmer le relèvement du taux de cotisation des fonctionnaires. Il dévoilera l'ensemble de son projet de réforme des retraites le 15 juin prochain.

Le ministère du Travail campe sur sa position. Malgré les nouvelles fuites concernant la réforme des retraites ce mardi, les équipes d'Eric Woerth affirment que le projet de réforme du gouvernement ne sera pas dévoilé avant la semaine prochaine entre le 15 et le 20 juin. Comme l'a répété lundi soir ministre du Travail, sur le plateau du Talk Orange-Le Figaro, rien ne serait décidé... Au ministère on précise même que la décision finale revient au chef de l'Etat qui ne se prononcera qu'en début de semaine prochaine. Pas question donc de confirmer la rumeur d'une hausse des cotisations des fonctionnaires révélée par l'AFP, et déjà évoquée fin mai par Le Figaro.

Trois milliards d'euros

Cette taxe salariale est pourtant dans le collimateur du gouvernement. Actuellement fixée à 7,85% dans le public contre 10,55% dans le privé, sa réforme au nom de «l'équité» est l'une des pistes privilégiées. Georges Tron, secrétaire d'Etat à la Fonction publique, s'était d'ailleurs récemment interrogé : est-ce «équitable, normal, que pour avoir une retraite qui est à peu près d'un montant équivalent, on paye trois points de plus dans le privé que dans le public», avait-il affirmé.

Par ailleurs, le Conseil d'orientation des retraites (COR), - qui rassemble syndicats, patronat et experts, parlementaires et représentants de l'Etat - avait estimé que le relèvement d'un point de cotisation retraite des fonctionnaires rapporterait 720 millions d'euros. Toujours selon les mêmes sources, le gouvernement espérerait tirer du relèvement du taux quelque 3 milliards d'euros.

Journée d'action le 15 juin

Même non confirmée, la nouvelle rumeur est donc prise très au sérieux, notamment par les syndicats, échaudés par la fuite organisée début juin concernant le report de l'âge de la retraite. «C'est un sujet sur lequel le gouvernement avait très envie de bouger», précise Force Ouvrière (FO). Le troisième syndicat de la fonction publique n'était «pas complètement fermé» mais «ce qui ne va pas c'est que le gouvernement nous a dit qu'il ne compenserait pas la perte des rémunérations», souligne Anne Baltazar. Au final c'est «une baisse du salaire des fonctionnaires qui s'annonce», poursuit-elle. Le syndicat, qui fait bande à part et ne s'était pas joint à la manifestation du 27 mai dernier, appelle à une journée d'action le 15 juin.

Précision d'un internaute.

Ce gouvernement ment par omission ! Un fonctionnaire cotise effectivement à 7,85% et le privé à 10,55% (dont 0,10% de sur-cotisation temporaire). Mais ces deux chiffres ne recouvrent pas la même réalité.

Un salarié du privé en maladie ou au chômage ne cotise pas pour la retraite mais ces périodes "indemnisées" lui donnent quand même des trimestres. Un fonctionnaire sans emploi n'est pas payé mais n'est pas considéré comme étant en chômage : il est en disponibilité et ces périodes ne lui donnent aucun trimestres. En maladie, il continue de percevoir un salaire plus ou moins diminué selon la durée de la maladie. Comme c'est un salaire, il continue à cotiser 7,85% pour la retraite.

Conclusion : pendant ses 41 ans de carrière, quelque soit sa situation le fonctionnaire cotise 7,85%, alors que dans le salarié du privé cotise 10,55% seulement sur les périodes où il perçoit un salaire, toutes les autres périodes génèrent des trimestres gratuits. La différence entre les deux taux de cotisation s'explique par cette "assurance" que se paient les salariés du privé pour financer les accidents au cours de la carrière (chômage/maladie). Vouloir aligner les taux du public et du privé au titre de "l'équité" relèvent clairement de la duperie.

Le banquier du PS préconise à Sarkozy de nous saigner à blanc. (09.06)

Reuters - 08.06

La commission Attali sur la croissance propose un effort massif d'économies en trois ans pour amorcer le redressement des finances publiques françaises.

Selon elle, l'effort budgétaire à consentir est au minimum de 65 milliards d'euros sur les années 2011-2012-2013, soit plus d'une vingtaine de milliards par an.

"Si le taux de croissance (du PIB) est à 2,5% pendant cette période, il faut trouver 60 milliards d'euros cumulés sur trois ans d'ici 2013, et si notre croissance est d'un point de moins, il faut mettre 10 milliards de plus par an", a expliqué Jacques Attali lors de la présentation du pré-rapport à la presse.

Lors d'une émission sur le site internet du Figaro, il a même estimé que ce "plan catastrophe" devrait consister en un effort budgétaire de 100 milliards euros en trois ans.

Il faudrait un budget plus équilibré, dit Jacques Attali : "Ça peut être des privatisations massives ou ça peut être des augmentations massives d'impôts. Ce sera le grand débat politique de 2012" pour l'élection présidentielle.

Elle estime que sans "changements volontaristes", la croissance française ne dépassera pas 1,5% par an pendant la décennie 2010-2020. Pour Jacques Attali, elle pourrait s'établir "entre 1,0% et 1,5% par an, soit moins qu'avant la crise". (Reuters 08.06)

Voilà le programme de l'UMP et du PS pour 2012, au moins cela a le mérite d'être clair.

Vous aurez remarqué qu'Attali fait le lit de Sarkozy, on pourrait ajouter que c'est son candidat pour 2012, lui ou Strauss-Kahn, existerait-il une différence entre les deux ?

Grève maintenue sur les autoroutes du Nord et de l'Est. (10.06)

Merofrance.com - 09.06

L'Intersyndicale de la Sanef maintient son appel à la grève pour vendredi. Des perturbations sur le réseau autoroutier du Nord et de l'Est sont à prévoir.

L'Intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-CNSF-FO-Fat UNSA de la Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France (Sanef), sera en grève ce vendredi.

"Aucune proposition n'a été avancée", commente Frédéric Minet délégué syndical CFTC, après la réunion de mardi entre les syndicats et la direction de la Sanef - filiale du groupe espagnol Abertis - "nous maintenons donc la grève pour vendredi".

Les syndicats, qui réclament une revalorisation salariale et la sauvegarde des emplois, estiment que 60 à 70 % du personnel devrait suivre le mouvement. D'importantes perturbations sont à prévoir sur l'ensemble des grands axes autoroutiers du Nord et de l'Est. "Nous allons créer un bouchon artificiel", explique Frédéric Minet, "les véhicules seront au ralenti et les péages gratuits".

Ralentissements donc, dès vendredi 04h00 sur l'A1 entre Paris et Lille, l'A2 en direction de la Belgique, l'A4 entre Paris et Strasbourg, l'A16

entre Paris et Boulogne-sur-Mer et enfin l'A26 entre Calais et Reims. La grève devrait être maintenue jusqu'à samedi 04h00.

Une reconduction du mouvement est prévue les 18 et 26 juin prochains. "Si la direction entend nos revendications d'ici là, nous lèverons le mouvement". Dans le cas contraire, la grève pourrait alors impacter les grands week-ends de départs en vacances.

Clemessy paralysé par une grève nationale suite à un changement de président. (10.06)

AFP - 07.06

Les quelque cent sites en France de l'entreprise Clemessy (équipements électriques pour l'industrie, groupe Eiffage) ont tous été paralysés lundi par une grève suivie par plus de 80% des 5.000 salariés, a-t-on appris de source syndicale.

Le service France de l'agence AP en grève. (10.06)

Challenge.fr - 03.06

Les journalistes protestent contre la suppression d'un quart de leurs effectifs.

Pour la deuxième fois en deux semaines, le service francophone de l'Associated Press (AP), qui représente environ 80 salariés, était en grève, jeudi 3 juin. "La grève, votée à l'unanimité en assemblée générale, est une réponse à la décision de la direction de réduire les effectifs du seul service français", a indiqué dans son communiqué une intersyndicale SNJ-CFDT. Service fermé de 21h00 à 6h00

Les journalistes de l'agence de presse protestent contre le refus de la direction de renouveler, à compter du 1er juin, les CDD, qui représentent entre un quart et un tiers des journalistes de la rédaction parisienne. "Pour pallier le sous-effectif, la direction a décidé de fermer notre service de 21h à 6h [...] L'actualité, elle, ne s'arrête pas. Ces derniers jours, c'est sur cette tranche horaire qu'ont été annoncées, par exemple, la mort de l'artiste Louise Bourgeois et l'ouverture d'une enquête pénale américaine sur la marée noire dans le golfe du Mexique", a souligné la rédaction. Plan de sauvegarde de l'emploi

Il y a plus de six mois, "la direction a ouvert un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)", poursuit l'intersyndicale. Mais aujourd'hui, elle "n'est plus en mesure de le mener à son terme", car, "entre-temps, elle a laissé s'échapper la solution de reprise censée sauvegarder la totalité des emplois".

"La direction se heurte à la détermination sans faille de la rédaction qui, par cette nouvelle mobilisation massive, lance un avertissement aux dirigeants d'AP à Paris et New York", conclut le communiqué.

Montpellier: 10e jour de grève dans une dizaine de cliniques privées. (10.06)

Lepoint.fr et AFP - 03.06

Les personnels de dix cliniques privées de l'agglomération de Montpellier, dépendant de quatre groupes différents, ont poursuivi jeudi, pour le 10e jour consécutif, leur grève pour des augmentations de salaires, un conflit qui menace l'activité de certains établissements.

Les grévistes réclament une augmentation de 10% de la valeur du point, arguant que les groupes propriétaires des cliniques sont tous bénéficiaires alors que les salaires dans les cliniques privées sont inférieurs de 20 à 30% à ceux du secteur public, selon la CGT.

Des négociations se sont engagées dans la plupart des groupes, dont OC Santé, qui contrôle six des dix cliniques touchées par le mouvement de grève. Mais les propositions de revalorisation salariale restent en deçà des revendications, ont fait valoir des délégués syndicaux lors d'une assemblée générale des grévistes, jeudi, a constaté un journaliste de l'AFP.

Lors de cette assemblée générale, des banderoles avaient été déployées, proclamant: "Notre combat, c'est aussi votre santé" ou "+ pour nos salaires, - pour vos actionnaires".

Une délégation a été reçue jeudi par le préfet de l'Hérault, Claude Baland, qui a proposé au Pr Henri Pujol, ancien directeur du Centre

régional de lutte contre le cancer et ancien président de la Ligue nationale contre le cancer, d'être médiateur dans ce conflit.

"On souhaite tous que ce conflit prenne fin car la situation devient de plus en plus tendue et il y a des risques de santé publique", a déclaré le préfet lors d'un point de presse qu'il a tenu avec Martine Aoustin, directrice de l'Agence Régionale de Santé (ARS), après avoir reçu la délégation.

Pour garantir l'accès aux soins et la sécurité des patients, le préfet procède à des réquisitions de personnels, de l'ordre de 140 à 150 chaque jour.

Toutefois, selon Mme Aoustin, des services entiers étaient fermés jeudi soir dans certaines cliniques, une parmi les 10 étant "quasiment fermée". Des patients ont été redirigés vers d'autres établissements. Mais sont maintenus dans les cliniques les patients en réanimation, les patients intransportables ou en état végétatif chronique et certains patients en psychiatrie. Les urgences lourdes sont redirigées vers le CHU de Montpellier.

Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, a apporté jeudi son soutien aux grévistes, "pour la lutte exemplaire qu'ils mènent depuis plus d'une semaine".

"Toutes les tentatives d'intimidation voire de menaces et les entraves au droit de grève n'ont pas pu affaiblir leur détermination pour obtenir leur juste revendication de + 10 % du point d'indice, face à un patronat qui préfère ménager les intérêts des actionnaires", dit un communiqué de la CGT.

Polynésie: préavis de grève générale à compter de jeudi. (10.06)

Lepoint.fr et AFP - 05.06

Des préavis de grève à compter de jeudi ont été déposés "dans 700 à 800 entreprises" de Polynésie française, a-t-on appris auprès du "Collectif pour la paix", qui regroupe 11 des plus importants syndicats locaux, dont ceux de la fonction publique.

Si les négociations n'aboutissent pas, cette grève générale prendra effet le jeudi 10 juin à 0H00, pendant les épreuves du baccalauréat.

Les revendications sont nombreuses, mais surtout liées à la crise. "Nous avons perdu plus de 9.000 emplois en deux ans, l'économie est en train de s'effondrer, il y aura bientôt 70.000 Polynésiens en-dessous du seuil de pauvreté", a déclaré à l'AFP Patrick Galenon, porte-parole du collectif.

"L'Etat réduit leurs pensions de retraite aux fonctionnaires, qui assurent 71% du PIB, l'armée s'en va : la France est en train de se désintéresser financièrement de la Polynésie", a-t-il ajouté.

Le vice-rectorat et le ministère local de l'Education ont assuré par communiqué que "toutes les épreuves d'examens seront maintenues aux dates et heures fixées (...) Les personnels de surveillance et de correction feront l'objet d'une réquisition en tant que de besoin".

Les deux principales organisations patronales, le CEPF et la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, ont dit comprendre les inquiétudes des salariés, mais ne soutiennent pas le mouvement de grève.

"Le respect des engagements signés par l'Etat", notamment sur les retraites des fonctionnaires, figure parmi les principales revendications. Le collectif demande aussi à Paris de "rembourser" les dépenses de santé des vétérans du nucléaire pour les maladies radio-induites.

Avant l'entrée en vigueur de la loi Morin, le collectif estimait ces dépenses à 28,5 milliards de francs CFP (239 millions d'euros) pour la Caisse de Prévoyance sociale, équivalent de la Sécurité sociale en Polynésie.

Le collectif demande aussi au gouvernement polynésien de reverser au fond de retraite de la Caisse de Prévoyance sociale les 15 milliards de francs CFP (126 millions d'euros), "prélevés pour combler le déficit de l'assurance maladie".

Ces communistes qui quittent le PCF. (10.06)

Libération.fr - 10.06

Habituellement, ces départs-là se font sur la pointe des pieds. Pour une fois, ils ont décidé de quitter le PCF, «collectivement» et par un grand claquement de porte. A une semaine du 35e congrès prévu du 18 au 20 juin, ils sont 200 «communistes unitaires», lassés de batailler depuis des années avec la direction, qui ont décidé de rendre leur carte.

«La fin d'une époque, d'un monde communiste», dit sans nostalgie, Gilles Alfonsi, un des animateurs des Communistes unitaires. «Cela fait vingt-six ans qu'on essaie de changer le parti de l'intérieur: il y a eu des avancées et tout de suite après, des replis sur soi, rappelle le député de Seine-Saint-Denis, Patrick Braouezec, figure des fondateurs. C'est un constat d'échec, mais aussi une perspective d'avenir.»

«Incapacité à changer son fonctionnement, à produire des idées» selon Alfonsi, «entêtement du PCF à parler à la place des gens» explique Pierre Zarka, autre unitaire. Structure recroquevillée, déconnectée des réalités, un «poids dans l'espace public marginal»: ils ont longtemps cru pouvoir faire sauter ces verrous. «Aujourd'hui, ce mouvement n'est plus possible de l'intérieur», tranche Roger Martelli, l'historien communiste et fondateur, lançant un «cri d'alarme» à toute la gauche radicale.

La création, fin 2008, du Front de gauche avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon et Gauche unitaire (ex-NPA) de Christian Picquet, n'a pas suffi à les convaincre de rester. La veille, la numéro 1 communiste, Marie-Georges Buffet, et ses partenaires se sont rencontrés, trois mois après les régionales, pour réactiver le Front de gauche: ils ont proposé la mise sur pied d'un «comité de liaison du programme partagé» et la possibilité de rejoindre directement le Front de gauche sans adhérer à l'une des formations qui le composent.

«On défriche»

«Le Front de gauche a un avenir à condition que ce ne soit pas un tête-à-tête, il faut une autre composante qui soit citoyenne», estime Bernard Calabuig, aussi «démissionnaire». «Ce ne sont que deux appareils réunis entre eux», juge Braouezec tandis que la députée des Hauts-de-Seine Jacqueline Fraysse déplore que «le PCF [ait] créé un Front de gauche petit bras».

Mais partir pour aller où? «On ne quitte pas le PCF pour prendre une retraite mais pour investir d'autres espaces», promet Calabuig. Le texte cosigné par ces 200 élus et anciens membres du conseil national du PCF qui se disent «toujours communistes», s'intitule d'ailleurs «Nouveau départ». La suite de l'aventure est un flou assumé: «On est des chercheurs de formes nouvelles, on défriche», décrit Jacqueline Fraysse.

Les discussions devraient continuer avec l'aile gauche du PS, Europe Ecologie, le Parti de gauche, et espèrent-ils, avec le PCF et le NPA. Mais pas question de résigner pour un parti dont tous considèrent la «forme dépassée». Nombre de démissionnaires vont rejoindre la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase), association dont les rénovateurs sont déjà membres aux côtés de Clémentine Autain et les Alternatifs, et comptent lancer des «Etats généraux de la transformation sociale et écologique».

Quant au congrès du week-end prochain, ils n'en attendent rien. La direction, qui avait lancé un appel pour persuader ses membres sur le départ de rester, pleure «des larmes de crocodile, mais au bout du compte, elle se dit que c'est bien que ces emmerdeurs aient débarrassé le terrain», lâche Martelli.

Braouezec (PCF) répond à des questions sur le blog du Monde.fr. (10.06)

Lemonde.fr - 10.06

Oulianov : Pourquoi quitter le PCF maintenant après un combat interne de plus de 20 ans?

Patrick Braouezec : Parce que je pense qu'on est arrivé au bout de ce combat, qu'il a peut-être même duré trop longtemps. Aujourd'hui, nous sommes plusieurs à faire le constat qu'il est impossible de transformer de l'intérieur le Parti communiste français.

Guillaume : Pourquoi et comment êtes-vous entré au PCF ?

A la suite d'un voyage en Allemagne de l'Est en 1972, la grande période du programme commun. J'y étais allé dans le cadre d'un symposium d'enseignants, et ce que j'avais observé à l'époque, dans les rencontres que j'avais eues avec des enseignants est-allemands, m'avait enlevé les dernières réserves par rapport à mon adhésion au PCF. C'était de plus dans une période où la dynamique unitaire était très forte et où je voulais peser dans le rapport de force avec le Parti socialiste.

Relique : Qu'espérez-vous avec ce départ ?

Ouvrir un nouvel espace politique, non pas pour en rajouter à l'émiettement à la gauche de gauche, mais pour tâcher d'être une charnière ou une passerelle entre les différents mouvements, partis, associations, courants, forces inorganisées qui souhaitent une alternative et qui désespèrent de l'émiettement qui non seulement s'est structuré durant la dernière période, mais dont on ne voit pas ce qui pourrait aujourd'hui l'enrayer.

J'ai comme souci principal de faire en sorte que les couches populaires, celles qui se sont massivement abstenues lors des deux derniers scrutins, puissent trouver un espace politique qui les réconcilie, justement, avec la politique.

Stéphane Fouéré : Bonjour Patrick, que réponds-tu à des communistes refondateurs comme moi qui décident malgré tout de rester à l'intérieur du PCF ?

Je respecte cette position, d'abord parce que d'autres auraient pu me faire le même reproche il y a dix ans, cinq ans ou deux ans, puisque j'y étais moi-même resté. Néanmoins, je pense, Stéphane, que d'ici peu tu feras sans doute le même constat, à savoir qu'aujourd'hui, le PCF, mais aussi le NPA, le Parti de gauche, sont plutôt des obstacles au rassemblement de la gauche de gauche dont nous avons besoin, plutôt qu'un atout.

Jozié : Pourquoi quitter le PCF alors qu'il est actuellement engagé dans la dynamique du Front de Gauche qui est un début de réponse à vos espoirs d'unité à gauche ?

Parce que je considère qu'il n'y a pas de dynamique de Front de gauche, il existe un cartel d'organisations - le PCF, le Parti de gauche - qui a sauvé les apparences lors des deux derniers scrutins, mais n'a pas créé la dynamique souhaitée. Sauf dans des régions où la dynamique des militants de base a prévalu sur les logiques d'appareil. Je pense notamment au Limousin, à la Corse, avec les résultats que l'on connaît.

Là où la dynamique des militants de base a prévalu sur les calculs d'appareil, on peut considérer que le Front de gauche élargi a effectivement été dynamique.

Salah : Soutiendriez vous une candidature Mélenchon ?

La question est à mes yeux mal posée, car avant de savoir si je soutiendrais, moi et d'autres, telle ou telle candidature, il faut d'abord élaborer un projet politique qui soit peut-être un programme incluant les élections présidentielle et législatives, projet qui doit être en rupture avec la politique menée par ce gouvernement et qui permette le moment venu de choisir le ou la candidat-e qui saura le mieux incarner ce projet.

Relique : Sur quelles valeurs voulez-vous vous appuyer pour faire cette "charnière" entre les partis, associations etc ... ?

Je suis assez proche des propos tenus deux fois dans ce même journal, Le Monde, la première au mois de janvier et la deuxième il y a quelques jours, par Edgar Morin. Je suis comme lui convaincu qu'on est dans une période de métamorphose profonde et qu'il faut faire l'éloge de cette métamorphose.

Et d'autre part, convaincu qu'un projet de gauche de gauche devra faire l'articulation entre le socialisme, le communisme, l'écologie et le mouvement libertaire. C'est autour des valeurs portées par ces quatre grandes familles de la gauche que l'on pourra construire une alternative politique de rupture.

Marcot : Votre nouveau mouvement s'ouvrira-t-il à des nouvelles catégories de Français comme les entrepreneurs, les cadres, les classes moyennes, les salariés qui ne se retrouvent pas toujours dans le discours actuel du PCF ?

C'est difficile de répondre directement à cette question à cause de l'idée de départ sur le mouvement que l'on ferait. Ce qui est certain, c'est que notre vocation c'est de réunir aujourd'hui toutes les forces, toutes les personnes, collectivement organisées ou isolées mais actives dans le mouvement social, quelle que soit leur origine, quelle que soit leur catégorie professionnelle, et qui ont objectivement intérêt à un changement de société.

Je considère aujourd'hui qu'il n'y a pas de conflit d'intérêts entre un artisan et un travailleur sans papiers. Il y en a plus entre un artisan et un trader.

Florent Ballanfat : N'avez-vous pas le sentiment de laisser tomber ceux qui vous ont élu au conseil national du PCF ?

Je ne pense pas les laisser tomber, d'abord parce que j'abandonne pas le communisme, j'abandonne le parti, et que ceux qui m'ont élu au Conseil national du PCF l'ont fait en toute connaissance de cause, en sachant que notre volonté était de transformer en profondeur ce parti, et que je pense qu'ils feront comme moi le même constat, qu'il n'a pas été possible de le faire.

J'espère d'ailleurs que ces militants communistes qui lors du dernier congrès ont voté pour notre liste nous rejoindront dans les luttes d'abord, et ensuite au sein de l'association des communistes unitaires.

Jean-Pierre Charbonnot : En quelque sorte, il s'agit de créer ou soutenir un mouvement du même type qu'Europe Ecologie qui devra tirer ses boulets que seront le PCF ou le Parti de Gauche comme Europe Ecologie a le boulet des Verts ? Qu'en penses-tu ?

Jean-Pierre - si c'est bien toi -, il y a dans la forme quelque chose de très intéressant dans la construction d'Europe Ecologie. Je n'en partage pas le contenu, ni certains objectifs, mais Europe Ecologie a su prendre en compte les mutations de cette société et les mutations d'organisation et d'appropriation individuelle de la politique.

Je suis dans un état d'esprit qui n'est pas celui d'un revanchard ou d'un amer par rapport au PCF. Comme je suis convaincu que la seule solution est dans le rassemblement de toutes les forces de gauche qui veulent un changement radical, je ne considère personne a priori comme un boulet.

Par contre, je reste convaincu que si d'autres formes d'organisation ne voient pas le jour, les partis dans leur structuration actuelle sont incapables de créer ce rassemblement.

Marcot : Envisagez vous une candidature en 2012 ?

Je crois y avoir répondu : la seule candidature que j'envisage en 2012 est celle qui sera de nature, sur la base d'un projet politique travaillé et élaboré par toute cette gauche de gauche, à peser au sein de l'ensemble de la famille de gauche. Autrement dit, si on reproduit 2007 avec un émiettement des candidatures qui feront dans le meilleur cas entre 1 et 2 %, cela n'a aucun intérêt.

Si on est capable d'avoir une candidature qui tourne autour de 10 %, on voit bien que là, il y a un tout autre intérêt, y compris cette candidature peut imposer au Parti socialiste de ne pas tomber dans les bras d'un centre qui les lui ouvre.

Fred : Quels sont les objectifs et le contenu du programme d'Europe Écologie qui ne vous plaisent pas ?

Pour être très clair et très direct, ce sont ses appels du pied au MoDem, au centre, à tout ce qui aujourd'hui n'est pas dans une démarche de rupture avec le libéralisme. Il y a dans certains propos de Daniel Cohn-Bendit, pour n'en citer qu'un, des contenus qui sont très proches des contenus d'un libéral de droite.

Le dernier week-end a d'ailleurs montré, au-delà des problèmes de personne, qu'il y aura des éclaircissements de contenus à faire au sein d'Europe Ecologie dans le cadre d'une candidature à l'élection présidentielle.

Flob : Que répondez-vous à la demande de Pierre Laurent, numéro deux du PCF, qui souhaite que vous et vos camarades reveniez sur votre décision de quitter le parti communiste français ?

Il est trop tard, Pierre ! On est partis. Donc la question est maintenant de savoir comment on peut continuer à travailler ensemble. Je n'ai aucun doute sur ce qui fait encore convergence de vues entre nous. Je peux l'observer hebdomadairement à l'Assemblée nationale dans les débats que je peux avoir au sein du groupe avec d'autres élus communistes et qui restent au parti. Le débat que nous aurons sans doute à poursuivre, c'est la place du parti au sein d'un rassemblement large.

Je serais tenté de poser une question à Pierre Laurent : est-il prêt à envisager que le parti ne joue pas un rôle central dans un rassemblement de ce type et qu'il joue à égalité avec d'autres forces politiques, y compris avec des mouvements sociaux ?

Fred : De quelles personnes vous sentez-vous proche à gauche ?

Je me sens proche d'abord de tous mes amis qui, comme moi, sont partis aujourd'hui. Je pense à Pierre Zarka, Patrick Jarry, Jacqueline Fraysse, à des militants moins connus comme Gilles Alfonsi, à Roger Martelli et à Lucien Sève. Au-delà de cette petite famille, j'ai beaucoup d'idées partagées comme Clémentine Autain, je l'ai dit, avec Edgar Morin.

Et puis, dans le monde de la recherche, dans le monde universitaire dont on ne se nourrit pas suffisamment à mes yeux des travaux, je pense à Stéphane Beaud, à Bernard Stiegler, et encore à d'autres, comme Alain Badiou...

Jeff : Les gens qui ont quitté le PCF ont mis en avant que le parti était une forme d'organisation politique archaïque. Je trouve cet argument un peu court. En quoi la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) que vous pourriez rejoindre peut-elle être une meilleure organisation politique que le parti ?

Vous avez raison, il faudra en faire la démonstration. Je ne suis pas certain que ce soit aujourd'hui une organisation plus performante. Je pense réellement que nous sommes en période de décomposition des organisations politiques traditionnelles, qui touche toutes les familles politiques, et que la question de la recomposition se pose à tout le monde.

Il est moins simple d'inventer de nouvelles formes d'organisation que de continuer dans des formes dépassées. Mais c'est pourtant le défi que je souhaite relever. Le fossé est tel entre les institutions politiques et les couches populaires et bien au-delà, que ne pas se poser cette question de l'adéquation des organisations politiques n'a, à mes yeux, aucun sens.

Il est bon de rappeler que, lors des deux derniers scrutins, dans les quartiers les plus populaires d'Ile-de-France ou de la région Rhône-Alpes, pas un électeur sur cinq ne s'est déplacé. Sans compter ceux qui ont voté blanc ou nul ou ceux qui ont définitivement décidé de ne pas s'inscrire sur les listes électorales.

C'est la démocratie représentative qui est en jeu. C'est aussi le danger de l'extrême droite qui peut de nouveau se profiler. Il suffit de regarder ce qui vient de se passer aux Pays-Bas.

Marcot : Si DSK était le candidat de la gauche, le soutiendriez vous ?

La réponse est la même que pour Mélenchon. Il n'est pas question pour moi aujourd'hui, et je regrette que vous posiez cette question, que les médias posent souvent seulement, de me prononcer pour telle ou telle candidature.

Travaillons sur un projet de gauche de gauche, dans un premier temps, travaillons avec le Parti socialiste pour qu'au deuxième tour nous puissions partager un programme qui pourrait faire échec à Sarkozy.

Et voyons, ensuite, qui peut incarner le projet de gauche de gauche et le projet socialiste qui pourra être à même de faire converger au deuxième tour ces deux projets.

Chosta : Si vous aviez été désigné tête de liste aux élections régionales en Ile-de-France, auriez-vous quitté le PCF? Sincèrement...

Sincèrement, je ne sais pas. Tout aurait dépendu de la façon dont on m'aurait laissé mener une campagne originale et innovante. Si cela avait été possible, si le résultat avait été à la hauteur de l'attente, je pense que cela aurait de toute manière eu une influence à l'intérieur du Parti communiste et aurait été de nature à le faire bouger par rapport au rôle qu'il doit jouer dans un rassemblement.

Mais si d'aventure je n'aurais été que l'otage d'une campagne menée de manière très traditionnelle, comme cela a été le cas et autour des deux seuls partis qui incarnaient le Front de gauche, je pense que j'en aurais tiré les mêmes conclusions et que j'en serais parti.

SeaFrance supprime la moitié de ses effectifs . (12.06)

Lefigaro.fr - 12.06

Au bord du naufrage, SeaFrance a présenté hier un plan de sauvetage prévoyant la suppression de 725 des 1 580 emplois de la compagnie française de ferries transmanche. L'ex-Sealink, actuellement en procédure de sauvegarde, n'avait, dans un premier temps, prévu que 482 départs. «Il fallait trouver un gain de productivité très important, car la compagnie a perdu 15 millions d'euros lors des quatre premiers mois 2010», explique Vincent Launay, directeur général adjoint de SeaFrance. La situation, déjà tendue en raison de la forte concurrence britannique et aussi du tunnel sous la Manche, s'était encore détériorée après le mouvement de grève de quatre jours organisé lors du week-end de Pâques. SeaFrance avait perdu 1,25 million à cette occasion.

Apport en capital

Le nouvel effort demandé à l'entreprise sera sans doute le dernier. Les gisements d'économies sont de plus en plus difficiles à identifier. En effet, SeaFrance n'exploite plus qu'une seule ligne (Calais -Douvre) et n'utilise plus que quatre bateaux dont trois ferries .

«Nous allons optimiser l'emploi du temps du personnel commercial en fonction des jours, des saisons, des rotations, explique Vincent Launay, dans le secteur des services nous n'avons pas besoin que toutes les boutiques et tous les restaurants soient ouverts, alors qu'il n'y a que quelques dizaines de personnes à bord.»

La compagnie SeaFrance s'était placée sous la tutelle du tribunal de commerce de Paris au mois d'avril. Elle demandera prochainement la conversion de la procédure de sauvegarde en redressement judiciaire.

La situation est très délicate : en avril, l'endettement s'élevait à 185 millions pour 0,07 million de fonds propres. L'année dernière la compagnie a perdu 36 millions pour 170 millions de chiffre d'affaires.

Désormais l'avenir de SeaFrance passe par un apport en capital de son actionnaire à 100 %, la SNCF. «Il faudrait environ 190 millions», explique-t-on chez SeaFrance. L'importance du plan de redressement se justifie aussi par la nécessité de convaincre les autorités européennes de la concurrence des efforts entrepris par SeaFrance pour se tirer d'affaire.

Roissy : grève des aviateurs. (titre de LdC) (14.06).

Leparisien.fr - 11.06

Vendredi agité à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle pour les compagnies Air France ou Emirates, principaux clients en kérosène auprès d'Air Fuel. Une grande majorité des cinquante salariés de cet aviateur sont en grève depuis le matin. Conséquence : les 150 vols dont ils devaient assurer le plein sur le tarmac aujourd'hui, dont une centaine d'Air France, ont accusé des retards compris entre une demi-heure et une heure et demie.

«Il n'y a que deux personnes sur cinquante qui travaillent aujourd'hui», assure-t-on à l'intersyndicale CFDT-CGT-CFTC-FO. Pour assurer les vols, les compagnies concernées ont fait appel à d'autres prestataires, GPA et FAS. «On s'organise autrement aussi. Pour un Paris-Nice, on peut faire un plein à Nice qui permette d'assurer un aller-retour», affirme-t-on chez Air France, dont un quart des vols est perturbé.

Des normes de sécurité bafouées

Par leur mouvement, les grévistes veulent exprimer un grand ras-le-bol. «La direction veut faire le maximum de travail avec un minimum de monde. On nous supprime les intérimaires. Quand on devrait être quatre, nous ne sommes plus que deux. On veut des embauches car toucher à l'effectif, c'est toucher à la sécurité», pestent-ils.

«De plus en plus, on nous demande d'avitailleur alors que les plateaux-repas et les bagages sont chargés et que les passagers embarquent, explique Christophe Mérandet, délégué syndical CFDT. Comme on fait le plein avec un débit de 3500 litres par minute sous une pression de douze bars, les normes de sécurité imposent qu'il n'y ait personne à moins de trois mètres de nous. Ca devient impossible».

Les grévistes réclament également une prime d'intéressement. «On a zéro, alors qu'il y a plein d'argent dans le pétrole», affirment-ils. Contactée, la direction a refusé de s'exprimer. Le mouvement devrait se poursuivre demain ce qui engendrera les mêmes perturbations.

A Châteauroux, l'amertume des salariés de Meadwestvaco. (15.06)

Lemonde.fr - 14.06

On a de la haine, de la rancœur, mais ce n'est pas dans notre intérêt de perdre notre calme." Juché sur des palettes empilées à la hâte en guise d'estrade, Thierry Jambu, élu CGT au comité d'entreprise, tente de s'adresser sereinement aux salariés de l'usine Meadwestvaco à Châteauroux (Indre), propriété d'une multinationale américaine spécialisée dans la production d'emballages.

Tous se retrouvent livrés à eux-mêmes depuis le départ de la direction mercredi 2 juin et l'annonce de la prochaine fermeture du site. Désarmé, le personnel n'a pas trouvé d'autre solution, pour tenter de préserver ses droits, que d'occuper les lieux. Implantée à Châteauroux en 1965, l'usine a déjà connu plusieurs plans sociaux. En 2008, la direction a notamment supprimé 94 emplois dans le cadre d'un plan de sauvegarde de la compétitivité. Une mesure qui a laissé un goût amer aux employés.

"Nous avons signé devant le préfet des accords pour cinq ans pour augmenter notre temps de travail de 20% et baisser nos salaires en échange d'une promesse d'investissement dans une nouvelle machine", explique José Loureiro, délégué CFDT, avant de préciser que la machine n'est jamais arrivée. Aujourd'hui, les salariés accusent la direction d'avoir bafoué ses engagements, ce que confirme la préfecture. "Certains salariés ont cru qu'ils étaient sauvés et ont acheté des maisons", poursuit José Loureiro.

Ils sont plusieurs dizaines ce matin à s'être déplacés à l'usine malgré la pluie pour écouter le compte-rendu de Thierry Jambu. Derrière les grilles fermées, d'énormes rouleaux de carton entravent l'entrée du site. Au milieu du parking désert, quelques palettes finissent de brûler. Sur le sol, des dizaines de cartons d'emballage pour Heineken, Kronenbourg ou Labeyrie, principaux clients de l'usine. "Nous avons décidé de refaire la décoration", plaisantent quelques salariés.

"UNE LIQUIDATION BOURSIÈRE PURE ET SIMPLE"

Installée à l'arrière d'un poids lourd, transformé pour l'occasion en quartier général, l'équipe du matin surveille le "trésor de guerre", du matériel de production, que la direction veut transférer en Allemagne. "On veut nous délocaliser", craint un ouvrier. Avec près de 20 ans d'ancienneté chez Mead Emballage, Francis Rosier dénonce la duplicité des dirigeants: "J'ai déjà connu une fermeture autrefois mais celle-ci est plus douloureuse parce qu'on nous a constamment menti. J'ai l'impression de vivre un 11-Septembre et de recevoir un avion en pleine figure".

L'inscription "patrons-voyous" orne les murs de l'usine. Pour la direction européenne du groupe, la décision de fermer l'usine répond à une

dégradation de la situation économique: "Le site de Châteauroux a plusieurs faiblesses, auxquelles nous avons essayé de remédier, notamment des problèmes de coûts, d'organisation industrielle et de compétitivité", explique-t-elle.

Des déclarations qui laissent les 162 employés de Châteauroux sceptiques. "Il s'agit d'une liquidation boursière pure et simple, répond José Loureiro. Nous avons pourtant des carnets de commandes pleins." Dans cette région où l'emploi industriel connaît de sérieuses difficultés, l'usine fait partie du paysage et sa fermeture est un choc pour de nombreux employés, pour qui il s'agit souvent d'une histoire de famille. "Ça me fait un pincement au cœur, raconte Christophe Weiss. Mead Emballage me nourrit depuis trente-huit ans. Mon père y a travaillé pendant plus de trente ans avant que mes frères et moi soyons embauchés."

Aujourd'hui, les salariés de Meadwestvaco sont réalistes. Ils veulent avant tout revenir sur les conditions de départ proposées par la direction, notamment un congé de reclassement de neuf mois et un budget de formation de 4 640 euros par salarié. Des propositions jugées insuffisantes comparées aux moyens du groupe. Le préfet a convoqué cette semaine les salariés et la direction pour renouer le dialogue. Mais les employés ont prévenu : ils ne quitteront pas l'usine avant d'avoir obtenu satisfaction.

Réforme des retraites : les principales mesures. (16.06)

Lepoint.fr - 15.06

Fin du suspense. L'âge légal de la retraite sera porté à 62 ans en 2018 contre 60 actuellement, en l'augmentant chaque année de quatre mois à partir du 1er juillet 2011. Le ministre du Travail Éric Woerth l'a annoncé mercredi matin, dans un discours très attendu et au cours duquel il a fait de la réforme une histoire de "morale", de "responsabilité" et de "justice".

Les mesures annoncées par Eric Woerth ne sont toutefois pas définitives. Dans un communiqué diffusé mardi soir, Nicolas Sarkozy a en effet indiqué qu'il laisse jusqu'à la fin de la semaine au ministre du Travail pour "recueillir les remarques et suggestions des partenaires sociaux" sur ce texte. Ainsi complété, le projet sera présenté le 13 juillet en conseil des ministres, avant d'arriver au Parlement en septembre. Où il n'est pas exclu que son contenu évolue encore.

Voici les principales annonces d'Eric Woerth :

Âge légal

Pour le ministre du Travail, "relever l'âge légal à 62 ans en 2018 est une position à la fois raisonnable et efficace". L'augmentation de l'âge légal sera "progressive pour ne pas bouleverser les projets de vie des Français proches de la retraite", mais "générale" car "gouvernement a fait le choix d'acter dans la même réforme, celle de 2010, le relèvement de l'âge dans le privé, le public et les régimes spéciaux", selon Eric Woerth.

Fonctionnaires

Le relèvement de l'âge de départ en retraite des fonctionnaires, aujourd'hui fixé à 60 ans, se fera à raison d'un quadrimestre par an jusqu'à 62 ans. Le premier relèvement interviendra le 1er juillet 2011 pour les fonctionnaires nés en 1951. Par ailleurs, trois mesures de "convergences" entre le secteur public et privé ont été annoncées par Eric Woerth, qui a bien précisé ne pas vouloir "céder à la caricature" sur ce sujet.

- Le taux de cotisation de retraite des fonctionnaires sera aligné en 10 ans sur celui du privé, le faisant passer de 7,85 % à 10,55 %.

- Le dispositif de départ anticipé pour les fonctionnaires parents de trois enfants ayant 15 ans de service sera fermé dès 2012. Seuls les parents ayant déjà trois enfants en 2012 pourront encore bénéficier de ce dispositif, qui concerne en majorité les femmes.

- Enfin, les règles d'obtention du "minimum garanti" de pensions seront les mêmes dans le public et le privé. Pour obtenir ce minimum garanti, les fonctionnaires devront avoir tous leurs trimestres ou attendre l'âge d'annulation de la décote (âge du taux plein).

Pénibilité

L'augmentation de l'âge légal "sera juste parce que les 60 ans resteront l'âge de départ à la retraite de ceux qui sont usés par le travail", a précisé Eric Woerth, notant que les dispositifs "carrières longues" et pénibilité permettront à "60.000 personnes par an qui ont eu une vie professionnelle plus dure que les autres (de) partir à la retraite avant les autres en 2011, et 100.000 en 2015".

Le dispositif "carrières longues", "qui a constitué une avancée sociale considérable de la réforme Fillon, sera poursuivi et même élargi aux salariés qui ont commencé à 17 ans", ce qui représente "un effort financier important, puisqu'elle conduira 50.000 personnes par an à ne pas être concernées par la retraite à 62 ans et 90.000 personnes en 2015", a-t-il détaillé. Cette mesure est "sans équivalent en Europe", selon lui.

Quant à la prise en compte de la pénibilité des salariés dont l'état de santé est dégradé à la suite d'expositions à des facteurs, qui garderont la retraite à 60 ans, à taux plein quel que soit leur nombre de trimestres, le ministre a souligné qu'"il s'agit d'un droit nouveau dans le système de protection sociale français et d'une avancée sociale majeure".

Jeunes

"Les jeunes en situation précaire bénéficieront de trimestres validés supplémentaires lorsqu'ils sont au chômage non indemnisé. Aujourd'hui, ils peuvent valider jusqu'à 4 trimestres d'assurance au titre de la première période de chômage non indemnisé. Le gouvernement propose de porter le nombre de trimestre validés à 6", a détaillé le ministre.

Femmes

"Nous devons encore agir pour améliorer les retraites des femmes. Nous avons fait des progrès majeurs dans ce domaine. L'écart de pensions s'est réduit et aujourd'hui les femmes ont au moins autant de trimestres que les hommes", a noté Eric Woerth. Il faut encore selon lui "empêcher que le congé maternité ne fasse chuter la pension de retraite", ce qui "nécessite, contrairement à aujourd'hui, que l'indemnité journalière perçue pendant le congé maternité entre désormais dans le salaire de référence sur lequel sera calculée la pension de retraite".

En outre, il faut "lutter plus activement contre les inégalités salariales au cours de la carrière". "Les entreprises ne s'investissent franchement pas suffisamment dans la réduction des écarts salariaux tout au long de la carrière", d'après Eric Woerth. "Depuis 27 ans, les entreprises de plus de 300 salariés doivent faire un diagnostic de la situation comparée des femmes et des hommes. Seule une entreprise sur deux fait effectivement ce rapport", a-t-il souligné. "Le gouvernement a donc décidé de prévoir un dispositif de sanction de l'absence de diagnostic de situation comparée", a-t-il conclu.

Seniors

"Une aide à l'embauche d'un an pour les chômeurs de plus de 55 ans" a été annoncée par Eric Woerth afin de favoriser l'emploi des seniors. La réforme prévoit aussi "le développement du tutorat, pour assurer une transmission des savoirs au sein de l'entreprise et favoriser une fin de carrière plus valorisante pour les seniors", a-t-il déclaré. "L'augmentation de l'âge légal va permettre d'améliorer le taux d'emploi des seniors", a-t-il jugé, car "à partir du moment où les paramètres de la retraite changent, la conception même que les entreprises ont des salariés âgés change également".

En outre, le ministre veut améliorer la "connaissance des règles en matière de retraite". "Une bonne retraite nécessite de pouvoir faire les bons choix et au bon moment. C'est la raison pour laquelle nous allons notamment créer un "point d'étape individuel retraites" à 45 ans", a-t-il annoncé. Ce point se fait actuellement autour de 55 ans.

Agriculteurs

L'avant-projet de réforme des retraites du gouvernement comporte "deux mesures importantes" en faveur des agriculteurs. La principale mesure, a dit le ministre, "vise à faciliter l'octroi du minimum vieillesse (709 euros pour un célibataire) aux agriculteurs et éviter ainsi que certains d'entre eux n'aient des pensions de retraite de 300 ou 400 euros par mois: les terres agricoles et les corps de fermes ne feront plus l'objet d'un recours sur succession, ce qui répond à une demande très ancienne de la profession."

En outre, la condition de durée comme exploitant pour accéder à la revalorisation des pensions de retraite agricole les plus modestes sera supprimée, "ce qui permettra notamment à de nombreuses femmes ayant occupé successivement les statuts de conjoint et d'exploitant d'y accéder", précisent ces documents. Enfin, le bénéfice de la retraite complémentaire obligatoire du régime agricole sera ouvert aux conjoints collaborateurs d'exploitation et aux aides familiaux, qui en sont exclus actuellement.

Recettes

Le gouvernement veut trouver 3,7 milliards d'euros de nouvelles recettes en 2011 pour financer les retraites, en créant notamment un prélèvement de 1 % sur la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu (qui sera portée à 41 %), qui ne sera pas pris en compte dans le bouclier fiscal. Il entend également relever plusieurs taxes sur le capital, dont celles sur les plus-values mobilières et immobilières et le prélèvement forfaitaire libératoire sur les dividendes et intérêts.

Le projet prévoit aussi une augmentation du prélèvement sur les stock-options, pour des recettes nouvelles de 70 millions en 2011: la contribution sociale payée par le bénéficiaire sera triplée à 8 % et celle versée par l'employeur passera de 10 à 14 %. Comme annoncé mardi, les retraites-chapeaux seront davantage taxées, ce qui rapportera 110 millions d'euros l'an prochain. Enfin le gouvernement entend "annualiser" le calcul des allègements de charges dont bénéficient les employeurs, jusqu'ici calculées mensuellement, afin de les réduire de deux milliards d'euros.

Équilibre

"L'objectif n'est pas simplement une réduction du déficit, mais d'un rééquilibrage des régimes de retraite dès 2018" a précisé Eric Woerth mercredi matin. Outre les réformes annoncées, ce scénario repose sur les hypothèses suivantes : retour au plein emploi à l'horizon 2024 avec un taux de chômage de 4,5 % à cette date, et croissance de la productivité du travail de 1,5 % à long terme. En 2010, le déficit du régime des retraites doit s'élever à 32,3 milliards d'euros et en l'absence de toute réforme devait filer à 42,3 milliards en 2018.

Grève à l'Opéra-Comique pour obtenir des moyens supplémentaires. (16.06)

Lepoint.fr - 15.06

Une partie du personnel de l'Opéra-Comique a engagé une grève reconductible pour obtenir des "moyens humains, techniques et financiers" en "adéquation avec le projet artistique" du directeur Jérôme Deschamps, a-t-on appris mardi auprès de l'établissement et de son personnel.

Conséquence de ce mouvement social, la première lundi soir de "Pelléas et Mélisande" de Debussy, nouvelle production très attendue dirigée par le chef d'orchestre britannique John Eliot Gardiner et mise en scène par Stéphane Braunschweig, a été retardée d'une demi-heure.

"Malgré les alertes répétées des instances représentatives du personnel, les salariés n'ont pas été entendus et ont consenti jusqu'à ce jour des efforts devenus maintenant intenable", écrivent les grévistes dans une "lettre ouverte au public de l'Opéra-Comique" transmise à l'AFP.

"Afin d'attirer l'attention de la direction et des tutelles (ministères de la Culture et du Budget, NDLR) pour obtenir les moyens requis et servir au mieux la mission de l'Opéra-Comique auprès du public, les salariés se voient contraints d'user de méthodes plus radicales", ajoute ce communiqué.

"Les mesures générales d'augmentation (des salaires, NDLR) imposées par nos tutelles sont peu élevées", a fait valoir le directeur adjoint de l'Opéra-Comique, Olivier Mantei, joint par l'AFP.

"Depuis une quinzaine de jours, le dialogue social régulier qui a été noué nous permet de mettre en place des mesures compensatoires dans l'organisation du travail", a-t-il cependant ajouté en se réjouissant que "la conscience collective ait permis de jouer hier".

Devenu théâtre national en 2005, l'Opéra-Comique (Salle Favart) est dirigé depuis 2007 par le metteur en scène Jérôme Deschamps. Ce dernier y mène un projet ambitieux centré sur le répertoire de ce lieu qui a vu naître des chefs-d'oeuvre comme "Carmen" (1875) et "Pelléas et Mélisande" (1902).

Favart dispose d'une subvention annuelle de l'Etat de quelque 10 millions d'euros, qui couvre environ 60% de son budget total, et emploie un peu plus de 70 permanents (en équivalent temps plein).

"On partage tous l'idée que l'Opéra-Comique, par rapport à son projet et à son rayonnement, mériterait d'avoir plus de moyens", souligne M. Mantei, tout en redoutant que sa subvention, vu le contexte budgétaire, "ne bouge plus, voire diminue".

Grève pour les salaires à la plate-forme téléphonique de Carrefour. (18.06)

AFP - 16.06

Une cinquantaine de salariés de Carrefour Service Clients (CSC), plate-forme téléphonique du distributeur, est en grève depuis mardi, pour demander une hausse de salaire, dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO), a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Retraites. Réactions syndicales et politiques au projet du gouvernement. (18.06)

AFP - 16.06

CGT.

«Ce que l'on propose, c'est de réécrire le texte en prenant en compte ce que disent les organisations syndicales» et que «ça se traduise concrètement de façon à ce que ça ne soit pas les salariés qui paient», plaide Eric Aubin, «Monsieur retraites» du syndicat.

Lors du 55e congrès de l'Union départementale CGT de l'Isère à Grenoble, Thibault a répondu au ministre du Travail, Éric Woerth, qui a affirmé que le gouvernement ne reviendrait pas sur le recul de l'âge légal de la retraite à 62 ans. "J'ai déjà entendu de nombreux Premiers ministres avoir ce genre de déclarations très carrées et les événements ont montré par la suite que, tout en étant droits dans leurs bottes, des gouvernements pouvaient bouger tout simplement parce qu'ils étaient contraints par une mobilisation", a-t-il précisé. "Nous sommes clairs. Ça va dépendre des salariés eux-mêmes. S'ils restent sur un mécontentement, ça n'aura pas de portée sur le gouvernement".

FO.

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO : "M. Woerth, c'est David Copperfield. Pour présenter quelque chose d'équilibré en 2018, il transforme des déficits en recettes. Ça, c'est des tours de passe-passe pour présenter quelque chose d'équilibré à terme, alors que ça ne l'est pas. Ce projet est d'abord injuste socialement (...). Le titre de la note de synthèse du ministère du Travail est d'ailleurs significatif puisqu'il est question de répartir équitablement l'effort entre les salariés. Ça veut bien dire que ce sont les salariés qui paient l'essentiel" des efforts à fournir, a-t-il dit. Jean-Claude Mailly a demandé le "retrait" de la réforme des retraites.

Au lendemain de sa journée d'action, le leader de FO, Jean-Claude Mailly a d'ailleurs demandé purement et simplement «le retrait» du texte présenté par le ministre du Travail, qu'il juge «injuste socialement et inefficace économiquement».

CFDT, communiqué :

"Les annonces du gouvernement (...) visent à faire supporter l'essentiel du poids de la crise aux salariés et ne règlent pas à long terme la question du financement des retraites."

FSU.

Pour la secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, «c'est une réforme brutale et totalement injuste qui se met en place», qui «ne réglera pas le problème du financement».

L'Unsa, communiqué :

"Avec ce projet de réforme, pour beaucoup de salariés, qui ne pourront pas se permettre d'avoir une retraite amputée par la décote, l'âge effectif de la retraite sera donc de 67 ans. C'est en cela que ce projet est profondément injuste, car cette mesure pénalisera avant tout les salariés aux périodes d'activités incomplètes et, en majorité, ce sont des femmes. Il suffit d'ailleurs de comparer ce que vont rapporter les mesures d'âge supportées exclusivement par les salariés (19 milliards d'euros en 2018) et les recettes nouvelles (4,4 milliards d'euros). Par exemple, la tranche la plus élevée de l'impôt sur le revenu n'est augmentée que d'un point."

Solidaires, communiqué :

"Le projet de loi sur les retraites est sans surprise. La poursuite de la baisse du niveau des pensions est programmée : les salariés rentrant de plus en plus tard sur le marché du travail et les entreprises se débarrassant de leurs salariés de plus en plus tôt - l'âge moyen de cessation d'activité est inférieur à 59 ans -, il sera de plus en plus difficile d'avoir le nombre nécessaire d'annuités. Il faut se préparer à un affrontement majeur. C'est pourquoi l'union syndicale Solidaires propose qu'un mouvement de grève générale soit organisé dès la rentrée dans l'unité la plus large."

Danièle Karniewicz, présidente CFE-CGC de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) :

"C'est une étape indispensable pour préserver le système, il fallait le faire, mais le compte n'est pas bon en ce qui concerne le financement (...). Grosso modo, il nous faut, à l'horizon 2020, à peu près 45 milliards d'euros par an, et là, le ministre met sur la table 29 milliards d'euros. Donc il en manque pour équilibrer les comptes annuels des régimes, indépendamment des déficits accumulés. Il manque des ressources supplémentaires et on ne pourra pas éviter un débat sur un élargissement de l'assiette pour les retraites. Si ce n'est pas maintenant, ce sera en 2012 (à la faveur de l'élection présidentielle). (...) En matière d'égalité de traitement de tous les Français devant la retraite, le compte n'est pas bon non plus, parce qu'il n'y a pas de visibilité pour les salariés du privé et il n'y a pas de niveau garanti affiché (des pensions). (...) Il faudrait afficher un bouclier retraite, un seuil en dessous duquel on ne puisse pas descendre."

Jean-François Roubaud, président de la CGPME :

"Cette réforme me paraît assez équilibrée (...). Les mesures qui ont été prises sont relativement raisonnables, je crois (...). J'applaudis des

deux mains quand on veut baisser les cotisations patronales (...). (L'alignement public-privé) me paraît très important. (...) On ne peut pas dire (que les syndicats n'ont pas été entendus) puisque les syndicats ne voulaient pas de modifications. Donc ils ne peuvent pas être entendus."

Le Medef, communiqué :

"Un pas important a été franchi par la décision de relèvement des bornes d'âge de départ à la retraite" et "cette orientation peut permettre de sauver le système de retraite par répartition". Le rythme de relèvement choisi par le gouvernement "va dans le sens d'une solution durable".

L'organisation patronale critique cependant les nouvelles recettes de financement prévues. "L'augmentation des taxes pesant sur l'épargne risque de dissuader les épargnants français d'investir à long terme dans les entreprises, et ce, au moment où nos PME, PMI et ETI ont besoin de renforcer leurs fonds propres. Il conviendrait au contraire d'inciter au développement de l'épargne retraite". Le changement du mode de calcul des allègements de cotisations patronales sur les bas salaires est jugé "très dommageable pour toutes les entreprises de main-d'oeuvre". Le redéploiement envisagé des cotisations chômage vers l'assurance vieillesse est qualifié de "pari incertain compte tenu des aléas de la conjoncture économique". Enfin, le Medef "regrette" la perspective d'une prise en charge de la retraite pour pénibilité par la branche des accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) de la Sécurité sociale.

Le PS.

Quelques heures après la présentation du projet gouvernemental sur les retraites, mercredi, la secrétaire nationale du PS, Martine Aubry a dénoncé une «réforme irresponsable dans la situation actuelle, qui masque la réalité jusqu'en 2012». «Le report de l'âge de départ à 62 ans est une mesure idéologique qui ne règle pas les problèmes du financement». Sur les 40 milliards d'euros nécessaires, seul 1,7 milliard d'euros est demandé au patrimoine et au capital et «tout le reste n'est pas financé», a pointé l'ancienne ministre socialiste du Travail. La majorité veut «faire payer toujours les mêmes et quasiment rien à ceux qui pourraient payer», a-t-elle estimé. «Celui qui travaillera dès 18 ans cotisera 44 ans sans un euro de plus». «S'il n'y a pas de solutions apportées au problème de la pénibilité, cette réforme sera injuste», a-t-elle prévenu. «Il est normal que ceux qui vivront moins longtemps partent plus tôt». «Le PS, aux côtés des organisations syndicales, va combattre le projet et proposer sa réforme», a-t-elle conclu.

François Hollande a pour sa part estimé que Nicolas Sarkozy a choisi «la réforme la plus injuste» en décidant de reculer l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans. Pour l'ex-premier secrétaire du PS, les catégories les plus modestes vont supporter «40% de l'effort demandé», alors que «les plus favorisés vont donner le moins à la réforme». Si la gauche revient au pouvoir, a-t-il promis sur Canal+, elle «reviendra sur tous les paramètres» de cette réforme.

«C'est une mesure profondément injuste qui va toucher les ouvriers en premier lieu», a déclaré le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault, sur RTL. Le porte-parole du PS, Benoît Hamon, a jugé sur France3 qu'«on peut faire autrement». «J'espère qu'on fera reculer le gouvernement», a-t-il ajouté, appelant à la mobilisation.

«Cette bataille n'est pas terminée»

Le secrétaire national du PS chargé de l'Economie, Michel Sapin, a lui aussi annoncé une mobilisation forte contre cette réforme : «Ce n'est pas forcément au moment de l'annonce de la réforme que la mobilisation est la plus forte, elle est parfois un peu plus tard et plus efficace».

Le PCF.

«Cette bataille n'est pas terminée, parce qu'on voit bien que l'opinion publique est opposée», a renchéri Pierre Laurent, coordinateur national du Parti communiste (PCF), sur RTL.

La secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet, a dénoncé sur France2 une «parodie de négociation». «Si le gouvernement veut bien entendre, nous avons des propositions alternatives», a-t-elle affirmé.

Le PG.

Le président du Parti de gauche (PG), Jean-Luc Mélenchon, s'est dit sur France Info «très en colère» et «très triste», après l'annonce gouvernementale. La fin de la retraite à 60 ans, «c'est la fin d'un monde (...), c'est la fin des jours heureux», a-t-il déploré. «La fin du droit à une retraite heureuse», «un véritable plan d'austérité qui ne dit pas son nom», selon Martine Billard, députée du Parti de gauche.

Lutte ouvrière.

«Un acte de brigandage pour dépouiller les futurs retraités», dégage aussi Lutte ouvrière.

Les Verts.

Ils ont dénoncé un projet «d'une iniquité révoltante», les salariés «les plus modestes» étant «les plus touchés», alors que «les hauts revenus sont épargnés».

L'UMP.

Dans un communiqué, le porte-parole du parti majoritaire, Frédéric Lefebvre vante une réforme «forte et réaliste parce qu'elle permet de sauver le système de retraite et d'être à l'équilibre en 2018 sans qu'aucune recette ne soit surévaluée». L'objectif du gouvernement étant, comme l'a rappelé Eric Woerth, «un déficit zéro dès 2018». Lefebvre voit aussi une réforme «juste parce que la pénibilité et le travail très jeune sont protégés, parce que les hauts revenus et le capital participent à l'effort et parce que la convergence entre le privé et le public est poursuivie.»

«Les mesures annoncées répondent aux enjeux de ce rendez-vous de vérité avec les Français», vante le patron des députés UMP, Jean-François Copé.

En écho sur France Info, le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, se réjouit d'«une grande réforme» qui, selon lui, joue sur les deux tableaux, «besoins de notre système de retraites» et «attentes des Français». Et de renvoyer l'opposition à son contre-projet de réforme: «On voit bien que notre projet n'a rien à voir avec celui du Parti socialiste, qui était uniquement basé sur des taxes, des impôts, des cotisations.»

Alain Juppé, ancien premier ministre et actuel maire de Bordeaux, a salué une réforme «très ambitieuse, très complète» et «surtout juste». (Libération.fr, Lepoint.fr, Lefigaro.fr, Reuters 16 et 17.06)

Affaire Bettencourt : Plenel et Kahn veulent la tête de Woerth. (19.06)

Eco89 - 18.06

Dans deux textes séparés, les fondateurs de Marianne et de Mediapart, Jean-François Kahn et Edwy Plenel, demandent la démission du ministre du Travail, Eric Woerth.

Mis en cause par les révélations du site Internet dans l'affaire Bettencourt, celui qui était ministre du Budget alors que les conseillers de la milliardaire, dont fait partie son épouse, mettaient à l'abri du fisc une partie de sa fortune, répond à Plenel. Mais sans dissiper l'ombre qui entoure l'affaire.

Le patron de Mediapart explique sur trois pages « pourquoi M. Woerth doit démissionner ». « L'affaire Bettencourt est désormais une affaire d'Etat », commence-t-il :

« Nous sommes passés d'un différend privé à un scandale public face auquel une démocratie sinon irréprochable, du moins respectueuse d'elle-même, ne saurait réagir que d'une seule manière : en demandant à la justice de faire toute la lumière en toute indépendance, ce qui implique l'immédiate mise à l'écart des responsables gouvernementaux concernés, sauf à entretenir le soupçon permanent de pressions et d'entraves. »

Le différend privé fait allusion aux poursuites lancées par Françoise Bettencourt-Meyers, fille de Liliane Bettencourt, contre le photographe mondain François-Marie Banier, qu'elle accuse d'avoir abusé de la faiblesse de sa mère. Le photographe aurait reçu pour environ un milliard d'euros de cadeaux (sur une fortune évaluée à 22 milliards de dollars). Le procès démarre le 1er juillet. « Son mari était ministre, [...] il m'a demandé [de l'engager] »

Là où l'affaire devient publique, poursuit Plenel, c'est quand un des principaux collaborateurs de l'héritière de L'Oréal, Patrice de Maistre, se vante de ses relations avec Eric Woerth ou Patrick Quart, ex-conseiller juridique de Nicolas Sarkozy à l'Elysée.

De Maistre dirige la holding personnelle de Liliane Bettencourt, dans laquelle travaille Florence Woerth, épouse du ministre.

Depuis mercredi, Mediapart révèle le contenu de 21 heures d'enregistrements effectués à l'insu de tous par un maître d'hôtel dans le bureau de Mme Bettencourt. Voilà ce que déclare Patrice de Maistre à sa patronne à propos de Florence Woerth, le 23 avril 2010 :

« Je me suis trompé quand je l'ai engagée. [...] J'avoue que quand je l'ai fait, son mari était ministre des Finances [du Budget, ndlr], il m'a demandé de le faire.

Et donc si vous voulez, aujourd'hui, sans faire de bruit, je pense qu'il faut que j'aille voir son mari et que je lui dise que avec le procès et avec Nestlé [actionnaire minoritaire de L'Oréal, le groupe suisse aimerait monter dans son capital, ndlr], il faut qu'on soit trop manœuvrants et on peut plus avoir sa femme. Et puis on lui, on lui, on lui donnera de l'argent et puis voilà. Parce que c'est trop dangereux. »

Plenel : « Une fraude fiscale de très grande ampleur »

Autre révélation des enregistrements, comme le résume Edwy Plenel, « l'organisation d'une fraude fiscale de très grande ampleur, entre comptes suisses et île paradisiaque, au moment même où le discours officiel est au combat contre les paradis fiscaux ». Qui tient le discours officiel ? Eric Woerth. Mais ce n'est pas tout :

« Enfin les conflits d'intérêts, via son épouse, d'un membre notable du gouvernement, ministre du Budget jusqu'en mars dernier, ministre du Travail aujourd'hui, hier responsable de l'administration fiscale, aujourd'hui organisateur de la réforme des retraites et, par ailleurs, trésorier du parti présidentiel, l'UMP, et, à ce titre, récolteur et gestionnaire de dons financiers. »

Jean-François Kahn évoque aussi cet aspect précis sur son blog :

« Eric Woerth était trésorier de l'UMP. Ensuite, il prit la présidence d'une amicale des soutiens financiers à Nicolas Sarkozy qui regroupe le gotha de la finance et du CAC 40. Puis, il a été promu ministre du Budget, avant de devenir celui du Travail.

Et, en tant que ministre du Budget, il préside, au nom de l'amicale, des réunions rassemblant les plus gros fraudeurs fiscaux et exportateurs de capitaux en leur promettant de tenir compte de l'aide qu'ils ont apporté et sont prêts à apporter de nouveau, financièrement, à Nicolas Sarkozy. »

Kahn : « Les soupçons sont gravissimes »

Kahn rappelle que De Maistre affirme avoir donné 7 500 euros à Woerth (somme sous le seuil légal), que le conseiller financier a organisé la fuite de capitaux de sa patronne vers Singapour ou l'Uruguay...

Et l'ancien patron de Marianne en déduit deux hypothèses :

« Soit Madame Woerth exerce vraiment sa fonction, juteusement rémunérée, gestionnaire de fortune de Madame Bettencourt, et elle est évidemment au courant de ces pratiques illégales, on est même en droit de penser qu'elle les favorise et les conseille, soit, ce qui est possible, elle n'est absolument pas dans le coup, mais alors il s'agit d'une fonction fictive et c'est une subvention indirecte au ministre du Budget dont on attendrait des renvois d'ascenseur.

Dans les deux cas, les soupçons sont gravissimes. »

Lui aussi appelle donc à la démission du ministre.

Woerth : « Je démens formellement être intervenu »

Ce dernier a répondu à Edwy Plenel, qui a publié cette réponse sur son site. La voici :

« Réponse à Monsieur Edwy Plenel, Mediapart.

J'ai lu attentivement votre papier mettant en cause ma probité. Je souhaite vous apporter les réponses suivantes.

1. Mon épouse, Florence Woerth, a mené sa carrière depuis 25 ans en toute indépendance, occupant des fonctions liées à ses seules compétences professionnelles. Je démens formellement être intervenu pour qu'elle soit embauchée.
2. Elle ou moi n'avons jamais bénéficié de la moindre " largesse " financière. Mon épouse touche un salaire pour un travail qu'elle effectue dans le respect total de la loi et en toute transparence.

Son métier consiste exclusivement à rechercher les meilleurs placements pour les dividendes de la société L'Oréal reçus par Madame Bettencourt.

Les allégations reproduites dans la presse font allusion, je suppose, à la volonté de la société dans laquelle elle travaille de la licencier. Les sommes évoquées feraient référence aux indemnités de licenciement auxquelles elle aurait droit de par la loi. Ce licenciement n'est à ce jour pas intervenu.

3. En tant que ministre du Budget, je n'ai donné aucune instruction, de quelque nature que ce soit, à l'administration fiscale sur la situation fiscale de Madame Bettencourt. Le laisser entendre constitue une insulte à mon intégrité.

4. Mon épouse n'a jamais eu connaissance d'une quelconque fraude ou évasion fiscale relative aux avoirs de Madame Bettencourt. Si tel avait été le cas, elle aurait immédiatement quitté cette société.

5. Je fais remarquer que la politique que j'ai menée de lutte contre l'évasion fiscale a été sans précédent, que j'ai doté l'administration fiscale d'outils nouveaux pour la mettre au niveau des pays les plus en pointe dans cette lutte, notamment en créant une police fiscale et un fichier des évadés fiscaux.

J'ai par ailleurs mené avec les autorités suisses des actions de négociation très difficiles pour aboutir à plus de transparence. Suite à cette action, des milliers de contrôles fiscaux ont été lancés et plusieurs milliards d'euros de capitaux frauduleusement placés à l'étranger ont été rapatriés en France. »

Le ministre reprend ici les éléments d'un communiqué de presse envoyé un peu plus tôt, dans lequel il annonce se « réserver » le droit de déposer plainte pour diffamation.

Lui répondant à son tour, Edwy Plenel affirme n'avoir « aucunement mis en cause sa probité personnelle », et cite l'ouvrage « Déontologie des fonctions publiques » du conseiller d'Etat Christian Vigouroux, paru chez Dalloz en 2006 :

« Le principe absolu est que le chargé de fonctions publiques devra éviter d'être en situation de conflits d'intérêts, c'est-à-dire en situation de choisir ou d'être soupçonné de choisir son intérêt propre, direct ou indirect plutôt que l'intérêt public qu'il est censé servir. »

Fin de la séquestration à l'usine Bobcat de Pontchâteau . (19.06)

Reuters - 18.06

Les salariés de l'usine Bobcat de Pontchâteau (Loire-Atlantique), qui séquestraient le directeur et quatre autres membres de la direction, les ont libérés vendredi en fin de journée, apprend-on de source syndicale.

Les ouvriers entendaient ainsi accélérer les négociations d'un plan social devant accompagner 130 licenciements.

Ils ont obtenu la tenue d'un comité d'entreprise extraordinaire à la sous-préfecture de Saint-Nazaire.

Le constructeur de chariots télescopiques, qui emploie 300 personnes à Pontchâteau, est confronté à une baisse de la moitié de son activité depuis décembre 2008, notamment en raison de la crise dans le secteur du bâtiment.

Les négociations butent sur le montant des indemnités de licenciement : alors que la direction propose 17.000 euros par personne et 1.000 euros par année d'ancienneté, la CFDT réclame 62.000 euros et 3.200 euros par année d'ancienneté.

Le syndicat, à l'origine d'une grève suivie depuis mercredi par "80 % du personnel", estime également que Doosan, le consortium coréen auquel appartient Bobcat, doit participer financièrement au plan social.

"La crise a quand même le dos large", estime Gérard Bourguenolle, délégué syndical CFDT (majoritaire).

"La direction veut délocaliser en République tchèque un service de recherche et développement, mais est incapable d'en démontrer le gain financier. Cela ressemble à un effet d'aubaine, avant de peut-être fermer le site", ajoute-t-il.

Bobcat dispose d'une autre usine de 300 personnes près de Lyon (Rhône), spécialisée dans les outillages pour les mines, mais qui n'est pas concernée par le plan social.

Retraites, suite (19.06)

AP - 19.06

1- Selon Le Monde.fr, le FMI estime que la réforme des retraites et celui du système de santé constituent "la pierre angulaire de la stratégie budgétaire de moyen terme" de la France.

C'est pourquoi, le gouvernement "accorde donc à juste titre une attention particulière à une réforme visant à repousser l'âge effectif de départ à la retraite", écrit le Fonds monétaire international. (leposte.fr 18.06)

2- Deux Français sur trois (66%) jugent le projet de réforme du gouvernement sur les retraites injuste dans la répartition des efforts demandés, selon un sondage TNS Sofres réalisé pour Europe 1 publié vendredi.

55% des Français estiment négatif le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans. (libération.fr et AFP 18.06)

3- Le ministre du Travail Eric Woerth a terminé vendredi ses dernières consultations avec les partenaires sociaux -boycottés par la CGT et FO- sur le projet de réforme des retraites, avant que Nicolas Sarkozy ne rende ses derniers arbitrages.

Eric Woerth a rendu compte à Nicolas Sarkozy de ces entretiens avec les partenaires sociaux lors d'une réunion de travail vendredi à l'Elysée. Selon la présidence, "les partenaires sociaux ont en particulier insisté sur la nécessité de mieux prendre en compte la pénibilité ainsi que la situation des personnes qui ont commencé à travailler avant 18 ans". Ils ont aussi soulevé "la problématique des poly-pensionnés (c'est-à-dire des assurés qui relèvent au titre de leurs droits à retraite de plusieurs régimes de base et, qui compte tenu de la diversité des règles existantes, peuvent aujourd'hui être pénalisés dans le calcul de leurs droits à retraite)", ajoute l'Elysée dans un communiqué.

Nicolas Sarkozy a donc demandé à son ministre du Travail de proposer d'ici septembre "les évolutions qui pourraient être envisagées sur tout ou partie de ces différentes questions, dans le respect de l'équilibre général de la réforme".

Eric Woerth avait rencontré la CGC puis l'UNSA vendredi matin, après avoir reçu la veille le MEDEF, la CFTC, la CFDT et l'UPA. La CGT et FO, qui estiment que le texte doit être entièrement réécrit et refusent de débattre de "telle ou telle mesure", ont boycotté ces ultimes rendez-vous.

"On a fait valoir toutes les critiques qu'on portait sur le projet, mais c'est quasiment bouclé. S'il y a une évolution, ce sera vraiment à la marge", a déploré le secrétaire général de l'UNSA, Alain Olive, vendredi à l'issue de sa rencontre avec le ministre.

"Je ne suis pas déçu par ce rendez-vous parce que pour être déçu, il aurait fallu en attendre quelque chose. On lui a dit droit dans les yeux ce qu'on pensait de son texte", a-t-il déclaré à l'Associated Press.

4- L'intersyndicale CGT, CFDT, UNSA, FSU et Solidaires appelle à des grèves et des défilés le 24 juin contre une réforme qu'elle juge "inacceptable, injuste, essentiellement à la charge des salariés, comptable et de court terme, sans réponse aux vraies questions". La CFTC appelle également à se joindre à cette journée d'action.

"Il faut créer les conditions pour la mobilisation. Il faut que nous créions l'événement le 24 juin", a déclaré le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault, vendredi sur RTL, en espérant la mobilisation de "beaucoup plus d'un million" de personnes ce jour-là.

Bernard Thibault a également appelé FO à se joindre aux manifestations, en faisant référence à la défaite de l'équipe de France de football contre le Mexique. "Il faut savoir jouer collectif sur le terrain syndical", a-t-il affirmé.

FO, qui a quitté l'intersyndicale depuis plus de quatre mois, veut en fait que les autres organisations demandent officiellement le retrait pur et simple du texte pour envisager une "démarche unitaire", que le secrétaire général de cette confédération Jean-Claude Mailly, juge "souhaitable".

FO doit réunir ses instances lundi et devrait à cette occasion prendre une position sur les manifestations du 24 juin. La confédération de M. Mailly a fait une démonstration de force le 15 juin, en organisant seule une manifestation nationale à Paris pour exiger le retrait du projet, défilé qui a réuni entre 23.000 et 70.000 personnes selon les sources. (AP 18.06)

5- Selon un courriel reçu ce matin d'un militant ou cadre du POI.

"Si je vous dis qu'il semble (on en saura plus demain) que la manifestation de FO ait fait "tourner" les appareils CGT et CFDT, qui — c'est ce que disait ce soir la télé de France 2 — appellerait le 24 juin au "retrait de la réforme" de Sarkozy, vous allez, après vérification bien sûr, répercuter cette information ? Et donc reconnaître que FO a bien fait de prendre son initiative du 15 juin ? Puisque cela va sans doute conduire les syndicats et les partis à réclamer (pour l'instant — faisons-leur confiance pour manœuvrer par la suite) le retrait, mot d'ordre que vous sembliez souhaiter un peu plus haut dans votre causerie (...)."

Pour un peu j'aurais attendu hier matin pour appeler au retrait du projet scélérat du gouvernement, alors que ce mot d'ordre figure dans le bandeau défilant en haut de l'écran depuis déjà une semaine environ... J'ai même écrit dans une précédente causerie que seuls FO et le POI étaient sur une position correcte, tout en précisant que dans les semaines précédentes, selon les lieux et les circonstances FO ne tenait pas exactement le même discours, je n'ai pas le temps de rechercher les citations.

Que la position des appareils de la CGT et de la CFDT évolue, c'est possible, que cela soit la conséquence de la manifestation parisienne de FO, cela reste à prouver, admettons-le si cela vous chante, j'aurais tendance à dire, et en admettant que Sarkozy soit obligé de reculer, cela changerait quoi à la situation politique, car c'est cela qui nous intéresse ?

Je connais déjà la réponse pour l'avoir entendu des milliers de fois dans le passé : cela démontrerait aux travailleurs qu'il est possible de faire reculer le gouvernement, cela servirait de levier pour d'autres mobilisations, etc. Pourquoi pas, mais sans perspective politique, qu'est-ce qui changera fondamentalement ? Est-ce que cela sera suffisant pour que le prolétariat renoue avec l'espoir qu'un monde meilleur est possible ? Spontanément et de lui-même il renouera avec le socialisme sans doute, ben voyons ! Est-ce qu'on aura fait un pas vers notre objectif qui demeure la prise du pouvoir par le prolétariat ou devons-nous nous contenter de continuer de vivre sous un régime capitaliste ? Si le capitalisme a la capacité de satisfaire nos revendications, pourquoi devrions-nous envisager de l'abolir, franchement ? Dites-nous en quoi cela aidera la classe ouvrière à rompre avec le capitalisme et les institutions ? Car il est là et nulle part ailleurs le problème que nous devons résoudre au lieu de se contenter de contribuer à améliorer ses conditions d'existence comme s'y sont employés minutieusement et hypocritement tous les partis depuis plus de 60 ans, où est le combat pour le socialisme dans tout cela ?

A de multiples reprises au cours des 60 dernières années les appareils ont été amenés à prendre des positions correctes sur des revendications alimentaires, sous la pression des masses et des militants on est bien d'accord, il ne s'agit pas de le nier, mais dites-moi, est-ce que c'est le seul objectif d'un parti ouvrier ? Chacun sait ou devrait savoir plutôt, que tout combat syndical ou politique qui ne s'inscrit pas dans la perspective d'en finir avec le capitalisme se traduit par la subordination des masses au capitalisme, cela fait un siècle qu'on en fait l'amère expérience. Dites-nous en quoi le combat actuel tel qu'il est mené par les syndicats et les partis y compris le POI pour défendre les retraites se situe dans une autre perspective ?

Aujourd'hui c'est un journal bourgeois, Le Point, qui ose titrer en couverture à propos de Sarkozy Est-il si nul ? Demain si on le chasse du pouvoir, on pourra peut-être affirmer que ce n'est pas la majorité de la population qui l'a viré mais ses mentors, pour reprendre votre formule, non ? Après tout, on pourrait penser que tous les partis y compris le POI s'emploient consciencieusement à faire oublier aux travailleurs que Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires et illégitimes, puisque pas un n'ose en faire l'axe de son combat politique.

N'était-il pas possible pour un parti politique de combiner le combat pour la défense des retraites avec le combat pour chasser Sarkozy, pour un gouvernement ouvrier ? Cela fait deux décennies qu'ils nous reprennent de la main droite ce qu'ils ont dû nous céder de l'autre main, ce qui permettait d'expliquer aux travailleurs faits à l'appui qu'il ne suffit pas de combattre pour des revendications économiques ou sociales immédiates, mais qu'il fallait continuer le combat dans la perspective d'un Etat ouvrier (donc s'organiser et construire le parti) pour éviter d'affronter une terrible régression sociale dans un avenir proche, c'était la vérité, pourquoi ne pas leur dire aujourd'hui alors que tous nos droits sont systématiquement remis en cause ? Est-ce ainsi que vous pensez les préparer dans les meilleures conditions aux combats décisifs de demain ? Autant dire qu'ils seront totalement désarmés politiquement et théoriquement ce jour-là et que l'on court tout droit à la défaite. (A suivre)

Régularisation des travailleurs sans-papiers: le gouvernement reconnaît la nécessité d'"ajustements". (20.06)

AP - 19.06

Le ministère de l'Immigration a reconnu vendredi la nécessité de procéder à des "ajustements techniques" sur la régularisation des travailleurs sans-papiers, à l'occasion d'une nouvelle rencontre avec les syndicats impliqués dans le dossier. Pour Francine Blanche de la CGT, il s'agit d'un "grand pas".

Selon un communiqué diffusé par les services d'Eric Besson, "l'échange autour des bilans respectivement établis a permis de détecter des difficultés d'application de la circulaire" du 24 novembre 2009 relative à l'admission exceptionnelle au séjour, au titre du travail, et de "déterminer les ajustements techniques nécessaires".

Ces "ajustements permettront" de "traiter dans de meilleurs délais chacun des dossiers présentés", de "mieux tenir compte des spécificités de certains secteurs professionnels (intérim, nettoyage et aide à la personne)", précise le ministère.

Ils permettront aussi, selon lui, "dans les mêmes secteurs, de prendre en considération les contrats à venir avec plusieurs employeurs pour atteindre une durée mensuelle de travail garantissant une rémunération au moins égale au SMIC".

Un groupe de travail piloté par le ministère de l'Immigration, et associant le ministère en charge du Travail, "sera mis en place pour suivre au minimum trimestriellement la mise en oeuvre de ces ajustements", souligne le communiqué.

"Pour nous, syndicats, le plus important, c'est qu'enfin ces salariés vont pouvoir conquérir des droits", a déclaré Francine Blanche, qui a mené les discussions pour la CGT. "C'est franchement bon pour tous les salariés de France, qu'ils soient sans-papiers, ou avec papiers parce que ça va permettre de remonter un petit peu" les "conditions de travail".

"C'est ça qui est un grand pas", "on reconnaît enfin ces salariés sans-papiers avant tout comme des salariés", a poursuivi Francine Blanche dont les propos ont été diffusés samedi par France Info. "Il faut enfin qu'ils aient leurs droits reconnus", a-t-elle ajouté, observant qu'ils rendent service en définitive à l'économie nationale depuis souvent bien longtemps".

Vendredi, une délégation intersyndicale comprenant des représentants de la CGT, de la CFDT, de la FSU, de SOLIDAIRES et de l'UNSA, a été reçue au ministère de l'Immigration, pour des discussions auxquelles le ministère en charge du travail a été associé.

Le ministère de l'Immigration souhaitait "disposer, après six mois d'application, d'une évaluation, conduite en liaison avec les préfetures, de la circulaire du 24 novembre 2009" relative à l'admission exceptionnelle au séjour, au titre du travail. Cette procédure concerne les "demandes présentées par des ressortissants étrangers faisant notamment valoir l'exercice d'une activité professionnelle antérieure et à venir dans un métier qui souffre de difficultés manifestes de recrutement".

Le ministère a suggéré aux organisations syndicales impliquées dans ce dossier, de lui transmettre leur "propre évaluation".

Très forte augmentation du nombre de coupures de gaz pour impayés. (21.06)

Libération.fr et AFP - 21.06

Quelques 300.000 consommateurs pourraient être privés de gaz cette année pour cause d'impayés, soit 30 fois plus qu'en 2008, a indiqué lundi à l'AFP la société GrDF qui gère le réseau de distribution de gaz naturel.

«Le nombre de procédures de coupures devrait passer de 10.000 en 2008 à 300.000 en 2010 selon les prévisions», a expliqué une porte-parole de GrDF, confirmant des informations du Parisien.

GrDF réalise ces coupures à la demande de GDF Suez (ex Gaz de France) ou des autres fournisseurs de gaz naturel tels qu'EDF, Altergaz, Poweo... «Entre le 1er janvier et le 31 mai 2010, il y a eu 110.000 procédures de coupures. Sur la base de ces chiffres, les fournisseurs de gaz naturel annoncent 300.000 demandes de coupures cette année», a précisé la porte-parole de GrDF.

Pour réaliser ces coupures, GrDF envoie un agent chez le consommateur et facture ensuite cette opération au fournisseur de gaz, qui peut alors décider de le répercuter sur le consommateur.

«Pour les personnes en difficulté, 80% de la facture est prise en charge», a précisé la porte-parole de GrDF.

Pour tenir compte de la forte augmentation du nombre de demandes de coupures, GrDF a décidé d'augmenter le tarif des coupures en le faisant passer de 51 euros à 88 euros.

«Il s'agit de redonner un caractère exceptionnel et ultime à cette procédure, en le facturant à son coût réel au fournisseur de gaz naturel», a expliqué la porte-parole de GrDF.

Interrogé, le groupe GDF Suez, qui fournit 94% des 10,8 millions de clients résidentiels en France, n'avait pas réagi lundi en fin d'après-midi.

Retraites, suite (22.06)

AP, Reuters et Libération.fr - 21.06

1- La CGT avait recensé, en date de lundi matin, 144 manifestations et rassemblements d'ores et déjà prévus dans toute la France jeudi contre la réforme des retraites.

Sur son site internet, la CGT soulignait que cette liste était "non-exhaustive", puisque les initiatives prévues dans 23 départements n'avaient pas encore été comptabilisées. Cette liste est actualisée au jour le jour. (AP 21.06)

2- Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a tablé lundi sur «une très grosse manifestation» lors de la journée de mobilisation de jeudi contre la réforme des retraites, ajoutant que de récents propos du ministre du Travail Eric Woerth «motivent» aussi pour manifester.

Il demande que «le gouvernement réécrive cette réforme, fasse une réforme plus juste parce que ce n'est pas un problème démographique mais les effets de la crise» qui ont creusé le déficit.

«Il faut faire une réforme, tout le monde en est convaincu maintenant, sur des choix autour de 60 ans qui tiennent compte des inégalités, notamment pour ceux qui ont commencé à travailler jeunes», a ajouté le dirigeant cégétiste. (libération.fr 21.06)

3- Force ouvrière ne se joindra pas nationalement à la journée de grèves et de manifestations du 24 juin en France.

En revanche, les adhérents de FO pourront participer à la mobilisation de jeudi dans les régions où les autres syndicats réclament clairement le retrait du projet, a-t-on précisé lundi à la direction du syndicat.

Jean-Claude Mailly sur France info a répété que son organisation souhaitait "une vraie unité d'action au mois de septembre".

Pour FO, "le mot d'ordre de retrait du projet gouvernemental permet de rassembler clairement les salariés et de solidifier une action commune".

Il n'avait pas exclu la semaine dernière de rejoindre l'intersyndicale pour la journée de jeudi en raison du caractère "injuste" de la réforme présentée par le gouvernement.

Le texte de la commission exécutive réunie lundi n'envisage toutefois pas cette éventualité, mais laisse une porte ouverte.

FO participera à la réunion intersyndicale (CGT, CFDT, FSU, Solidaires, Unsa) prévue le 29 juin pour décider d'éventuelles nouvelles actions pendant l'été et à la rentrée. (Reuters et AP 21.06)

4- Eh non, "la manifestation de FO (n'a pas) fait "tourner" les appareils CGT et CFDT" ! (lire l'article Retraites d'hier dans la page Info sociale)

Complètement obnubilés par les appareils, au POI ils en oublient tout le reste apparemment, y compris le plus élémentaire que l'on a sous les yeux quotidiennement.

Mainenant, que disent Thibault et Chérèque ? Qu'ils s'attendent à une mobilisation monstre le 24 juin. Faut-il les croire ? Bien sûr que non. Mais alors pourquoi de telles déclarations ? Qu'est-ce qu'ils ont manigancé au juste ?

Facile à comprendre.

- Les dirigeants syndicaux ont commencé par temporiser pendant des mois avant de feindre de s'attaquer au projet du gouvernement dont tout le monde connaissait le contenu dès le départ ou tout du moins l'orientation, sauf eux, en participant à une multitude de réunions avec des représentants du gouvernement et du patronat, histoire de légitimer à la fois une "réforme" qu'ils appellent également de leurs vœux et le gouvernement minoritaire dans le pays,

- Pour mieux embrouiller les esprits ils ont repris à leur compte la terminologie du gouvernement allant jusqu'à réclamer de sa part qu'il fasse preuve d'"équité", ce en quoi il leur fut répondu que cela allait de soi, donnant ainsi l'impression aux travailleurs qu'une véritable négociation était possible et allait avoir lieu, alors qu'en réalité il n'y avait rien à négocier et qu'une complicité active entre eux se mettait en place pour porter un nouveau coup à nos retraites,

- Ensuite, ils ont organisé des journées d'action de division dans le but de briser dans l'oeuf toute idée de mobilisation massive de la part du prolétariat, la CGT a été jusqu'à faire signer une pétition qui n'a même pas recueilli un nombre de signatures équivalent à son nombre de syndiqués,

- Vint ensuite le congrès de la CFDT, qui en se prononçant majoritairement pour l'allongement de la durée de cotisation s'est rangée ouvertement au côté du gouvernement, sans que la CGT et les autres syndicats présents dans l'intersyndicale à l'exception de FO (et de la CGC favorable au projet du gouvernement) ne rompent avec la CFDT, autrement dit en introduisant un élément de division au sein des syndicats, il faudrait dire de capitulation. Tous les syndicats composant cette intersyndicale ont considéré leur position respective compatible avec celle de la CFDT, mais incompatible avec celle de FO qui réclame le retrait du projet du gouvernement, ce qui permet de cerner clairement sur quelle base et dans quelle perspective cette intersyndicale s'est constituée : la capitulation devant le gouvernement et le patronat,

- Une fois publié le projet du gouvernement, les dirigeants syndicaux se sont empressés de déclarer qu'il s'agissait d'une "provocation", qu'il était "inacceptable" ou "injuste", notez au passage que c'est du même tonneau que le soi-disant "piège" qu'il leur aurait été tendu par le gouvernement, l'opération consistant à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, à sauver les apparences et à se faire passer pour de farouches opposants au gouvernement, alors qu'en réalité ils jouent dans le même camp, pour immédiatement après affirmer sans appeler au retrait pur et simple du projet du gouvernement à l'exception de FO, ce qu'un tract de la CGT que j'ai reçu hier résume bien : "la CGT ne pourra pas grand chose si les salariés ne s'engagent pas pour leur avenir et s'ils regardent passer le train de mesures promises par le gouvernement", les dirigeants syndicaux estimant de leur côté avoir rempli leur mandat (lequel est une autre histoire) donc personne ne

pourra rien leur reprocher, les travailleurs ont le gouvernement qu'ils méritent,

- Ce qui permet d'enchaîner et de conclure ce scénario savamment orchestré par leur appel à une mobilisation le 24 juin qui devrait dépasser "le million" à les entendre, car évidemment ils n'y croient pas un seul instant, en tout cas ils ne le souhaitent pas, et pour cause, cet appel arrive en pleine période d'examens scolaires, à la veille du mois de juillet propice aux vacances, les travailleurs ayant déjà la tête ailleurs, ce qui peut se comprendre pour peu qu'on se mette un instant dans leur peau, mieux encore, après avoir annoncé que la partie n'était pas finie et qu'elle se poursuivrait tout au long des mois de juillet et août, et que c'était en septembre que les choses sérieuses commenceraient vraiment.

Bref, d'un côté ils prétendent faire du 24 un succès, et de l'autre ils auront tout fait pour que ce soit un échec ou que cette journée d'action ne serve strictement à rien, comme les précédentes. Quelles en seront les conséquences ?

1- Ainsi ceux, travailleurs ou militants qui pensaient à la suite des dernières déclarations du gouvernement qu'il ne reculera pas, pourront se dire qu'ils avaient eu raison de le penser, et leur idée que finalement il était impossible de s'opposer au plan scélérat du gouvernement en sortira confortée,

2- A l'étape suivante sur la base de ce constat, les dirigeants syndicaux estimeront légitimes de poursuivre les discussions (la collaboration de classe) avec le gouvernement afin de parvenir à une "réforme plus juste", puisqu'il n'existait pas un "rapport de forces" qui permettrait d'arriver à un autre résultat et la boucle sera bouclée.

Vous aurez remarqué au passage que les dirigeants syndicaux et des partis ouvriers auront employé toute la panoplie du parfait opportuniste, du "piège" au "rapport de forces" qu'il faudrait créer en passant par le "front unique" contrôlé par les appareils au service du capital, tout en tentant de contrer les arguments du gouvernement (ou du COR) en demeurant sur son terrain, puisqu'ils avaient décidé une fois pour toute qu'il serait déplacé de défendre notre droit à la retraite dans une autre perspective que le régime capitaliste et ses institutions politiques. Cela en dit long sur leur conception du combat pour l'émancipation du capital et pour le socialisme...

Si je peux me permettre une réflexion qui tranche avec l'optimisme ou le pessimisme des uns et des autres. C'était se leurrer ou faire preuve encore une fois d'opportunisme dès le départ de penser que Sarkozy pourrait retirer son projet, à mon avis il est prêt à aller jusqu'à l'affrontement direct (physique) avec le prolétariat pour le faire passer, il ne peut pas se permettre un échec sur cette question précise, personne dans son camp ne l'accepterait que ce soit à l'UMP, au Medef ou les autres gouvernements de l'UE qui sont confrontés à la même situation face à leur prolétariat respectif, sans oublier le FMI, l'OCDE, la Banque Mondiale ou encore les agences de notation ou la Bourse.

Cela démontre clairement aux militants (politiques, oh le vilain mot !), qui dans leur immense majorité ne l'ont pas encore compris, qu'il était parfaitement inutile (nuisible) de refuser d'associer au combat pour défendre nos retraites le combat pour chasser Sarkozy et en finir avec les institutions, au nom du sacro-saint front unique notez-le bien, qu'en refusant d'axer notre combat dans cette perspective on s'est privé d'une occasion de proposer aux travailleurs une issue politique sans laquelle tout nos combats se terminent infailliblement dans une impasse ou par un échec.

Vous pensiez sans doute qu'en s'interdisant de proposer une perspective politique à laquelle la plupart des militants ne sont pas prêts à s'associer vous obtiendriez un meilleur résultat, dites-vous bien qu'à force de se déculotter on finit tout nu ou mort politiquement, c'est assurément le meilleur moyen de tout perdre à l'arrivée. Voilà en une phrase résumé l'histoire du mouvement ouvrier au cours du XXe siècle en France. Et il faudrait s'interdire d'y réfléchir ?

Quand bien même sauverions-nous le régime actuel des retraites qui est très loin d'être satisfaisant, il favorise notamment l'aristocratie ouvrière qui soutient le régime, la vie continuerait comme avant avec son lot de souffrances quotidiennes pour des millions de travailleurs dont personne n'a jamais rien eu à foutre en vérité, tandis qu'on n'aurait pas fait le moindre pas en avant vers notre objectif (la prise du pouvoir), puisque sans une perspective politique révolutionnaire il sera impossible de construire le parti indispensable pour vaincre notre ennemi, vous pourrez vous satisfaire de l'illusion qui consiste à recruter des travailleurs inféodés au capitalisme au cours d'une bataille et qui s'avaporeront dans la nature au fil du temps, mais pas davantage. (A suivre)

Retraites, suite (23.06)

Lepoint.fr, Reuters, AFP et TF1 news - 22.06

1- Thibault à la manoeuvre.

Quand Thibault explique que l'objectif de la journée du 24 n'est pas d'obtenir le retrait du projet du gouvernement puisqu'il prévoit déjà non pas la suite le 25 juin... mais à la "rentrée". (Lepoint.fr 22.06)

"La rentrée va dépendre de la manière dont le chef de l'Etat va entendre ou ne pas entendre les protestations des salariés", a estimé M.

Thibault, rappelant l'importance de la journée d'action syndicale du 24 juin, qui devrait être "une très grosse journée".

"On va occuper le terrain sur les lieux de vacances, on va aller voir les salariés dans les entreprises, on va sortir un matériel (d'information) à plusieurs millions d'exemplaires, on va décortiquer le projet de loi pour ceux qui n'auraient pas encore compris tous les mécanismes", a-t-il par ailleurs indiqué. (id)

Il doit prendre pour argent comptant le dernier sondage de l'Ifop, donc de Parisot et du Medef, selon lequel une majorité de "Français" sont favorables au 62 ans. Normal, le Medef est son partenaire favori avec la CFDT !

2- Un sondage de trop.

Titre d'un article d'hier du Figaro.fr : Les Français acceptent la retraite à 62 ans.

Cherchez l'erreur, pas difficile, le sondage a été réalisé par l'Ifop détenu majoritairement par Parisot qui est également à la tête du Medef ! Pas étonnant qu'il paraisse deux jours avant la journée de mobilisation du 24. Le patronat et le gouvernement craindraient-il que le prolétariat se mobilise en masse bien que les dirigeants syndicaux ont tout fait pour que cela ne se produise pas ?

Et le choniqueur de la feuille de chou du capital d'enchaîner : "il n'y a pas de «tabou» des 60 ans. C'est le principal enseignement du sondage Ifop que nous publions".

Le Medef regrette que les dirigeants syndicaux n'aient pas été plus loin dans leur soutien au projet du gouvernement. C'est ce qu'on peut déduire de la réponse à une autre question posée lors du même sondage qui fait apparaître que "70% des sondés pensent que le gouvernement n'est pas "ouvert au dialogue"" (Reuters 22.06), la stratégie du gouvernement et du Medef reposant sur le "dialogue social", la collaboration de classe avec les dirigeants syndicaux.

En fait, la plupart de ces "sondés" ont dû vouloir dire qu'ils étaient favorables à un dialogue avec le gouvernement à partir du moment où il prendrait réellement en compte leurs besoins en matière de retraite, mais là ils se mettent le doigt dans l'oeil, comme quoi ils sont encore solidement amarrés aux institutions. Question : un parti dit ouvrier ne devrait-il pas s'employer à faire en sorte qu'ils s'en détachent ou envisagent de rompre avec la Ve République ? Au lieu de cela ils font exactement l'inverse.

3- La mobilisation en marche.

Près de 200 manifestations sont attendues jeudi dans toute la France contre la réforme des retraites, selon la CGT. Mardi, la confédération comptabilisait précisément 198 défilés et rassemblements annoncés, une liste qui pourrait encore s'allonger jusqu'à jeudi.

Outre les manifestations, plusieurs centaines d'arrêts de travail sont également annoncés dans de très nombreux secteurs -publics et privés- notamment dans les transports (SNCF, RATP, réseaux urbains de province, Air France), dans l'ensemble de la Fonction publique en particulier l'Education nationale, à EDF et GDF, France Télécom/Orange, La Poste, Airbus, dans la chimie, le commerce, les ports et docks, à France Télévisions ou encore dans les hôpitaux. (AP 22.06)

4- Un plébiscite pour la grève.

A deux jours de la date prévue pour la journée de mobilisation contre la réforme des retraites, la grève dispose d'un large soutien au sein de la population, selon un sondage BVA paru mardi dans Les Echos.

Les sondés sont 64% à la trouver justifiée, dont 30% qui jugent l'appel à manifester de cinq syndicats "tout à fait justifié". Les actifs sont ceux qui soutiennent le plus la journée de grève (70% pour les 25-64 ans), tandis que chez les Français de 65 ans et plus, moins d'un sur deux est favorable à cette action.

Toujours selon cette enquête, 42% des personnes interrogées jugent la politique économique du gouvernement "plutôt mauvaise" et 25% "très mauvaise". Les personnes le plus opposées à cette politique se trouvent parmi les plus bas revenus (74%) et les salariés du public (76%). (TF1 news 22.06)

On comprend les inquiétudes de Parisot et de Sarkozy.

5- Même position de Lutte de classe que lors de la précédente journée d'action.

On peut participer aux manifestations de demain sur notre propre mot d'ordre : grève générale illimitée jusqu'au retrait du projet de loi du gouvernement, incluant la nécessité de renverser le régime et les institutions, etc. Vous avez le droit d'ajouter en direction des fonctionnaires : A bas l'Etat des capitalistes...

Et si vous n'intervenez que sur le plan syndical, vous remplacerez les institutions par la nécessité d'exproprier les capitalistes, les 383 100 millionnaires en euros...

Quelque 45.000 emplois menacés en 2010 dans les travaux publics. (23.06)

Reuters - 22.06

La Fédération nationale des travaux publics (FNTP) revoit en baisse sa prévision de chiffre d'affaires du secteur en 2010 et prévient que 45.000 emplois sont menacés d'ici la fin de l'année.

La FNTP, qui représente 8.000 entreprises et 300.000 salariés, table désormais sur une baisse de 3% du chiffre d'affaires du secteur sur l'ensemble de 2010, alors qu'elle l'attendait jusqu'ici stable autour des 38 milliards d'euros estimés pour 2009.

"(Nous avons) chiffré l'écart entre l'évolution du chiffre d'affaires et l'évolution de l'emploi", a déclaré le président de la fédération, Patrick Bernasconi, au cours d'une conférence de presse. "A productivité constante, il y a actuellement un sureffectif de 45.000 emplois."

"En l'absence totale de visibilité pour l'activité des travaux publics dans les 18 mois qui viennent (...) ma responsabilité, si rien ne change, sera d'engager les entreprises à anticiper une réduction de leur activité en procédant aux ajustements nécessaires dans la perspective de sauvegarder à moyen terme leur entreprise", a-t-il ajouté.

L'an dernier, le secteur des travaux publics a supprimé 4.000 emplois salariés et 9.000 postes d'intérimaires. Au total, la baisse du chiffre d'affaires atteindrait 15% sur les trois années 2008-2009-2010.

Patrick Bernasconi a insisté sur les inconnues qui demeurent concernant le financement de plusieurs grands travaux en raison des économies budgétaires et a appelé l'Etat à donner davantage de visibilité au secteur.

La profession souffre aussi de l'attentisme des collectivités locales sous l'effet conjugué des élections régionales de mars dernier et des inquiétudes soulevées par la réforme de la taxe professionnelle.

Les collectivités locales pèsent pour moitié dans le chiffre d'affaires du secteur des travaux publics.

Côté bâtiment, les pronostics 2010 sont du même ordre de grandeur. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB), estime que le volume d'activité dans son secteur devrait baisser de 3% en 2010, après une contraction de 8% en 2009.

Il craint aussi qu'après avoir tenté de limiter au maximum les suppressions d'emplois l'an dernier, ressorties malgré tout à 50.000 sur un effectif de 1,3 million, le bâtiment ne puisse échapper cette année à une correction.

"On annonce une baisse de 30.000 emplois en moins en 2010", a-t-il indiqué lundi dans un entretien téléphonique à Reuters. "Mais ce chiffre peut être augmenté s'il y a un rattrapage du décalage qui vient de se produire entre une baisse de la demande forte et un maintien global de l'effectif."

Des centaines de milliers de personnes défilent contre la réforme des retraites. (25.06)

LePoint.fr - 24.06

Des manifestations contre la réforme des retraites se sont déroulées dans toute la France, jeudi. Entre 797.000 personnes, selon le ministère de l'Intérieur, et 1,9 million, selon la CGT, ont défilé dans les rues à l'appel des syndicats. Tour d'horizon des mobilisations sur tout le territoire.

Paris

Dans la capitale, quelque 130.000 manifestants, selon la CGT, 47.000 selon la police, défilaient jeudi contre le projet de loi de réforme des retraites. Ils étaient 90.000 d'après le syndicat, et 22.000 selon la police lors de la dernière journée d'action, le 27 mai.

Dans le Sud-Est :

À Marseille, où la mobilisation est traditionnellement forte, un cortège a rassemblé 120.000 personnes selon les syndicats, 14.500 selon la police, néanmoins plus imposant que le 27 mai. Le cortège, au milieu duquel résonnaient des explosions de pétards et le son de quelques vuvuzelas, était largement dominé par la CGT et le secteur public. Parmi les entreprises privées représentées défilaient notamment des salariés du Printemps, d'ONET, de Renault, d'Unilever et de Panzani.

À Montpellier, environ 20.000 personnes selon les organisateurs et 13.500 selon la police ont manifesté contre le projet de loi sur les retraites. Un autre rassemblement a eu lieu dans le département de l'Hérault, à Béziers, où les manifestants étaient 5.000 selon les organisateurs et 2.000 selon la police.

À Arles, la police a dénombré 1.500 personnes, dans une ville où les manifestations rassemblent en général jusqu'à 600 personnes. Le cortège niçois, quasiment identique à celui du 27 mai, a rassemblé entre 10.000 et 5.200 personnes. À Toulon, le rassemblement, qui a été plus important que celui du 27 mai, a réuni entre 16.000 et 6.800 manifestants. De nombreux retraités étaient présents dans le cortège à Avignon, qui comptait entre 15.000 et 6.000 personnes.

Dans le Sud-Ouest :

À Bordeaux, entre 25.000 personnes (police) et 70.000 (syndicats) ont participé à la manifestation, nettement plus que le 27 mai dernier.

À Toulouse, près de deux fois plus de gens, entre 60.000 et 19.000 personnes, sont descendus dans les rues sous un soleil de plomb et au son des vuvuzelas.

À Tarbes, 45.000 habitants, où la mobilisation est traditionnellement forte, entre 20.000 et 14.000 manifestants ont défilé. Selon les syndicats, il s'agit de la plus forte mobilisation depuis 2003, déjà pour les retraites.

Dans les plus petites villes, les gens se sont également plus fortement mobilisés: à Albi, le cortège a rassemblé entre 15.000 et 5.000 personnes, à Agen, entre 5.200 et 4.100, avec beaucoup de salariés de la fonction publique, mais aussi du privé comme BMF Upsa avec des militants FO.

À Montauban, la mobilisation a atteint 4.000 personnes (2.700), tandis qu'à Rodez, les manifestants contre le projet gouvernemental sur les retraites étaient entre 6.000 et 3.700 personnes.

Dans l'Ouest et le Centre :

La mobilisation est plus importante jeudi dans le Centre et dans l'Ouest que lors des journées d'actions précédentes, parfois proche de celle enregistrée lors des grandes manifestations intersyndicales de l'hiver 2009. Dans les Côtes-d'Armor notamment, département à dominante rurale, mais à forte tradition sociale, la mobilisation s'est avérée "historique", selon police et syndicats. La CGT a cependant accusé les services de l'État de sous-estimer fortement la participation dans la préfecture, Saint-Brieuc : 30.000 selon les syndicats, trois fois moins selon la police. "C'est plus que pour le CPE (contrat première embauche) et plus que pour les manifs de 1995", s'est félicité Jean-Edmond Coitrieux, secrétaire départemental de la CGT. Les manifestants étaient selon lui 6.000 à Lannion (3.000 selon la police), 3.000 à Guingamp (1.600 selon la police) et 2.500 à Dinan (1.900 selon la police), cette dernière ville se mobilisant généralement assez peu.

À Nantes, ils étaient entre 26.000 et 40.000 dans la rue, nettement plus que le 27 mai (9.500 selon la police, 25.000 selon les syndicats), mais sans atteindre le niveau des grandes manifestations de 2009 (42.000 selon la police le 19 mars 2009). Au Mans, les manifestants étaient 10.500, selon la préfecture, et 40.000, selon les syndicats, soit le double du défilé de mai, et un niveau qui se rapproche des défilés de 2009 (13.000 selon la police le 19 mars 2009). Au Havre, la police a comptabilisé 10.000 manifestants et les syndicats 20.000 (contre 12.000 et 35.000 le 19 mars 2009). À Rouen, la police donnait 21.000 manifestants ce jeudi, contre 40.000 selon les organisateurs. Le 19 mars 2009, la police avait signalé 23.000 manifestants.

À Angers, c'était le défilé le plus important depuis celui du 29 janvier 2009, avec 10.000 manifestants selon la police, 12.500 selon les organisateurs. Parmi les banderoles visibles dans le défilé, on pouvait lire : "Un retraité en bonne santé, c'est légitime, c'est pas volé", "Il y a de l'argent pour les banquiers, il en faut pour les retraités". À Tours (8.000 selon la police, 12.000 selon les syndicats), on pouvait lire, "La Rolex à 50 ans, la retraite à 60 ans", au Mans, "Pour vos retraites, faites comme moi : planquez vos milliards aux Seychelles ou en Suisse, c'est net d'impôts", avec en "signature : Liliane B., conseillée par Éric W.". À Rennes (13.500 manifestants selon la police, 35.000 selon les organisateurs), on pouvait lire "Métro, boulot, caveau". À Rouen, les manifestants s'interrogeaient : "Sarko, le déambulateur est-il fourni avec la réforme ?" ou encore "Halte au fascisme financier".

Dans l'Est :

À Strasbourg, entre 10.000 et 6.400 manifestants ont défilé. "Travailler plus pour gagner plus, Vuvuzetes bien foutu de nous", pouvait-on lire sur des banderoles de l'Unsa alors que de nombreux syndicalistes s'époumonaient dans des vuvuzelas. Certains novices semblaient toutefois avoir quelques difficultés à faire sortir des sons de ces longues trompettes sud-africaines en vogue depuis le début de la Coupe du

monde de football. "Du repos pour les seniors, du boulot pour les juniors", affichaient d'autres banderoles pour poursuivre dans la métaphore footballistique alors que certains s'interrogeaient : "À quand la retraite pour nos ministres ?"

À Nancy, deux fois plus de manifestants que pour la journée du 27 mai ont défilé (entre 20.000 et 9.500). À Metz, entre 10.000 et 6.000 manifestants ont battu le pavé, dont beaucoup de salariés du secteur privé, notamment des délégations d'ArcelorMittal et de Peugeot. Non loin à Thionville, ils étaient entre 5.000 et 2.700.

À Besançon, derrière une banderole affirmant "Nous ne paierons pas leurs crimes et nous ne travaillerons pas plus longtemps", ils étaient entre 8.000 et 5.500 manifestants, tandis qu'à Vesoul, entre 3.500 et 3.200 personnes s'étaient rassemblées.

Dans le Nord :

La participation aux différentes manifestations a été bien plus importante que le 27 mai, multipliée presque par deux en moyenne selon les chiffres de la police, et encore davantage selon les syndicats. À Lille, entre 30.000 et 10.000 personnes ont manifesté, notamment de nombreux cheminots, enseignants ou agents de La Poste et des hôpitaux en tête du cortège. De nombreux salariés du privé avaient répondu à l'appel des syndicats, à l'image des ouvriers de Saint-Gobain, Bridgestone ou des Verreries d'Aniche (Nord), mobilisés sur la pénibilité de leur activité.

Trois fois plus de personnes se sont mobilisées à Reims (9.000/6.000) et deux fois plus à Charleville-Mézières (5.000/4.000). À Boulogne-sur-Mer, entre 8.000/10.000 et 4.000 personnes ont défilé : des salariés du public, mais aussi du secteur privé, représentés par des employés d'Arc International, spécialiste des arts de la table, étaient présents dans le cortège.

Dans les DOM:

À la Réunion, entre 4.000 et 3.000 manifestants ont défilé.

Portrait. Dominique Strauss-Kahn est-il de droite ? (25.06)

Lexpress.fr - 24.06

Il est le champion des sondages, mais les socialistes s'en méfient dès qu'il agit comme patron du FMI ou qu'il s'exprime sur les retraites. Un jour peut-être Dominique Strauss-Kahn voudra rassembler les Français. Aujourd'hui, il divise la gauche. Enquête sur son parcours, ses théories et sa pratique.

Des notes, Michel Pébereau, haut fonctionnaire au Trésor au début des années 1980, en a reçu des fournées. Trente ans plus tard, le président de BNP Paribas n'a pas oublié celle-ci, datée de fin 1981. Son contenu - les menaces que la démographie fait peser sur les régimes de retraite - témoigne d'une insolite lucidité, mais ce sont ses auteurs qui ont marqué le banquier: Denis Kessler et Dominique Strauss-Kahn. L'un fut son stagiaire au Trésor, l'autre, son élève à Sciences po.

S'il était resté ce qu'il devenait alors, Strauss-Kahn serait aujourd'hui un spécialiste mondial de l'épargne et du patrimoine, consacré, peut-être, par un prix Nobel - le rêve perlé de sa vie - comme le fut ce Franco Modigliani, dont il a longuement étudié les travaux. Mais qui connaît M. Modigliani, l'économiste, pas le peintre?

D'autres sirènes ont attiré l'universitaire, qui en font désormais un candidat possible à l'élection présidentielle, un sigle - DSK - et une cible. La petite phrase prononcée le 20 mai sur France 2 par le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) - sur la retraite à 60 ans, "je ne pense pas qu'il faille avoir de dogme" - a nourri son procès en droitisme. Face à Pierre Moscovici, Jean-Luc Mélenchon n'ose pas s'attaquer à celui qui fut, comme lui, ministre du gouvernement Jospin, mais disqualifie le patron du Fonds et sa politique de droite.

Chauve-souris du bestiaire français, DSK occupe une place difficile à assumer en France. Social-libéral pour ceux qui le détestent, social-démocrate pour ceux qui le soutiennent.

Tenant d'une "social-démocratie rénovée"

Gilles Finchelstein, directeur général de la fondation Jean-Jaurès, fait partie de la seconde catégorie. "Dominique Strauss-Kahn est le tenant d'une social-démocratie rénovée. Il remonte aux socialistes du XIXe siècle pour dire qu'il faut d'abord combattre les inégalités au moment où elles se forment et non pas seulement après qu'elles se sont formées", nous dit-il.

L'économiste Daniel Cohen, proche de DSK, le classe "clairement à gauche parce qu'il croit au rôle de l'Etat. Une attitude qui reste un marqueur, même si la droite est capable de pragmatisme."

Autre ami économiste, Jean Pisani-Ferry, directeur du think tank Bruegel, nuance: "Dans le contexte international, le keynésianisme de DSK et son rejet des dogmes libéraux le classent à gauche. Dans le contexte français, c'est plus compliqué puisque la droite est également keynésienne et interventionniste. Toutefois, ses références, ses prises de position en matière sociale, ses choix parfois hétérodoxes, comme les emplois-jeunes ou la CSG, sont clairement de gauche."

C'est le problème et la chance de DSK: il ne se démarque pas vraiment d'une droite française plutôt dirigiste et régulatrice. Mais il séduit aussi une partie de ses électeurs.

A HEC, il sèche le cours de marketing pour "incompatibilité idéologique"

Ses convictions, DSK les a forgées le long d'un parcours intellectuel qui en fait un composite plus qu'un monolithe. Son intelligence est de celles que les concepts et les maths font jubiler. Jean-Marie Le Guen, député PS et strauss-kahnien fidèle, souligne sa manière "d'aller chercher les savoirs authentiques sans se contenter de la note de l'énarque". François Villeroy de Galhau, directeur de cabinet de Strauss-Kahn à Bercy (1997-1999), confirme: "Il veut toujours savoir comment ça marche. Il démonte le réveil, pour inventer ensuite la meilleure des manières de le remonter."

Ce curieux fut un client précoce des nouvelles technologies. Villeroy se rappelle cette réunion, au rez-de-chaussée de Matignon, où de son BlackBerry - ce smartphone faisait son apparition - DSK avait envoyé une note à la secrétaire de Lionel Jospin, au premier étage. Celle-ci l'avait imprimée et remise au chef du gouvernement, durant cette même réunion. Une performance!

De son père, Gilbert, membre du Grand Orient - lui-même refusa d'y entrer - DSK a épousé la passion pour la raison et l'humanisme de gauche. Un penchant renforcé par l'influence de son mentor en politique, Jean Pronteau, lui aussi franc-maçon.

Il a hérité les valeurs francs-maçonniques de son père

Docteur en économie, agrégé en sciences économiques, diplômé d'HEC, en droit, en sciences politiques, en administration publique, en statistiques, Strauss-Kahn, boulimique d'études, est d'abord un mandarin. "En matière d'élitisme, ils sont pires que les énarques-polytechniciens", ironise l'un de ses amis.

DSK entre en politique par la porte de gauche, puisqu'il adhère à l'Union des étudiants communistes. "Mais ses actes militants [il est alors élève d'HEC] se cantonnent au strict registre de la symbolique. Une petite grève contre les frais d'études. Et une décision personnelle, dont la bravoure ne saute pas aux yeux: il sèche ostensiblement les cours de marketing, pour cause d'incompatibilité idéologique", racontent Vincent Giret et Véronique Le Billon dans leur excellente biographie, Les Vies cachées de DSK (Seuil, 2000).

En 1972, DSK est embauché par André Babeau, qui dirige alors le Centre de recherche économique sur l'épargne (Crep), un laboratoire du CNRS. "Après vingt minutes d'entretien, je me suis dit: "Quelle flèche !"" raconte Babeau. Avec Denis Kessler, ami et complice de DSK, ils forment une équipe qui voyage, fréquente les économistes américains les plus brillants, innove.

Strauss-Kahn entre au PS en 1975. Babeau découvre que les parois sont parfois poreuses. "Il m'est arrivé de retrouver dans les travaux du PS le résultat d'études du Crep, encore non publiées", raconte-t-il. En 1979, un article sur les inégalités amène à DSK la notoriété au sein du parti: il commence à tirer les dividendes politiques de son investissement intellectuel.

Des convictions souvent amollies par les contingences politiques

Devenu l'économiste des années Jospin (premier secrétaire de 1981 à 1988), "il est l'adepte d'un réformisme soutenable, c'est-à-dire faire tout ce qu'il est possible dans une économie où la rupture n'est pas possible. Il n'est ni partisan d'un nationalisme antieuropéen à la Chevènement ni de l'école dérégulatrice à la Rocard", analyse un député strauss-kahnien.

En 1988, il est chargé par Lionel Jospin de travailler à la "Lettre à tous les Français", le programme du candidat Mitterrand à la présidentielle. Le nouveau Premier ministre, Michel Rocard, reprendra deux de ses idées pour les appliquer: le RMI et la CSG. De celle-ci, il est davantage le promoteur - rôle dans lequel il excelle - que l'inventeur.

Incarnant alors le courant majoritaire, DSK va se droitiser. Très précisément le 19 juin 1994, quand il tente, en vain, de s'opposer à la prise du parti par Henri Emmanuelli. Avec, au coeur de la discorde, la question des 35 heures. L'économiste qu'il est doute que le partage du travail permette de créer des emplois. Mais l'Histoire est malicieuse, et c'est lui qui devra mettre en scène cette pièce maîtresse du programme du PS. "Sachant qu'il a un déficit de gauche, il se montre allant sur le sujet", affirme Pierre Moscovici.

Il a toujours douté que les 35 heures puissent créer des emplois

C'est une constante du personnage: ses convictions sont fortes, fondées et originales; sa pratique est souvent amollie par la prudence et les

contingences politiques. Devenu ministre de l'Economie du gouvernement Jospin, il espère que la négociation, la souplesse et le sur-mesure l'emporteront. En vain. "Les 35 heures vont nous coûter un point de PIB", confiera-t-il alors.

A Bercy, il peut appliquer ses idées keynésiennes, car la période s'y prête. Les emplois-jeunes (350 000 jobs financés par le public), idée totalement hétérodoxe et coûteuse qu'il a défendue pendant la campagne? Un moyen de retrouver la confiance, indispensable à la croissance. La hausse de la fiscalité nécessaire pour entrer dans l'euro? La conjoncture, bien meilleure que prévu, le dispense de frapper les ménages. Il se contentera d'augmenter l'impôt sur le bénéfice des sociétés après une discrète négociation avec son ami Denis Kessler, devenu l'un des dirigeants du CNPF, ancêtre du Medef: moyennant cette surtaxe temporaire, Kessler obtient l'oubli d'une promesse électorale de Jospin, l'intégration de l'outil de travail dans l'impôt sur la fortune.

Ministre, il veut créer les richesses avant de les redistribuer

Ce "schumpéterien" veut libérer les énergies créatrices. Le ministre défend une économie de la production contre la rente, affirme qu'il faut créer des richesses avant de les redistribuer. Il promeut la nouvelle économie, baisse la taxe professionnelle, privatise à tour de bras, en profite pour restructurer et crée le géant franco-allemand EADS.

Mais la gauche plurielle renâcle devant les stock-options et les fonds de pension. Il y renonce. S'est-il suffisamment battu? "Il n'est pas du genre à se faire marcher dessus pour que ses idées passent, note un haut fonctionnaire de Bercy. Je n'ai jamais ressenti qu'un sujet pouvait être vital pour lui. Ce relativisme est aussi sa force. Il écoute, voit la nouveauté des arguments et peut être convaincu."

Il n'aime pas que la gauche soit associée au laxisme budgétaire

Les idées, d'ailleurs, il ne cesse de les chercher. Il réunit régulièrement son équipe en séminaires de cabinet, conçus comme un festival d'intelligence. Le ministre redevient alors "prof de fac", chacun arrive avec sa contribution, l'émulation est forte, la réflexion, large: on parle lutte contre la pauvreté, ou rôle de l'Etat face à l'instabilité professionnelle, géographique et familiale.

Strauss-Kahn est européen, mais il sait épouser les réserves de son parti. Au moment du débat sur le référendum de Maastricht (1992), il se met dans la roue de Jospin, qui dit "non au non". Il n'a jamais été un défenseur acharné de l'orthodoxie monétaire et budgétaire. Président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale (1988-1991), il désapprouve la politique de Pierre Bérégovoy, des taux d'intérêt élevés pour défendre la parité franc-mark... C'est à la fois une conviction et une posture qui lui permet d'exister.

Nommé ministre délégué de l'Industrie et du Commerce extérieur en 1991, il persiste. "Il s'agissait moins à ses yeux d'une question de souveraineté que de garder les moyens du bon dosage entre politique monétaire, budgétaire et fiscale", souligne Paul Hermelin, son ancien directeur de cabinet (1991-1993), resté très lié à lui. S'inspirant de la politique qui réussit alors aux Etats-Unis, il veut des taux d'intérêt bas et une réduction raisonnable des déficits publics. Il n'aime pas que la gauche soit associée au laxisme budgétaire, au tax and spend (taxer et dépenser).

Quand il arrive au FMI, il peut de nouveau appliquer ses idées keynésiennes. Décidément, la chance le poursuit. Il fait tout de suite un choix révélateur, celui d'Olivier Blanchard comme chef économiste. Un professionnel très respecté, considéré comme "à gauche", mais qui, en 2007, a soutenu... Nicolas Sarkozy. Et un keynésien, alors que "le FMI recrutait par tradition chez les monétaristes", souligne Jean Pisani-Ferry. Blanchard secoue la planète financière en lançant un débat hétérodoxe: et si les banques centrales acceptaient un niveau d'inflation un peu plus élevé, 4% par exemple?

Au FMI, le sympathique pompier devient le méchant flic

La crise transforme d'abord DSK en généreux sauveur. Dès janvier 2008, il annonce, à Davos, que les Etats qui le peuvent doivent faire de la relance budgétaire. Il a raison, cette prescience lui vaut des compliments américains et un courroux européen. Pourtant, le sympathique pompier va devenir un méchant flic. Très vite, il lui faut intervenir dans des pays en difficulté. Et poser ses conditions. Entre RMI et FMI, il n'y a qu'une lettre de différence, et tout un monde.

Les amis de DSK sentent le danger et s'empressent d'écrire la légende de leur héros, qui a su tempérer les exigences brutales de cette maison. C'est vrai, mais il n'a fait que mettre ses pas dans ceux de ses prédécesseurs, Horst Köhler et Rodrigo Rato.

En novembre 2008, DSK réunit le personnel du FMI dans un de ces townhall meeting - une tradition américaine - pour préciser ce qu'il attend de lui. Moi, je suis comme vous, dit-il en substance, j'ai envie de changer le monde, mais quand vous allez dans un pays, mieux vaut vous concentrer sur deux ou trois grandes actions afin que les habitants se les approprient, plutôt que sur une longue liste. Et, il demande à ses troupes de mettre en place des mesures qui épargnent les plus vulnérables.

Un étrange mélange d'hédonisme et d'ambition

Ces améliorations, réelles, restent marginales: DSK, plus politique que ses prédécesseurs, sait ajouter le faire savoir au savoir-faire. Il continue pourtant d'imposer les mêmes remèdes, car il n'y en a pas d'autres. A vrai dire, il ne les "impose" pas: formellement, le pays en

difficulté et le FMI se mettent d'accord sur les grands paramètres et c'est le gouvernement qui choisit le détail des mesures. Mais le Fonds peut refuser une décision ou en suggérer une autre: dans cette zone grise, le rapport de forces est essentiel.

En France, le passage par la case FMI droitise donc DSK. Pour une question de politique. Et d'argent? Son salaire annuel - 495 000 dollars net d'impôt - son train de vie, la fortune familiale de son épouse, l'appartement place des Vosges, à Paris, ou le riad de Marrakech? "C'est un sujet qu'il faudra traiter en amont", reconnaît un proche. Une manière de dire que DSK ne laisserait pas la polémique envenimer la campagne. Certaines réponses sont déjà prêtes: il sera dit que le riad a été acheté par Anne Sinclair avec ses indemnités de départ de TF 1.

DSK, étrange précipité d'hédonisme et d'ambition... En juin 1984, Pierre Moscovici, sorti sixième de l'ENA, téléphone à celui qui fut son professeur pour lui demander ce qu'il pense de l'Inspection des finances: "C'est la meilleure business school française. Vous y restez quatre ans et vous gagnez plein de fric." Et le Trésor? "C'est un peu moins bien, mais, là aussi, vous faites quatre ans et vous gagnez du fric."

Moscovici confie alors qu'il songe plutôt à un poste qui lui permette de réfléchir, car il s'intéresse à la politique. "Vous êtes un peu à gauche?" Oui, répond l'élève. "Le PS, ça vous tente?" Encore oui. "Passe me voir demain à mon bureau." En quelques secondes, le temps de passer du vousau tu, le jouisseur a laissé la place à l'ambitieux. Lequel des deux DSK laissera-t-il triompher?

Moscovici-Mélenchon: pour ou contre DSK? Bonnet blanc et blanc bonnet (Titre de LdC) (25.06)

Lexpress.fr - 24.06

Le député PS Pierre Moscovici, ex-lieutenant de DSK, et l'ancien PS Jean-Luc Mélenchon, parti fonder le Parti de gauche, croisent le fer dès qu'on évoque une candidature Strauss-Kahn.

Ils se tapent sur l'épaule en se retrouvant un après-midi de juin dans un café de l'Est parisien. Pendant vingt-cinq ans, ils ont milité ensemble au PS. Forcément, cela laisse des souvenirs. Mais, dès qu'ils abordent le cas "DSK", Pierre Moscovici et le transfuge socialiste Jean-Luc Mélenchon oublient leur complicité. Et croisent le fer. Le premier soutiendra le patron du Fonds monétaire international (FMI) à la primaire, si celui-ci présente sa candidature - sinon "Mosco" pourrait y aller lui-même. Le second a rejoint le Front de gauche, avec les communistes, et n' imagine pas un instant que DSK puisse représenter la gauche. Face-à-face.

Jean-Luc Mélenchon, iriez-vous jusqu'à dire que Dominique Strauss-Kahn est de droite?

Jean-Luc Mélenchon : Il est membre du PS et a été ministre du gouvernement de Lionel Jospin. Au nom de quoi pourrais-je lui contester son appartenance à la gauche ? Mais, à côté de ce qu'il est, il y a ce qu'il fait au FMI. Et là, son bilan n'est pas de gauche. Il aggrave la traditionnelle politique de brutalité sociale et d'aide à la prédation financière de ses prédécesseurs au FMI. Un homme de droite ne s'y prendrait pas autrement.

Pierre Moscovici : Je suis en total désaccord. Je ne suis pas le porte-parole de Dominique Strauss-Kahn, mais je peux vous dire qu'il n'a pas changé depuis l'époque où je l'ai eu comme professeur d'économie : c'est un keynésien. En clair, il est pour l'économie de marché, mais il pense qu'il ne faut pas attendre du marché qu'il parvienne spontanément au plein-emploi. D'où la nécessité d'injecter des liquidités pour alimenter la croissance. Il a transformé le FMI en augmentant les ressources "prêtables" jusqu'à 860 milliards de dollars, dont 17 sont consacrés au développement de l'Afrique. Il a proposé la création d'un "fonds vert" doté de 100 milliards de dollars d'ici à 2020. La Grèce va recevoir du FMI 30 milliards d'euros et des prêts à 3,5 % d'intérêt, alors que les marchés les proposent à 18 % et que la France et l'Allemagne prêtent à 5 %. En plus, le FMI participe au fonds de stabilisation pour sauver l'euro à hauteur de 250 milliards d'euros.

J.-L. M. : Dans tous les pays où le FMI est passé, de la Lettonie à la Roumanie, en passant par la Hongrie ou la Grèce, l'intervention de cette institution s'est traduite par une diminution du nombre de fonctionnaires, des coupes dans les salaires, l'allongement de l'âge de départ à la retraite et l'augmentation des impôts indirects. Comme redistribution keynésienne, pardon, mais il y a mieux!

Dominique Strauss-Kahn est-il un social-démocrate ou un social-libéral?

J.-L. M. : Il aimerait être un social-démocrate, mais c'est un social-libéral.

P. M. : On a actuellement besoin de régulation, de relance intelligente et d'une réforme du système international. Trois principes sociaux-démocrates, que partage Dominique Strauss-Kahn.

Quel regard portez-vous sur son bilan à la tête du ministère de l'Industrie (1991-1993) et du ministère de l'Economie et des Finances (1997-1999)?

J.-L. M. : Son bilan, c'est d'abord celui de Lionel Jospin. Je retiens de son passage à Bercy l'impôt extraordinaire sur les grandes sociétés, qui

a permis de récolter 70 milliards de francs, réinjectés dans la consommation. Au final, les comptes sociaux étaient passés au vert. Et l'activité avait repris. En 2001, j'étais ministre de l'Enseignement professionnel. Je me souviens que les patrons se battaient pour trouver de la main-d'oeuvre qualifiée et pourvoir des emplois. Cela a bien changé!

Pourquoi n'évoquez-vous pas les 35 heures?

J.-L. M. : Parce que ce n'est pas son oeuvre. Il était favorable en 1995 à la semaine de 37,5 heures. Je peux en témoigner : j'ai lutté pendant dix ans avec l'aile gauche du PS pour que soit adoptée la semaine de 35 heures sans perte de salaire.

P. M. : Jean-Luc Mélenchon a raison. Les 35 heures ne sont pas une idée de Dominique Strauss-Kahn. C'est une coproduction, dans laquelle des militants longtemps minoritaires ont joué un rôle déterminant. Je le reconnais: Michel Rocard, DSK, Laurent Fabius et moi-même étions pour une forme de compensation salariale partielle. Mais Dominique Strauss-Kahn a su faire preuve d'intelligence politique. Il n'est jamais interdit d'emprunter les idées des autres quand elles sont justes.

Ajoutons aussi qu'il a sorti 350 000 jeunes du chômage, grâce aux emplois jeunes. Il a mené une politique macroéconomique très habile de relance de la consommation et de réduction de la dette publique. Les Français n'ont pas oublié cette époque où une gauche réaliste menait de grandes réformes sociales. C'est ce qui explique la cote élevée de Strauss-Kahn dans les sondages.

Peut-on sauver le capitalisme à Washington et le socialisme à Paris ?

P. M. : Le FMI n'est pas là pour sauver le capitalisme, mais pour aider les pays en crise à sortir de l'ornière. Et un président de la République de gauche n'est pas là pour diriger une France socialiste, mais pour changer le cours des choses, avec ses partenaires. En 2012, il faudra faire une politique de gauche très réaliste, poursuivant une ambition crédible. Si la gauche se pose en donneuse de leçons, comme elle l'a souvent fait dans son histoire, elle risque de se fracasser contre la réalité.

J.-L. M. : Je plaide, moi, pour une vraie rupture, qui consisterait à reprendre le pouvoir à la finance. De gré, si possible. De force, si cela n'est pas possible, par le biais de la loi. Il faudra, entre autres, constituer un pôle financier public. Dans cette période de nécessaire confrontation avec la finance mondiale, la question est de savoir qui aura suffisamment de cran pour entrer dans un rapport de forces. Un responsable qui aura été, pendant cinq ans, l'organisateur en chef des politiques d'austérité dans tous les pays ne me semble pas le mieux placé pour faire exactement l'inverse, au nom de la France.

P. M. : Au contraire, quelqu'un qui connaît bien le système est peut-être mieux à même de se faire entendre et de proposer des options différentes et crédibles.

Pierre Moscovici, comment réagissez-vous quand des leaders de gauche critiquent DSK?

P. M. : Jean-Luc Mélenchon a dit un jour que les socialistes seraient "barjots" de choisir DSK. Ne disons rien qui puisse insulter l'avenir et compromettre le nécessaire rassemblement de 2012 autour d'une candidature probablement socialiste. S'il est le candidat du PS à la présidentielle, ce sera avec lui que vous devrez traiter. Et c'est avec vous, dans votre diversité, qu'il devrait discuter des conditions du rassemblement.

J.-L. M. : Je déteste ce terrorisme intellectuel qui veut interdire le moindre débat parce que le PS aurait une collection de vaches sacrées que nous devrions faire semblant d'admirer le moment venu. Strauss-Kahn est un candidat potentiel du PS. Or, le PS est le premier parti de l'opposition. Tout le monde à gauche doit pouvoir dire ce qu'il en pense. Nous préparons une élection, pas un sacre.

Des détracteurs de Dominique Strauss-Kahn raillent son train de vie et son salaire au FMI. Pensez-vous que cette question puisse poser problème pour une éventuelle candidature?

J.-L. M. : Ce genre d'arguments me met mal à l'aise. On a connu de grands bourgeois de gauche et des prolétaires d'extrême droite. Bien sûr, la condition sociale joue un grand rôle dans la perception de l'existence, mais on ne peut pas réduire un homme à cela.

P. M. : Je rejoins Jean-Luc Mélenchon dans le refus de la disqualification des personnes. Léon Blum était d'une famille aisée et a beaucoup fait pour la gauche. Ce qui compte, c'est la compétence et le parcours.

Retraites, suite (25.06)

Lepoint.fr, Libération.fr, Lemonde.fr et Reuters - 24.06

Ils ont dit le 24 juin.

1- CGT.

"La suite va appartenir au président de la République. Dès lors que 23 grévistes (les joueurs de l'équipe de France de football, ndr) parviennent à modifier l'agenda du président de la République, assez naturellement, on pourrait penser que les responsables syndicaux puissent être reçus", a persiflé M. Thibault, en référence au rendez-vous entre Nicolas Sarkozy et Thierry Henry.

"Il ne faut pas que le projet de loi soit examiné dans sa version actuelle au Conseil des ministres le 13 juillet mais qu'on ouvre enfin une véritable séance de négociation", exige-t-il. (Reuters 24.06)

Le secrétaire général de la CGT s'est gardé de demander le retrait du projet de réforme mais il a suggéré sa réécriture, en estimant qu'il ne devait pas être "examiné dans sa version actuelle", le 13 juillet, et qu'une "véritable négociation" devait s'ouvrir.

2- CFDT.

«Le gouvernement doit se rendre compte qu'il faut une réforme alternative, c'est-à-dire réécrire profondément cette réforme pour qu'elle soit plus juste», a souligné le secrétaire général de la CFDT, convaincu que «les gens ne manifestent pas contre le changement mais contre cette réforme injuste». (Libération.fr 24.06)

3- FSU.

"on entre dans une nouvelle période de rapport de forces". (Lemonde.fr 24.06)

4- Solidaires.

"si vraiment le gouvernement ne comprend pas, à la rentrée on sera dans la rue". (Lemonde.fr 24.06)

5- PS.

M. Rocard "regrette que le gouvernement n'ait pas suivi la voie de la négociation" et soit "passé en force". "Reste que beaucoup de problèmes ne sont pas tranchés" comme le "morceau énorme" des régimes spéciaux, selon lui. (Lepoint.fr 24.06)

Le PS a appelé le gouvernement à retirer cette réforme. "Je mets le gouvernement en garde contre un passage en force", a affirmé Harlem Désir.

"Nous sommes aux côtés des salariés pour faire reculer le gouvernement et dire qu'une autre réforme des retraites est possible, plus équitable", a ajouté Harlem Désir.

Pour le porte-parole Benoît Hamon "Il n'y a pas d'autre choix que de descendre dans la rue pour obliger François Fillon à négocier", a-t-il dit.

M. Aubry a réaffirmé que le PS proposait «une réforme équilibrée». «Nous savons qu'il faut que la majorité des Français travaillent plus longtemps, partent plus tard, mais nous voulons que ceux qui ont commencé à travailler tôt, ont eu des emplois pénibles, qui ont aujourd'hui leur durée de cotisation et sont souvent au chômage puissent partir à 60 ans » a-t-elle précisé. (20minutes.fr 24.06)

Ségolène Royal, a quant à elle appelé à l'organisation par "la gauche et les forces sociales d'un référendum d'initiative populaire pour mettre en échec" le projet gouvernemental de réforme des retraites. (Lepoint.fr 24.06)

6- Gouvernement.

Eric Woerth, le ministre du travail a parlé d'une "mobilisation assez forte" mais "légèrement plus faible qu'en 2003, au moment de la réforme des retraites qui ne touchait pas à l'âge légal". Il a ajouté que, dans la fonction publique, le taux de grève "était en 2003 de 57%, il est aujourd'hui de 20%".

Mais le gouvernement ne peut pas faire comme s'il ne s'était rien passé. Du coup, François Fillon, qui s'est abstenu jusqu'à présent de se porter en première ligne, a annoncé qu'il tiendrait une conférence de presse vendredi sur les finances publiques mais aussi sur la réforme des retraites pour faire "un point d'étape". (Lepoint.fr 24.06)

Commentaire.

Le dispositif habituel se met en place pour permettre au gouvernement d'arriver à ses fins.

La collaboration de classes continue, tandis que les uns et les autres demandent à genoux aux dirigeants syndicaux et du PS, PCF, PG de bien vouloir se prononcer "clairement" (POI) pour le retrait du projet du gouvernement, la réponse ne s'est pas fait attendre : les premiers refusent en s'en remettant à Sarkozy pour modifier son texte ou réclamer de "véritables négociations", de son côté le PS se prononce pour ce retrait... pour immédiatement ajouter qu'il est d'accord avec l'allongement du nombre d'années de cotisation, donc avec l'une des principales mesures inacceptable contenue dans le projet du gouvernement.

Le PG et le PCF se sont déjà prononcés pour le retrait de ce projet tout en réclamant à Sarkozy une "autre réforme" par une "proposition de loi que bien entendu la majorité UMP à l'Assemblée nationale votera ! (source : Informations ouvrières n°103 - article en ligne dans le site)

Le partage des rôles ne changent pas.

Extrait du X^e Congrès national du Parti Ouvrier Français, Marseille, 24-28 septembre 1892.

"Résolutions pour le 1er Mai 1893 :

Considérant que la démonstration internationale de mai a pour but d'affirmer la solidarité des travailleurs de tous les pays et de les acheminer, par une action commune, à l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste;

Considérant que la journée de huit heures, qui a été choisie comme revendication principale et générale, est, en même temps que la plus importante des réformes à arracher à la société bourgeoise, une protestation contre le sur-travail dont les prolétaires sont victimes au seul profit de la classe parasitaire et le moyen de démontrer aux masses encore ignorantes qu'elles n'ont rien à attendre des pouvoirs publics tant qu'ils seront aux mains de leurs exploiters économiques;

Congrès international de Zurich :

Considérant que la journée de huit heures est inscrite au programme des partis socialistes des deux mondes et que sa réalisation sera étudiée au Congrès international de Zurich;

Considérant que les Trade's -Unions de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, après avoir pris part au Congrès de Bruxelles, déchirent le pacte international qui a été conclu en organisant sur cette question spéciale un Congrès international à Londres en opposition à celui de Zurich;

Considérant que le Parti socialiste international ne peut laisser limiter à la seule question des huit heures l'agitation ouvrière ainsi que le voudrait la majorité trade's-unioniste de Glasgow;

Le 10^{ème} Congrès national du Parti ouvrier français, formé des représentants de 718 Chambres syndicales et groupes socialistes, décide qu'il ne prendra pas part au Congrès de Londres; blâme la majorité antisocialiste de Glasgow d'avoir essayé de jeter la division dans le parti du travail en organisant le Congrès de Londres et invite les Trade's -Unions à rallier le mouvement ouvrier international et à se faire représenter au Congrès de Zurich."

Pour bien faire, s'il existait aujourd'hui une Internationale et qu'on lui appliquait les mêmes principes que ceux retenus en 1892, au regard de l'activité et de l'orientation de tous les partis, aucun n'y aurait sa place.

Proposer une perspective politique aux travailleurs, lier leur combat pour les revendications économiques ou sociales au combat pour en finir avec l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste aurait été possible en 1892, leur avant-garde aurait pu s'en saisir... mais ne le serait plus en 2010 ?

Vous allez peut-être penser que je me répète et que vous savez tout cela par coeur, permettez-moi de douter que vous ayez vraiment analysé à fond cette question ou que vous en ayez tiré toutes les conclusions qui s'imposent, je vais le faire pour vous ici très rapidement. Ne vous méprenez pas, il n'y a rien d'arrogant dans ma démarche, ce n'est pas une leçon, mais une simple démonstration, un petit cours de dialectique appliqué à la lutte de classes, je ne dois pas commettre l'erreur habituelle (la mienne) qui consiste à oublier de soigner la susceptibilité de bien des militants.

Ne serait-ce pas les mêmes qui prétendent que tout serait finalement possible en régime capitaliste, qu'il serait possible par exemple de revenir à la Sécurité sociale de 1945, d'augmenter les salaires, les retraites, etc., bref de satisfaire tous nos besoins élémentaires ?

Mais dans ce cas-là, cela ne signifie-t-il pas qu'il n'y a pas de crise du système capitaliste, que cette crise n'aurait aucun rapport avec les fondements du capitalisme comme l'affirment les économistes bourgeois, que le capitalisme pourrait supporter la satisfaction de nos revendications et que cette crise ne serait que financière, du fait de l'avidité incontrôlée d'une poignée d'aristocrates de la finance ? Voilà comment ils légitiment la survie du capitalisme.

Et puis, si tout était possible en régime capitaliste, à quoi bon combattre pour liquider les rapports de production basés sur la propriété privée des moyens de production, ne suffirait-il pas de changer de gouvernement et de modifier la répartition des richesses entre les classes sans toucher aux institutions politiques pour satisfaire tous nos besoins ou aspirations ? Voilà pourquoi et comment ils font passer à la trappe l'expropriation des propriétaires des moyens de production, ainsi que le combat pour l'abolition des institutions de la Ve République, pour un Etat ouvrier.

Dès lors, à quoi bon proposer une issue politique au prolétariat dans la perspective du socialisme, puisque finalement on peut très bien s'accommoder du régime capitaliste pour parvenir à nos fins ? Voilà pourquoi et comment ils font passer à la trappe le socialisme.

Ils font payer les "mauvais" capitalistes, un bon gouvernement (bourgeois) constitué notamment des partis PS, PCF, PG met en oeuvre un plan de relance en direction des travailleurs, la consommation repart de plus belle, les usines tournent à plein régime, il n'y a plus de chômage, plus de précarité, plus de pauvreté, envolés, vous en avez rêvé, un miracle s'est accompli, c'est merveilleux ! Qui sérieusement peut croire un instant une telle fable en totale contradiction avec les faits et le marxisme ? C'est pourtant ce qu'ils distillent à longueur de temps.

Voilà la panoplie complète du parfait petit-bourgeois réformiste, du PS au POI en passant par le PCF, le PG, le NPA et LO, sans oublier leurs nombreux satellites, ils sont tous sur la même orientation capitularde quand on y regarde de plus près. Si maintenant vous vous basez uniquement sur leurs programmes ou déclarations au lieu de vous en tenir au terrain pratique, assurément vous parviendrez à une autre conclusion, avec en prime toujours les mêmes illusions trompeuses !

Je vous conseille vivement de lire ou relire, mieux d'étudier l'idéologie allemande d'Engels que je viens de mettre en ligne ou encore La dialectique de la nature du même auteur.

"... on ne part pas de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent, ni non plus de ce qu'ils sont dans les paroles, la pensée, l'imagination et la représentation d'autrui, pour aboutir ensuite aux hommes en chair et en os; non, on part des hommes dans leur activité réelle, c'est à partir de leur processus de vie réel que l'on représente aussi le développement des reflets et des échos idéologiques de ce processus vital." (L'idéologie allemande)

On peut toujours combattre pour une cause sans la définir précisément matériellement (le socialisme, c'est quoi ? Du vent !), on peut toujours combattre pour un objectif sans mentionner par quel moyen pratique on va l'atteindre (le parti, la révolution, les soviets ou comités, c'est quoi ? Du vent !), on peut toujours combattre un ennemi sans mentionner que notre objectif est de le terrasser (l'expropriation des capitalistes, la confiscation de tous leurs biens, avoirs et pouvoirs, c'est quoi ? Du vent !), c'est sans aucun doute la meilleure méthode pour que les hommes, la société et le monde demeurent aveugles éternellement et que rien ne change jamais. (A suivre)

Les journalistes de NRJ appelés à la grève. (26.06)

Lefigaro.fr - 25.06

«Un ras le bol général», qui se soldera donc par une grève mardi prochain. Ce vendredi, l'intersyndicale SNJ-FO, SNJ-Solidaires et SNJ-CGT du groupe NRJ a appelé les 120 journalistes de la maison à cesser le travail du 29 juin au 2 juillet. Le mouvement porte sur des revendications sur les retraites, sur le travail de nuit, et sur les droits d'auteurs liés à la réexploitation des oeuvres des journalistes. Un comité d'entreprise doit se tenir mardi après-midi.

Les syndicats regrettent que depuis deux ans les négociations avec la direction peinent à aboutir. «Nous faisons des réunions, dans lesquelles nous faisons des préconisations, qui ont disparu du texte lorsqu'il s'agit de coucher cela sur papier. C'est une négociation unilatérale», détaille Mathieu Lopez, délégué SNJ-FO du groupe, pour expliquer l'initiative de l'intersyndicale. «Le dialogue est ouvert depuis trop longtemps», estime de son côté Yoan Lefebvre, représentant SNJ-CGT.

Leurs réclamations portent sur un rattrapage des cotisations retraites alors qu'une majorité de journalistes n'a cotisé que sur 70% de leurs revenus et qu'ils ne cotisent à une caisse de retraite cadre que depuis 2009. Les journalistes de NRJ envient aussi la compensation financière du travail de nuit de leurs confrères de Lagardère : cela représente 70 euros par mois en guise de majoration légale et 243 euros par trimestre pour la pénibilité des horaires, contre «quelques jours de congés de compensation» proposés par la direction de NRJ. Enfin, ils souhaitent un accord sur les droits d'auteur.

Selon les syndicats, la moitié des journalistes pourrait suivre le mouvement.

Du côté de la direction c'est l'incompréhension. «Cette grève est une surprise, indique Jean-Paul Baudecroux, pdg de NRJ Group. Elle intervient à un moment inapproprié dans la mesure où la direction était sur le point de finaliser des dossiers, ce que les organisations syndicales ne pouvaient sérieusement ignorer. Pour quelques autres dossiers, la direction a effectué des propositions qui ont été refusées en

bloc par les organisations syndicales depuis plusieurs mois.»

Les syndicats n'excluent pas d'engager une action en justice si les négociations ne devaient pas aboutir. Ils menacent aussi d'une grève illimitée le jour de la rentrée des programmes.

Les ingénieurs frappés par la crise économique. (27.06)

Lemonde.fr - 25.06

La crise économique est bien là pour les ingénieurs, et singulièrement les plus jeunes d'entre eux, mais des lueurs d'espoir existent. Tel est, en substance, la conclusion de l'enquête 2010 du Conseil national des ingénieurs et scientifiques de France (CNISF) qui a été rendue publique vendredi 25 juin. Elle a été établie à partir de 45 000 questionnaires.

"L'enquête menée début 2009, sept mois après le début de la crise, avait révélé les craintes d'ingénieurs sous le choc, témoigne Gérard Duwat, directeur de l'Observatoire des ingénieurs au CNISF, mais pas encore, ou peu, les effets réels de la crise. Dans celle de 2010, ses conséquences concrètes apparaissent clairement." Au point que "les tensions sur le marché sont revenues à la situation de 2003-2004, après l'éclatement de la bulle Internet", poursuit M. Duwat.

Si le taux de chômage des 665 000 ingénieurs de France a augmenté de deux points en un an (passant de 3,4 % à 5,4 %), celui des plus jeunes d'entre eux a explosé. Les ingénieurs de moins de 30 ans au chômage sont aujourd'hui 9,7 %, alors qu'ils n'étaient que 4,9 % lors de l'enquête 2009.

Par ailleurs, il est plus difficile de trouver un emploi à la fin de ses études. Dans l'enquête de 2009, 56 % des jeunes ingénieurs avaient signé un contrat de travail avant de sortir de l'école. Ils ne sont plus que 43 % en 2010. Sept sur dix avaient trouvé un emploi en moins de deux mois en 2009, ils ne sont plus que cinq sur dix.

Quant aux différentes manières de mettre le pied à l'étrier (stages, année de césure, apprentissage), elles fonctionnent toujours, relève l'Observatoire des ingénieurs, mais leur effet est "atténué".

L'enquête 2010 apporte donc de mauvaises nouvelles. Mais tout n'est pas noir : des signes positifs sont perceptibles.

Selon l'enquête 2010, 18 000 ingénieurs ont certes perdu leur emploi en 2009, mais un sur cinq avait retrouvé du travail au début de l'année 2010. "C'est encourageant", assure Gérard Duwat qui ajoute que "les grands recruteurs d'ingénieurs (dans l'informatique, notamment) qui avaient fermé leurs portes en 2009 embauchent aujourd'hui à nouveau." Le recrutement a chuté d'un tiers en 2009 (passant de 72 000 personnes à 48 000) et la mobilité s'est tassée : on change moins d'employeur, de ville ou de pays. Mais la création ou le rachat d'entreprise est dynamique, surtout chez les jeunes.

Les moins de 30 ans n'étaient que 3 % à se lancer dans l'aventure de l'entrepreneuriat en 2008 (enquête 2009) ; ils sont aujourd'hui 23 % ! "Il y a sans doute là une conséquence de la difficulté à trouver un emploi, estime M. Duwat, mais c'est aussi la preuve que l'accent mis sur la nécessité d'innover et de créer porte ses fruits. En outre, les écoles d'ingénieurs y préparent de mieux en mieux." Enfin, le coup de pouce consenti en 2008 sur le salaire des jeunes n'a pas été renouvelé, mais les plus anciens en profitent.

Depuis trois ou quatre ans, leur rémunération était contenue. Ce n'est plus le cas : "Satisfaction et rétention des plus anciens ont été préférés à l'attraction des jeunes, caractéristique d'un marché dont la demande s'est tassée", lit-on dans l'étude. Le salaire moyen d'un ingénieur cadre est de 63 000 euros par an.

Les mauvaises nouvelles ne manquent pas, mais Gérard Duwat tient tout de même à relativiser : globalement, "l'accès à l'emploi reste tout à fait acceptable pour les ingénieurs". De fait, si l'on s'en tient au taux de chômage, il demeure moitié moins élevé que les moyennes nationales.

Bilan de la visite de Sarkozy dans le 93 : une claque et une insulte. (27.06)

Rue89 - 25.06

Si Nicolas Sarkozy voulait contrôler sa communication en évitant les caméras dans le 93, c'est complètement raté. Deux incidents au moins entachent sa visite en catimini en Seine-Saint-Denis. 1 Nicolas Sarkozy a été insulté

Un homme de 21 ans, qui a insulté Nicolas Sarkozy à la gare de Saint-Denis, est passé ce vendredi devant la 17^e chambre du tribunal de grande instance de Bobigny et a été condamné à 35 heures de travaux d'intérêt général (TIG) pour outrage au président de la République, outrage à la police et rébellion ; un journaliste de France 3 affirme l'avoir entendu dire « Suce-moi ». Le jeune a reconnu au tribunal avoir lancé : « Va te faire enculer connard, ici t'es chez moi. »

Blessé durant l'interpellation, il lui a été prescrit neuf jours d'incapacité totale de travail. Son avocate a dénoncé les conditions dans lesquelles il a été arrêté, jugeant qu'il n'y avait pas lieu de faire usage de la violence.

Dans des déclarations faites à l'AFP, elle a expliqué que son client avait simplement « exprimé son opinion vis-à-vis du Président ». 2

Un journaliste de France 3 a été giflé

En marge de cet événement, Pierre Lassus, journaliste à France 3, affirme avoir été giflé par le service d'ordre de Nicolas Sarkozy.

Selon son récit, il était à La Courneuve « par hasard » pour tourner un sujet sur le trafic de crack. En plein tournage, Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux et une nuée de policiers débarquent. Après avoir demandé l'autorisation de filmer au ministre de l'Intérieur, le journaliste va chercher sa caméra. Une scène l'interpelle : celle d'un jeune homme entouré de policier, vraisemblablement le même qui a insulté le Président.

Pierre Lassus a rapporté cette scène à Europe 1 :

« Le gamin a dit "Suce-moi" et quand le service d'ordre de Nicolas Sarkozy l'a arrêté, j'ai essayé de filmer mais nous n'avons pas pu. L'un des hommes s'est alors approché de moi et m'a claqué directement, en disant "On ne filme pas". »

Dans un sujet diffusé sur France 3 ce vendredi, un journaliste précise que le but des policiers était de l'empêcher de filmer l'interpellation musclée du jeune. « Les atteintes à la liberté de la presse, cela suffit »

Dans un communiqué, la SNJ-CGT de France Télévisions a dénoncé la dégradation des conditions de travail des journalistes :

« Cette fois ça suffit ! Après les nombreuses mises en cause de la liberté de la presse et la reprise en main politique de l'audiovisuel public par Sarkozy, voilà que sa garde rapprochée agresse physiquement un journaliste de France 3 Ile-de-France.

Après les patrons voyous, les policiers voyous de la garde prétorienne du Président ! Les atteintes à la liberté de la presse, cela suffit. Nous ne laisserons pas ce pouvoir museler notre liberté d'expression. »

Alors que la SNJ a décidé de saisir l'Inspection générale des services (IGS), la direction de France Télévisions a réclamé la tenue rapide d'une enquête et a déclaré « se réserver la possibilité d'engager une procédure judiciaire ». Ce qui serait une première.

Commentaire.

Il s'agissait d'une provocation de la part de Sarkozy, ce qui s'est passé était prévisible, y compris sans doute la présence d'une équipe de France 3 sur place. Le SNJ a raison de porter plainte contre la racaille policière qui n'avait aucune raison de frapper ce journaliste et ce jeune.

S'il y a un endroit où le non-droit s'exprime avec le plus de violence en France, ce n'est pas dans les banlieues mais bien au sommet de l'Etat avant tout.

La bourgeoisie parisienne défend son pré carré. (28.06)

Le Monde Magazine - 27.06

Sans la tour Eiffel en lointain arrière-plan de l'immense piscine aux eaux azur bordée de chaises longues, l'endroit aurait tout de ces coins huppés de la campagne normande dont raffolent les Parisiens aisés. A l'ombre de somptueux arbres centenaires, quelques membres du club, en âge de les avoir vus pousser, devisent vêtus de blanc, ce lundi matin de juin. Pelouses tondues de frais, libérant ce qu'il faut d'effluves champêtres. Courts de tennis par dizaines, en terre battue de préférence, clos d'un grillage vert anglais que colonisent les roses trémières...

Le Lagardère Paris Racing, "la Croix Catelan" pour les habitués, l'un des très sélects clubs sportifs du bois de Boulogne, offre à ses 13 500 heureux membres une verte quiétude en plein Paris. Sérénité fâcheusement troublée ces derniers temps. Voilà que, depuis la mi-mars, 5 000

clients du club se sont unis au sein de l'association SOS Croix Catelan pour mener une fronde, inhabituelle dans cet univers feutré, contre le propriétaire des lieux, le groupe Lagardère. Prospectus, site internet, actions en justice envisagées... Et même une chaîne humaine autour du club, le week-end de l'Open EDF de natation, les 26 et 27 juin. Fallait-il que la situation fût grave pour en venir à ces extrémités que la bienséance réprouve ! Elle l'est, nous assure-t-on chez SOS Croix Catelan. "C'est angoissant."

En 2006, la mairie de Paris décide de ne pas renouveler la concession accordée depuis cent vingt ans au Racing-Club de France pour l'usage privé de ces 7 hectares de domaine public. A la place, elle choisit le groupe Lagardère, qui a le bon goût de proposer un solide projet sportif et, accessoirement, une redevance annuelle de 3,2 millions d'euros – contre 130 000 euros payés auparavant par le Racing-Club. Quatre ans plus tard, nombre d'ex-adhérents de l'association loi 1901, qui n'ont guère apprécié de devenir simples clients d'une société commerciale, se disent trop peu informés par la nouvelle direction et dénoncent une dérive marchande : la transformation de la Croix Catelan en "club de loisirs de luxe".

BONNES FRÉQUENTATIONS GARANTIES

Qu'il n'était pas jusqu'à présent ? Attablés dans le restaurant du club-house au menu un tantinet onéreux, deux avocats à la tête de SOS Croix Catelan, Jean-Pierre Léon, président, et Amélie Barberis, secrétaire générale, finissent par en convenir. Ils en paient déjà cher le brin d'herbe, de cette campagne à Paris. 6 600 euros de droit d'entrée. Plus 1 600 euros de cotisation annuelle par personne. "Il n'y a pas ici une diversité sociale incroyable, il ne faut pas se leurrer. Pour une famille, l'adhésion, c'est le prix d'une petite voiture", compte Mme Barberis, bientôt mère d'un troisième enfant. Pour ses deux aînées, l'inscription a tenu lieu de cadeau de naissance de la part des grands-parents. "C'est un havre, hors du monde, un peu pour privilégiés, c'est indiscutable. Mais les gens qui y sont en ont conscience", nous rassure Jean-Pierre Léon, 57 ans, quarante années d'ancienneté au club et marathonien compulsif.

Les 48 courts de tennis, deux piscines extérieures chauffées toute l'année, les terrains de football, de basket, de volley, les salles de gym, de musculation et de bridge, drainent les familles aisées de l'Ouest parisien, trop contentes d'y placer, le mercredi et le week-end, leurs enfants en lieu sûr. Bonnes fréquentations garanties : les familles se cooptent avec suffisamment de discernement pour ne pas devoir côtoyer le tout-venant dans l'annuaire du Racing – deux parrains, une lettre de motivation et quatre ans d'attente sont requis pour entrer dans le système.

Indéniablement, ce club est chic, mais la motivation première de ses membres demeure la pratique sportive de plein air, plaide SOS Croix Catelan. "Or notre club de sport est en train de se transformer en resort de luxe progressivement réservé à une élite financière capable d'assumer une cotisation extrêmement élevée. Pour obtenir la concession, Lagardère a vendu un projet axé sur le sport, la famille et l'accessibilité au plus grand nombre, mais cela devient tout à fait autre chose, un lieu d'argent, le rendez-vous de golden boys à la pochette flamboyante. Regardez !" : un petit groupe s'extrait du club-house, d'élégants sacs cartonnés Burberry à la main. "Ça ne peut pas devenir ça, le Racing !" Et de dénoncer pêle-mêle les séminaires d'entreprises, les opérations publicitaires. Une dérive fric-frime. Une machine à cash...

Les preuves ? La nouvelle directrice des exploitations et du développement, Pascale Adoner, ne vient pas de l'univers du sport, mais de l'hôtellerie de luxe. Les nécessaires rénovations et mises aux normes sont menées sans respecter l'esprit du lieu, boiseries historiques mises au bûcher, restaurant et salon anglais avec ses fauteuils club convertis en "espaces sans allure, comme dans n'importe quel hôtel 3-étoiles". Sponsors s'affichant sur les horloges, les portes des tennis. D'un vulgaire ! Et que dire des transformations radicales prévues dans le club-house ? Des vestiaires sacrifiés à de nouveaux espaces commerciaux, spa, fitness, salles de réunion...

"Durant un an, nous devons nous changer et nous doucher dans le parking souterrain, sans qu'aucune compensation financière ait été prévue pour ces désagréments. Et, à la fin, les cotisations exploseront à cause de ces travaux somptuaires que les adhérents n'ont pas appelés de leurs vœux. Certaines familles ne pourront pas suivre... Vous imaginez leur angoisse ? Il y aura des exclus !", interpelle Frédéric Messian, vice-président de l'association, par ailleurs président d'une société de design et de communication. Sa mère fréquentait déjà le Racing, il y a quarante ans. Lui a très tôt initié ses quatre enfants aux valeurs du club : goût de l'effort, discipline, rigueur. Les membres, nous confie-t-on, ont un attachement sentimental qui se perpétue de génération en génération. Ils s'en sentent "comptables" pour leurs enfants.

CONSIGNE CONTRE "PULLMAN"

Les membres ne peuvent s'imaginer spoliés de leurs casiers. Nous voilà au cœur de la contestation. La disparition programmée de tout ou grande partie des 11 000 casiers individuels. On nous mène, au club-house, dans le saint des saints, un étonnant dédale de placards en bois sombre. Certains, les "pullmans", ont la taille d'une penderie, d'autres, les "demi-pullmans" ou ordinaires, se superposent sur deux hauteurs – les "locataires" du haut prévoient alors, pour y accéder, des petits escabeaux en aluminium qu'ils suspendent à des patères. Les casiers sont numérotés. Cadenassés. Tapissés, à l'intérieur, d'un papier peint à petites fleurs délicieusement désuet.

Première classe, deuxième classe, comme au temps des transatlantiques, pullman et demi-pullman correspondent à des prix (de 100 à 150 euros par an) et des accès différents. Il faut franchir une lourde porte à poignée dorée, protégée par un code, pour pénétrer du côté des "pullmans", jadis attribués aux membres sachant habilement cumuler ancienneté, entrent et mérite sportif. Le groupe Lagardère envisage à la place un système de casiers à la journée, avec concierge. Une banale consigne, en quelque sorte.

Les animateurs de SOS Croix Catelan y voient la perte "insupportable" de "l'âme du lieu", et d'une pratique sportive confortable. "Mes quatre enfants y vont dix fois dans la journée, raconte M. Messian. C'est le point de rendez-vous, c'est aussi là que le lien social se crée, avec ses voisins de casiers. Et puis, on y laisse nos affaires d'une fois sur l'autre, raquettes, ballons, chaussures, vêtements..." Venir avec un sac de

sport ? "Vous m'imaginez en rendez-vous chez les clients avec un sac à dos ?" Même les jours d'affluence, la circulation est fluide dans le labyrinthe des casiers, ajoute Mme Barberis. "On ne va pas demander aux gens d'attendre vingt minutes leurs affaires un dimanche de juin !" Cela va sans dire.

Du côté de chez Lagardère, toute cette agitation suscite bien de la perplexité. Oui, pour Pascale Adoner, la directrice des exploitations, le Lagardère Paris Racing est "un resort sans les chambres", clairement positionné dans "l'univers du luxe". Et alors ? Toute la journée, elle arpente "le boulevard à ragots" – c'est ainsi qu'elle nomme l'allée centrale qui longe les courts de tennis et le club-house, avec des bancs de chaque côté depuis lesquels les membres scrutent et commentent chaque passage. "Redoutable !" Elle tente de désamorcer les rumeurs d'une "petite minorité de gens qui étaient proches du Racing-Club, veulent rejouer la concession, et confondent bulletin d'adhésion et titre de propriété." Oui, une mise aux normes était nécessaire et, après une première phase de travaux (rénovation de l'espace nautique, du restaurant...), une seconde, d'environ un an, suivra à l'automne, qui visera notamment à moderniser le club-house et à développer les installations sportives intérieures utilisables l'hiver. Comme les règles d'urbanisme interdisent de construire, la rationalité commande de réduire la surface occupée par les vestiaires, soit 4 350 m² sur les 6 500 m² du club-house. Si la solution définitivement arrêtée est celle d'une consigne, du personnel supplémentaire sera dépêché les six week-ends de forte affluence de l'année.

CONSERVATOIRE DES TRADITIONS

L'espace dégagé permettra d'agrandir les salles de fitness et de musculation, pour l'instant minuscules, de créer une garderie pour les enfants, d'installer ce qu'il faut de cabines de massage, saunas, hammam, jacuzzis bains froids et chauds... Certains services seront payants, d'autres gratuits. "Bref, nous voulons en faire un club dans son temps, pas insalubre, confortable. Vous avez vu l'état des douches ? Ce n'est pas digne d'un club qu'on paie ce prix !, estime Franck Peyre, directeur général délégué. Il nous faut plaire au plus grand nombre, les sportifs à pratique intensive, les familles qui viennent pour du sport loisir, et celles dont c'est la maison de campagne à Paris. Chacun imagine son club. Nous, nous devons composer avec les trois catégories." La hausse des cotisations ? C'est "clairement oui", affirme-t-on chez Lagardère, sans davantage de précisions. "Nous payons une redevance annuelle de 3,2 millions d'euros et nous prévoyons 40 millions d'euros de travaux sur vingt ans. Les trois premières années d'exploitation ont été déficitaires", précise le directeur. Le sponsoring ? "Ceux qui nous le reprochent sont les mêmes qui ne veulent pas de hausse des cotisations !" Incompréhension mutuelle. Entre certains adhérents de longue date et les nouveaux gestionnaires, les cultures s'entrechoquent.

Un responsable du Groupe Lagardère, qui suit les choses de très près, nous confie tenter de "composer avec l'héritage" mais avoue "mourir de rire" devant certaines pratiques en vigueur dans ce qu'il perçoit comme un conservatoire des traditions bourgeoises. "Comme les casiers ! Les trois cinquièmes du club-house ! Ici, on assoit son influence au club au nombre de casiers loués et à leur localisation. Quand on est dans un 'pullman', cela vaut affirmation d'un statut social, et on se le transmet comme une charge notariale." Et que dire de ces fauteuils en cuir du salon de lecture, tachés de sombre à l'emplacement de la tête ? "Ils veulent les garder ! Pour eux, c'est patrimonial !", s'esclaffe notre hôte, qui ne mâche pas ses mots.

MENACES D'EXCLUSION

"Ils nous reprochent d'introduire de la mixité sociale et ethnique, alors que seuls 1 500 membres ont changé depuis 2006. Ils voient encore le monde partagé entre noblesse et bas peuple. C'est une caste qui défend ses privilèges. Mais désormais, les fortunes sont diverses, pas forcément héritées, pas forcément toutes 'blanches'. Et nous, nous voulons un club sportif qui corresponde à 2010, qui soit dans son temps, pas fossilisé." Vision caricaturale !, s'indignent les opposants, qui disent sentir monter les manœuvres de dénigrement et d'intimidation. On les aurait même menacés de passer devant la commission de discipline, qui peut prononcer une exclusion pour comportement contraire à l'éthique du club. Suprême insulte pour les tenants de la tradition.

Un annuaire aux allures de "Who's who"

Dans les cent pages de l'annuaire des membres du Lagardère Paris Racing se côtoient toutes sortes de personnalités. Leurs points communs : habiter exclusivement les quartiers les plus bourgeois de Paris (en tête, loin devant, le 16^e arrondissement, suivi des 7^e, 8^e, 6^e, 17^e et 15^e arrondissements), ou les communes chics des Hauts-de-Seine (Neuilly, Saint-Cloud, Boulogne, Levallois-Perret, Puteaux) et des Yvelines (Le Vésinet, le Chesnay, Chatou...), et s'inscrire souvent en famille. Les patronymes à particule sont légion. Au Racing, les politiques (Dominique de Villepin, Corinne Lepage, l'ancien médaillé olympique de sabre et ex-ministre des sports Jean-François Lamour...) partagent courts de tennis et piscine olympique avec les grandes familles de l'industrie (les Dassault, Bolloré, Pineau-Valencienne, Riboud, Arthus-Bertrand, Bettencourt et autres Lagardère, dont l'héritier, Arnaud, est devenu gestionnaire des lieux), les dirigeants d'entreprise (Christophe Cuvillier, PDG de la Fnac, Marc Ladreit de Lacharrière, du groupe financier Fimalac, Matthieu Pigasse, codirigeant de la banque Lazard...), les producteurs ou réalisateurs de cinéma (Alain Terzian, Xavier Giannoli, Valeria Bruni-Tedeschi...), les gens de plume (Patrick Modiano, Jean-Loup Dabadie) ou de télévision (Bernard de la Villardière, Patrice Duhamel, Alexandre Adler, Alexia Laroche-Joubert...).

Commentaire. Voilà un espace de 7 hectares du domaine public en plein cœur de Paris qui ne profite qu'à 13 500 privilégiés, donc pour ainsi dire privatisé. Pourquoi ne pas le rendre accessible à toute la population en en faisant un grand parc ouvert au public ? Qui a dit que le terme bourgeois était vieillot ?

Le nabot, le rabot et le ripou. (28.06)

Lepoint.fr, Lepost.fr, Reuters et AFP - 27.06

1- D'un côté, terrible restriction, le président de la République se contraint à supprimer la garden party élyséenne du 14 juillet, soit une économie de 700 000 euros. De l'autre, le même président pourra bientôt faire joujou avec son nouvel avion personnel, un Airbus A330-200 tout refait à neuf façon Roi-Soleil des temps aériens.

Ce matin, le Parisien nous en dit plus. "Pour respecter le cahier des charges de l'Elysée, il a fallu désosser entièrement la cabine. A présent, une soixantaine de fauteuils business remplacent les 324 sièges initiaux et une grande salle de réunion a été dessinée. A bord, le président disposera d'une chambre et d'une vraie douche. Côté technologie (fax, téléphone, ordinateur), on a choisi le dernier cri, et les passagers auront la possibilité de surfer sur le Net à 10000 m d'altitude. Enfin, la carlingue a été renforcée et l'avion équipé d'un système de leurre antimissiles".

Coût total de l'opération: 176 millions d'Euros. Je répète, 176 millions d'euros. Ajoutons également que l'heure de vol reviendra à 20 000 euros (contre 8000 pour un appareil ordinaire). (Lepost.fr 27.06)

2- La réduction des niches fiscales devra rapporter entre 8,5 et 10 milliards d'euros l'année prochaine, a déclaré dimanche le ministre français du Budget, François Baroin.

Cette annonce rehausse une nouvelle fois l'objectif de cette mesure gouvernementale prévue de longue date, qui prévoyait initialement de gagner deux milliards par an, puis cinq milliards, puis huit milliards.

Les "niches", environ 800 dispositifs d'exonération ou de réduction de l'impôt sur le revenu accumulés au fil des années sur des sujets aussi divers que l'emploi de salariés à domicile, la garde des enfants, les investissements dans les DOM-TOM ou les dons aux organisations humanitaires, coûtent 75 milliards d'euros par an à l'Etat. (Reuters 27.06)

3- L'héritier de la famille Peugeot, Robert Peugeot, aurait sous-évalué la valeur de lingots d'or dérobés en décembre à Paris par crainte d'une enquête fiscale, à propos de laquelle il aurait rencontré Eric Woerth, alors ministre du Budget, selon le Journal du Dimanche.

L'héritier du groupe automobile français Peugeot a dîné quelques jours après le cambriolage avec Eric Woerth, alors qu'il était "déjà sous le coup d'un litige fiscal" et craignait "une enquête sur l'origine de son or", selon le Journal du Dimanche (JDD).

Le JDD explique que le montant du vol a d'abord été estimé à 500.000 euros, avant d'être ramené à 150.000 euros. "Le préjudice réel de 150.000 euros, sur lequel l'assurance a remboursé 82.000 euros, est conforme à l'ISF (montant de l'impôt sur la fortune auquel est assujéti l'héritier, ndlr) de M. Peugeot", a réagi un de ses conseillers cité par le JDD.

Après avoir démenti le montant de 500.000 euros de préjudice à l'AFP, le porte-parole de la famille Peugeot a dit "On ne nie pas qu'Eric Woerth et Robert Peugeot se connaissent". (Lepoint.fr et AFP 27.06)

Loire-Atlantique: Blocage d'un site Faurecia qui doit fermer en juin 2011. (29.06)

Lepoint.fr - 28.06

Les salariés de l'équipementier automobile Faurecia de Saint-Nicolas-de-Redon (Loire-Atlantique) ont bloqué lundi les entrées du site, empêchant la sortie de membres de leur direction, a-t-on appris de sources concordantes.

Dans un communiqué, la direction de l'usine condamne la "séquestration depuis ce matin" de trois membres de la direction et "appelle le personnel gréviste à mettre fin sans délai à cette situation inacceptable" et "à reprendre les négociations".

Une trentaine de salariés sont convoqués mardi matin devant le tribunal de grande instance de Saint-Nazaire pour répondre de cette séquestration, a indiqué Lilian Brunet, délégué syndical CGT. Lundi en début de soirée, les grilles du site étaient ouvertes et les membres de la direction "pouvaient partir quand ils voulaient", selon M. Brunet.

Les salariés qui poursuivent un mouvement de grève entamé le 18 juin dernier réclament qu'aucun licenciement n'intervienne avant la fermeture du site, spécialisé dans les armatures pour sièges automobiles, programmée pour juin 2011.

"La direction veut se débarrasser des personnels avant la date de fermeture contrairement à ses engagements verbaux de ne procéder à

aucun licenciement jusqu'à cette date", a expliqué à l'AFP Lilian Brunet.

Le site de Saint-Nicolas-de-Redon emploie aujourd'hui 188 salariés en CDI, selon les syndicats. Les grévistes réclament également le bénéfice d'une "prime de fin de conflit significative".

La direction a rappelé avoir mis en oeuvre depuis l'annonce de la fermeture en juillet 2008 un plan de sauvegarde de l'emploi et quatre accords "mettant en place un large dispositif de formation et des mesures d'accompagnement du personnel d'un niveau sans précédent".

Elle fait part également de l'identification de "40 solutions externes de reclassement" ainsi que de propositions de reclassement en interne sur d'autres sites Faurecia.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)